

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune présidera aujourd'hui la réunion périodique du Conseil des ministres

P. 24

MESURES DE PRÉVENTION DU CORONAVIRUS

Les horaires de confinement partiel adaptés de 23h00 à 06h00 pour 29 wilayas

P. 3

SECOUSSES TELLURIQUES À MILA

Beldjoud : "L'Etat n'abandonnera pas ses citoyens"

P. 4

VASTE MOUVEMENT AU SEIN DES COURS DE JUSTICE

Un nouveau souffle

Le Président Tebboune a effectué ce week end un large mouvement dans le corps des présidents et procureurs généraux auprès des Cours de justice. Pour les présidents de Cour, il y a eu 17 nominations, 18 mutations et 17 fins de fonction, tandis que, dans le corps des procureurs généraux, le Président Tebboune a nommé 18 nouveaux titulaires, muté 17 autres et procédé à la mise de fin de fonction pour 19 procureurs généraux. «Plusieurs normes ont été prises en ligne de compte dans ce mouvement en vue de donner un nouveau souffle à l'action judiciaire, améliorer le service public de Justice, et la reconsidération des fonctions qualitatives dans le corps de la justice», ont expliqué les services de la Présidence.

P. 3 *Dknews*



EXPLOSION AU PORT DE BEYROUTH

L'Algérie envoie plus de 200 tonnes d'aides et une équipe de secouristes

P. 4

CNES ET L'ENSM Signature d'une convention de coopération

P. 6

ALGÉRIE - COVID-19 "Recul du taux d'occupation des lits suite à une légère baisse des contaminations"

P. 10

SANTÉ

GROSSESSE Quelles sont les vitamines recommandées ?

P. p 12-13

F   **TBALL**

TRANSFERT Draoui (ES Sétif) retourne au CR Belouizdad

P. 21



CINÉMA-DÉCÈS

Le réalisateur Meziane Yaala n'est plus

P. 16

MDN

GENDARMERIE Le Général Yahia Ali Oulhadj nouveau Chef d'état-major du Commandement de la Gendarmerie nationale

P. 24

MÉTÉOROLOGIE

Juillet 2020, l'un des mois les plus chauds depuis le XIXe siècle



Le mois dernier a été l'un des plus chauds mois de juillet jamais enregistrés dans les annales de la météorologie, montrent de nouvelles données selon lesquelles les trois mois de juillet les plus chauds de l'histoire ont eu lieu au cours des cinq dernières années. "Ce n'est pas qu'une histoire d'été", a commenté Freja Vamborg, scientifique et membre du Service Copernicus concernant le changement climatique (C3S) de l'Union européenne.

"C'est à l'échelle mondiale et tous les mois se réchauffent", a-t-elle ajouté.

Selon ces données publiées jeudi, les mois de juillet 2016, 2019 et 2020 sont les plus chauds depuis le début du recensement des températures au milieu du XIXe siècle. Le mois dernier, le Nouveau-Mexique et le Texas aux Etats-Unis ont enregistré un pic de chaleur.

À Bahreïn, le mois de juillet a été le plus chaud depuis 1902. Dans l'Arctique, qui se réchauffe deux fois plus vite que l'ensemble de la planète depuis plusieurs décennies, la superficie de la banquise est tombée en juillet à son plus bas niveau depuis les premiers relevés par satellite il y a quarante ans.

WILAYA D'ALGER-COVID-19

Plus de 6.000 commerces fermés pour non-respect des mesures préventives



La commission chargée du contrôle et de la répression des commerçants contrevenants aux mesures préventives contre la propagation du nouveau coronavirus a ordonné la fermeture de plus de 6.000 commerces et nombre de marchés et de centres commerciaux à travers les différentes circonscriptions administratives depuis le mois de mars dernier jusqu'à ce jeudi, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

La commission a procédé, depuis le mois de mars dernier jusqu'à aujourd'hui jeudi, à la suspension de l'activité de 3450 magasins et deux marchés communaux ainsi que la suspension de l'activité d'un (1) centre commercial à la circonscription administrative de Dar El Beida, outre 271 magasins et le marché de la cité "Ouarsenis" à la circonscription administrative de Rouiba, selon un communiqué de la wilaya d'Alger publié jeudi sur sa page officielle Facebook.

Ladite commission a décidé, durant la même période, la suspension de l'activité de 1.500 commerces à la circonscription administrative de Bab El Oued ainsi que 79 commerces et 8 centres commerciaux à la circonscription administrative de Zeralda, note le communiqué.

Concernant la circonscription administrative de Hussein Dey, il a été procédé à la suspension de l'activité de 139 commerces et deux marchés communaux, en sus des décisions de fermetures de 132 commerces à la circonscription administrative de Draria et 191 autres commerces et un marché communal à la circonscription administrative de Birtouta.

La commission a décidé, en outre, la suspension de l'activité commerciale de 281 commerces et deux marchés communaux à la circonscription administrative de Bir Mourad Rais et ce en raison du non respect des commerçants des mesures préventives contre la propagation du Covid-19 et l'inconscience de certains autres, conclut la source.

CRIMINALITÉ

Un réseau criminel démantelé et plus de 5000 comprimés psychotropes saisis à Draria (GN)



Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (GN) de Draria (Alger) ont saisi plus de 5000 comprimés psychotropes et arrêté dix (10) individus dont une femme, a-t-on appris jeudi auprès du commandant du détachement territorial de la GN de Douéra. Dans une déclaration à la presse en marge de la présentation des saisies et des suspects, le Commandant Guechiche El Djemai a indiqué que l'opération a été menée suite à des informations parvenues à la brigade territoriale de la GN de Draria faisant état d'un réseau criminel opérant dans le secteur de compétence.

Suite à quoi, les éléments de ladite brigade ont élaboré un plan bien ficelé ayant permis d'interpeller dix (10) personnes suspectes, dont une femme au niveau de la cité 1600 logements et 300 logements Cosider de Sebala (commune de Draria).

L'opération s'est soldée par la saisie de 5040 comprimés psychotropes de différents types et une quantité de drogue (kif traité) estimée à 150 grammes ainsi qu'un montant de 38.000 DA issus du trafic de la drogue et la saisie d'un véhicule utilisé par la bande criminelle dans les déplacements, a précisé la même source.

Une fois les procédures légales de l'enquête parachevées, les suspects ont été présentés jeudi devant les juridictions compétentes, a conclu la même source.

ENVIRONNEMENT-FORMATION PROFESSIONNELLE

Elaboration prochaine d'une convention pour l'ouverture de nouvelles spécialités

La ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, a tenu une réunion à Alger, en compagnie de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels Hoyam Benfreha, visant l'élaboration d'une convention de coopération entre les deux secteurs permettant l'ouverture de nouvelles spécialités de formation dans le domaine de l'environnement.

Cette réunion est une rencontre préparatoire pour la mise en place des grandes lignes concernant les axes de la convention de coopération entre les secteurs de l'environnement et de la formation professionnelle", indique un communiqué publié par la ministre de l'Environnement sur son compte officiel Facebook.

Ladite convention, qui devra être conclue entre les deux parties, visera "l'ouverture de nouvelles spécialités dans le domaine de l'environnement", note le communiqué. A cette occasion, Mme Benharrats s'est dit disposée à ouvrir les portes des institutions qui sont sous tutelle pour des stages pratiques au profit des stagiaires et apprentis, conclut la source.

ALGÉRIE-SÉISME

Une nouvelle secousse tellurique de magnitude 4,5 enregistrée à Mila

Une nouvelle secousse tellurique de magnitude de 4,5 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 12h13 dans la wilaya de Mila, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km au Sud de Hammala, précise la même source. Une première secousse de magnitude 4,9 avait été enregistrée vendredi à 7h15 à 2 km au Sud-Est de la même localité.

CRIMINALITÉ

El Tarf : saisie de trois pistolets automatiques et près de 680 cartouches



La brigade de recherche et d'investigation (BRI) de la sûreté de wilaya d'El Tarf a saisi trois (03) pistolets automatiques ainsi que près de 680 cartouches de différents calibres, dans une affaire impliquant trois (03) trafiquants, a indiqué, vendredi, le chargé de communication de ce corps de sécurité.

Agissant sur la base d'informations faisant état d'activités suspectes des présumés auteurs, les éléments de la BRI ont ouvert une enquête qui a abouti à l'identification des prévenus, âgés entre 20 et 60 ans, a ajouté le commissaire principal Mohamed Karim Labidi.

Suite à des opérations de surveillance, deux d'entre eux ont été appréhendés à bord d'un véhicule touristique au niveau d'El Tarf tandis que le troisième complice a été arrêté à l'issue du parachèvement de l'enquête, a détaillé la même source.

Trois pistolets automatiques chargés de munitions ainsi que 650 cartouches de 16 mm dissimulées dans des cartons, ont été retrouvés dans le véhicule qui a été également saisi dans le cadre de cette affaire, a indiqué la même source. Poursuivis pour "trafic d'armes à feu et munitions" et "vente de cartouches sans autorisation", les trois mis en cause, originaires de la wilaya d'El Tarf, ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Dréan, a-t-on conclu.

INCENDIE À BENI-SLIMANE

Un mineur mis en détention préventive et son complice sous contrôle judiciaire (Procureur)



Deux mineurs, auteurs d'un incendie qui s'est déclaré, début Aout, dans une forêt à Beni-Slimane, à l'est de Médéa, ont été auditionnés par le juge d'instruction près le tribunal de Beni-Slimane chargé des mineurs, indique samedi un communiqué du procureur de la République du dit tribunal.

L'un des auteurs de l'incendie, localisé à "Ahl-Ech-chaaba", qui a ravagé près de 5 hectares de couvert végétal, a été mis en détention préventive, alors que son complice a été mis sous contrôle judiciaire, à l'issue de cette audition, ajoute le même communiqué.

Les mis en causes ont été appréhendés, est-il précisé, par des citoyens, peu de temps après le déclenchement de l'incendie et livré, par la suite, aux éléments de la gendarmerie nationale qui a ouvert, une enquête, sur demande du parquet de Beni-Slimane, afin de déterminer les circonstances exactes de cette affaire.

Les deux mineurs ont reconnu devant les enquêteurs avoir organisé sur place un barbecue et, au moment de quitter les lieux, ils ont allumé un autre feu, juste pour s'amuser, selon leurs aveux, mais les flammes ont commencé à se répandre très rapidement à l'intérieur de la forêt.

C'est lors de leur fuite que des citoyens, présents à proximité du lieu du sinistre, avaient réussi à appréhender les deux mineurs et les livrer à la gendarmerie, note le communiqué du procureur de la République du tribunal de Beni-Slimane.

COURS DE JUSTICE

Tebboune opère un vaste mouvement des présidents et procureurs généraux

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a procédé jeudi à un vaste mouvement dans le corps des présidents et des procureurs généraux près les cours de justice, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Ce mouvement a concerné :

Dans le corps des présidents des Cours :

Nomination de Mesdames/Messieurs :

Cour de justice d'Adrar : Abdelouafi Khelifi

Cour de justice de Laghouat : Houcine Feddani

Cour de justice d'Oum El Bouaghi : Iheb Kholoua

Cour de justice de Béjaïa : Ali Noukha

Cour de justice de Blida : Mohamed Reggad

Cour de justice de Bouira : Houria Zilebdi

Cour de justice de Tamarrasset : Mohamed Djab

Cour de justice de Tébessa : Boukhamis Kasmi

Cour de justice de Tiaret : Khaled Hammal

Cour de justice de Tizi Ouzou : Abderrezak Bensalem

Cour de justice d'Alger : Mokhtar Bouchrit

Cour de justice de Jijel : Abdelhafid Samira

Cour de justice de Sétif : Rachid Allane

Cour de justice de Saïda : Said Saadallah

Cour de justice de Guelma : Abdelhamid Benmoussa

Cour de justice de Constantine : Aïssa Besbassi

Cour de justice de Médéa : Mohamed Kouardi

Cour de justice de Mostaganem : Benomar Benkhedda

Cour de justice de M'sila : Abdelhak Boukrouh

Cour de justice de Ouargla : Mohamed Taleb

Cour de justice d'El Bayadh : Chérif Latrouche

Cour de justice d'Illizi : Karim Khaldi

Cour de justice Bordj Bou Arreridj : Mohamed Guerouabi

Cour de justice de Boumerdes : Abdelhakim Daalache

Cour de justice de Tindouf : Abdallah Khalifaoui

Cour de justice de Tissemsilt : Abdelhafid Tebhiriti

Cour de justice d'El Oued : Slimane Hamoudi

Cour de justice de Khenchela : Inaam Allah Safi

Cour de justice de Souk Ahras : Malek Bakhouch

Cour de justice de Mila : Mohamed Benrabah Kasmi

Cour de justice d'Aïn Defla : Moussa Bessayeh



Cour de justice de Naama : Ahmed Mansour

Cour de justice d'Aïn Té-mouchent : Kheira Berriah

Cour de justice de Ghar-daïa : Mostapha Smati

Cour de justice de Relizane : Saleh Cherifi.

B-Fin de fonction pour Mesdames/Mesdames, appelés à occuper d'autres fonctions :

Cour de justice d'Oum El Bouaghi : Mokhtar Bouchrit

Cour de justice de Béjaïa : Houria Zilebdi

Cour de justice de Blida : Abderrezak Bensalem

Cour de justice Tamarrasset : Abdelouafi Khelifi

Cour de justice de Tébessa : Malek Bakhouch

Cour de justice de Tiaret : Rachid Allane

Cour de justice de Sétif : Mohamed Guerouabi

Cour de justice de Saïda : Abdelhak Boukrouh

Cour de justice de Guelma : Aïssa Besbassi

Cour de justice de Constantine : Abdelhakim Daalache

Cour de justice de M'sila : Ahmed Mansour

Cour de justice de Ouargla : Mohamed Reggad

Cour de justice de Tindouf : Khaled Hammal

Cour de justice d'El Bayadh : Benomar Benkhedda

Cour de justice d'Illizi : Ali Noukha

Cour de justice de Souk Ahras : Mostapha Smati

Cour de justice de Relizane : Kheira Berriah.

C- Fin de fonctions pour Mesdames/Messieurs en qualité de présidents de Cours de justice :

Cour de justice d'Adrar : Mnaouar Benyamina

Cour de justice de Laghouat

: Mohamed Saïdi

Cour de Bouira : Ibrahim Aggoune

Cour de justice de Tizi Ouzou : Ismail Kari

Cour de justice d'Alger : Djamel Kasmi

Cour de justice de Jijel : Abdelkhalik Benchikh

Cour de justice de Médéa : Abdelkader Chergui

Cour de justice de Mostaganem : Tayeb Maarouf

Cour de justice de Bordj Bou Arreridj : Meftah Laalaoui

Cour de justice de Boumerdes : Moncef Chalabi

Cour de justice d'El Oued : Abdelhamid Ouazen

Cour de justice de Khenchela : Ahmed Boulsina

Cour de justice de Mila : Rabah Houcine

Cour de justice d'Aïn Defla : Farida Bouamrane

Cour de justice de Naama : Abdelkader Moulay

Cour de justice d'Aïn Té-mouchent : Mohamed Abderrezak

Cour de justice de Ghar-daïa : Mohamed Baali

D- Dans le corps des procureurs généraux

Nomination de Mesdames et Messieurs en qualité de procureurs généraux près des Cours de justice suivantes :

Cour de justice d'Adrar : Mohamed Belarbi Zahmani

Cour de justice de Chlef : Omar Guenaoui

Cour de justice de Laghouat : Yacine Meguelati

Cour de justice d'Oum El Bouaghi : Aomar Bourayeb

Cour de justice de Béjaïa : Ahmed Mihoubi

Cour de justice de Blida : Noureddine Mahboubi

Cour de justice de Bouira : Cherif Djaad

Cour de justice de Tamarrasset : Djemai Ferhati

Cour de justice de Tebessa : Mohamed Djamil Aïssaoui

Cour de justice de Tlemcen : Mohamed Chemlal

Cour de justice de Tiaret : Hamid Tahir

Cour de justice de Djelfa : Mohamed Maameri

Cour de justice de Sétif : Abdelmadjid Belhadj

Cour de justice de Saïda : Ouafi Benyahia

Cour de justice de Skikda : Azzeddine Tebbib

Cour de justice de Sidi Bel Abbès : Mustapha Benabdellah

Cour de justice de Constantine : Moussa Athmane

Cour de justice de Médéa : Abdelmadjid Djebari

Cour de justice de Mostaganem : Ismail Kedider

Cour de justice de M'sila : Mohamed Kessar

Cour de justice de Mascara : Mohamed Lamine Bechlaghem

Cour de justice de Ouargla : Abdelkader Belatra

Cour de justice d'El Bayadh : Elhadj Dechira

Cour de justice d'Illizi : Ahmed Bouatba

Cour de justice de Bordj Bou Arreridj : Ahmed Amine Boughaba

Cour de justice de Boumerdes : Abdennour Kaci

Cour de justice d'El Tarf : Omar Guelali

Cour de justice de Tissemsilt : Mimoune Kadri

Cour de justice d'El Oued : Belkhir Merabet

Cour de justice de Khenchela : Messaoud Houra

Cour de justice de Souk Ahras : Fathi Ahmed Kebir

Cour de justice de Mila : Lannouar Ben M'hidi

Cour de justice d'Aïn Defla : Djamel Naidjaoui

Cour de justice de Naama : Omar Sidhoum

Cour de justice d'Aïn Té-mouchent : Mourad Ait Chaalal

Cour de justice de Relizane : Abdelkrim Mimouni

Par ailleurs, le président de la République a mis fin aux fonctions de M.

Taleb Mohamed en sa qualité de commissaire d'état près le tribunal administratif de Ghar-daïa, appelé à occuper une autre fonction.

MESURES DE PRÉVENTION DU CORONAVIRUS

Les horaires de confinement partiel adaptés de 23h00 à 06h00 pour 29 wilayas

Les horaires de confinement partiel à domicile ont été adaptés de 23h00 au lendemain 06h00 à partir de dimanche 9 août jusqu'au 31 du même mois pour 29 wilayas, indique samedi un communiqué des services du Premier ministre.

"En application des instructions de Monsieur le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, données lors de la réunion du Haut Conseil de sécurité du 03 août 2020 et au terme des consultations avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et l'Autorité sanitaire, le Premier ministre a procédé à la signature d'un décret exécutif portant aménagement des horaires de confinement partiel à partir du 09 au 31 août 2020, mesure arrêtée dans le cadre de la démarche progressive et flexible adoptée par les Pouvoirs publics dans la gestion de la crise sanitaire", précise le communiqué.

Ainsi, il a été décidé "l'adaptation des horaires de confinement partiel à domicile de 23h00 au lendemain 06h00 du matin pour vingt neuf (29) wilayas. Il s'agit des wilayas de Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbès, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaïa, Adrar, Laghouat, El Oued".

Toutefois, "les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination", selon le communiqué du Premier ministre, ajoutant que "la levée ou le maintien du dispositif de confinement dépendra ainsi de l'évolution de la situation épidémiologique, dont la stabilisation permettra aux Pouvoirs publics d'envisager des mesures supplémentaires d'allègement".

Il a été également décidé de "la levée de l'interdiction de la circulation routière des véhicules particuliers, de et vers les 29 wilayas concernées par la mesure du confinement partiel", de même que "la prorogation de la mesure portant interdiction de la circulation du transport urbain collectif public et privé durant les week-ends, dans les 29 wilayas concernées par la mesure du confinement partiel", relève la même source. A cette occasion, le gouvernement réitère ses appels aux citoyens à "demeurer vigilants et continuer à observer, avec rigueur et responsabilité, les mesures d'hygiène, de distanciation physique et de protection, qui demeurent la solution idoine pour endiguer cette épidémie".

COVID-19

Dispositif sur l'ouverture "progressive et contrôlée" des mosquées

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a arrêté un dispositif sur l'ouverture "progressive et contrôlée" des mosquées, dans le "strict respect" des protocoles sanitaires liés à la prévention et à la protection contre la propagation de l'épidémie du Covid-19, indique samedi un communiqué des services du Premier ministre. Le communiqué explique que "dans une première étape et dans les 29 wilayas soumises au confinement partiel à domicile, ne seront concernées que les mosquées ayant une capacité supérieure à 1.000 fidèles et exclusivement pour les prières du Dohr, Asr, Maghreb et Icha et ce, à partir du samedi 15 août 2020 durant toutes les journées de la semaine, à l'exception du vendredi où seules les prières du Asr, Maghreb et Icha sont accomplies". Le communiqué précise que "un dispositif préventif d'accompagnement devra être mis en place par les parties en charge de l'organisation de cette opération, comprenant notamment, le maintien de l'interdiction d'accès aux femmes, aux enfants de moins de 15 ans et aux personnes vulnérables, le maintien de la fermeture des salles de prières, des mussalates

et des écoles coraniques, le maintien de la fermeture des lieux d'ablution, le port obligatoire du masque de protection, l'utilisation de tapis de prière personnel, le respect de la distanciation physique entre les fidèles d'au moins un mètre et demi, l'organisation des accès de façon à respecter l'espacement et la distance physique ainsi que l'aménagement de l'entrée et de la sortie selon un sens unique de circulation, pour éviter les croisements des fidèles, la mise à la disposition des fidèles du gel hydro-alcoolique".

Le même dispositif prévoit également "l'interdiction de l'utilisation des climatiseurs et des ventilateurs, l'aération naturelle et la désinfection régulière des mosquées, l'affichage des mesures barrières et de prévention, alors que l'accès à la mosquée demeure soumis au contrôle préalable au moyen d'appareils thermiques".

Le communiqué précise que "les walis sont chargés de veiller au strict respect de ces mesures de prévention et de protection qui seront

précisées, en tant que besoin, par un arrêté de wilaya et de procéder à des inspections inopinées pour s'assurer de l'observation du dispositif mis en place", ajoutant qu'il "demeure entendu que le non respect de ces mesures et en cas de signalement de contamination, la fermeture immédiate de la mosquée concernée sera prononcée".

A cette occasion, le gouvernement appelle les fidèles à "se mobiliser et à s'investir pleinement pour le respect des règles édictées afin de préserver la santé de tous et prévenir les lieux de prière de tout risque de propagation du virus et à agir avec discipline et responsabilité individuelle et collective, pour garantir la quiétude dans ces lieux saints et maintenir leur ouverture au profit des fidèles".

Dans ce contexte de crise sanitaire, "il s'agit de faire de la mosquée un exemple d'organisation et de discipline pour tous les citoyens dans cette lutte contre la propagation de cette pandémie", souligne la même source.

SECOUSSES TELLURIQUES À MILA Le Président Tebboune donne des instructions pour assurer les moyens d'aide aux sinistrés (Djerad)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a donné vendredi des instructions pour assurer tous les moyens d'aide aux sinistrés suite aux deux secousses telluriques enregistrées vendredi matin dans la wilaya de Mila, a affirmé le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad.

Dans une déclaration à la Télévision algérienne, M. Djerad a indiqué que "le Président de la République a donné des instructions à ses services pour établir un contact direct et coordonner avec le ministre de l'Intérieur et les autorités locales, de manière à assurer tous les moyens d'aide aux sinistrés du séisme".

"L'Etat ne ménagera aucun effort pour assurer tous les besoins nécessaires aux citoyens", a-t-il assuré, ajoutant "nous suivrons l'évolution de la situation et les conséquences de la secousse tellurique minute par minute".

"Le Président de la République

a également instruit les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Kaoutar Krikou de se rendre sur place pour suivre la situation de près", a fait savoir M. Djerad. Soulignant la nécessité d'"accélérer le programme de réhabilitation des habitations endommagées et d'indemniser leurs propriétaires", le Premier ministre a affirmé que le barrage de Beni Haroun n'a pas été impacté par les secousses telluriques et qu'"aucun dysfonctionnement



technique n'a été enregistré. Une secousse tellurique de magnitude de 4,9 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 07h15 dans la wilaya de Mila, selon le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 2 km Sud-Est de Hammala dans la même wilaya.

Une nouvelle secousse tellurique de magnitude de 4,5 sur l'échelle ouverte de Richter s'en est suivie à 12h13 dans la même wilaya. Son épicentre a été localisé à 3 km au Sud de Hammala.

Beldjoud : "L'Etat n'abandonnera pas ses citoyens"

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a affirmé vendredi à partir de Mila que "l'Etat n'abandonnera pas ses citoyens". "Ma présence aujourd'hui dans la wilaya, en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, sur ordre du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, soucieux de la santé et de la sécurité des citoyens, consiste à constater les dégâts et à prendre les mesures adéquates", a souligné M. Beldjoud lors de sa visite à El Kherba, l'un des plus grands quartiers de la ville et le plus impacté par les deux secousses telluriques enregistrées dans la matinée à Mila.

Exprimant son soulagement du fait qu'aucune perte humaine n'ait été déplorée, M. Beldjoud a assuré que "toutes les habitations endommagées par les secousses seront prises en charge progressivement".

Le ministre a également appelé les occupants des bâtiments affectés par les secousses telluriques à "accorder le temps

nécessaire aux autorités en charge du contrôle des constructions de mener à bien leurs investigations pour déterminer l'étendue des dégâts et les priorités", réitérant l'engagement de l'Etat qui "n'abandonnera pas les citoyens en danger".

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a également exhorté les comités de quartier à coopérer avec les autorités locales afin de prendre en charge les besoins des personnes dont les habitations ont été touchées.

De son côté, la ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme a assuré que son "département ministériel est à pied d'œuvre pour apporter le soutien nécessaire aux familles affectées par les séismes en plus d'un accompagnement psychologique et social en concertation avec les autorités locales".

Lors de leur déplacement dans la wilaya de Mila, M. Beldjoud et Mme Krikou se sont rendus dans le quartier El Kherba et prêté attention aux inquiétudes des habitants du quartier, axées principalement sur la né-

cessité de prendre en charge en urgence les personnes dont les maisons ont été endommagées par les deux tremblements de terre. Avant d'inspecter le barrage de Beni Haroun, la délégation ministérielle s'est rendue à la vieille ville de Mila pour constater les dégâts occasionnés par les deux secousses telluriques.

Pour rappel, le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, a ordonné au ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud et à la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Kaoutar Krikou, de se rendre à Mila pour "suivre de près la situation suite aux deux tremblements de terre qui ont frappé la wilaya vendredi matin".

Le Président Tebboune a également demandé aux deux ministres de donner des instructions visant à déployer tous les moyens nécessaires pour venir en aide aux citoyens impactés.

La wilaya de Mila a enregistré vendredi matin deux secousses telluriques de mag-



nitude de 4,9 et 4,5 degrés sur l'échelle de Richter à 07h15 et 12h13 dont l'épicentre a été localisé à 2 km Sud-Est de Hammala pour la première, et à 3 km au Sud de Hammala pour la deuxième.

«Des équipes techniques pour l'élaboration d'un schéma général sur la situation des édifices endommagés»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a indiqué vendredi, depuis le site du barrage Béni Haroun à l'extrême Nord de la wilaya de Mila, que "des équipes techniques d'appui à celles opérant sur place ont été chargées pour l'élaboration, dans les meilleurs délais, d'un état des lieux général et clair sur la situation des édifices endommagés suites deux secousses telluriques qui ont frappé la région ce matin".

"Des équipes techniques spécialisées des wilayas de Mila, Sétif, Constantine et Jijel sont sur le terrain et oeuvrent à constater et

recenser les dégâts, et seront appuyées ce soir, par d'autres brigades composées de 30 spécialistes pour l'élaboration d'un schéma général et clair sur la situation des édifices endommagés", a précisé le ministre lors de sa visite au barrage Beni Haroun, accompagné par la ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Kaoutar Krikou. M. Beldjoud a souligné que "les deux secousses telluriques ont considérablement affecté la vieille ville et la cité Kherba au chef lieu de wilaya", affirmant que "des mesures d'urgence ont été prises pour prévenir tout éventuel danger".

Dans ce sens, le ministre a fait état de bâtiments effondrés dont les occupants nécessitent une prise en charge "immédiate", relevant que des aides seront octroyées aux propriétaires de maisons présentant des fissures.

S'agissant du barrage Beni Haroun, le ministre a affirmé que cette infrastructure hydraulique "n'a pas été affectée par les dernières secousses telluriques enregistrées dans cette wilaya (une première depuis 3 semaines et 2 autres aujourd'hui vendredi)", ajoutant que le méga barrage "est en bon état selon les rapports et constats des brigades techniques".

Il a indiqué "qu'une autre

équipe viendra demain, samedi sur place pour suivre la situation du barrage et s'assurer de son bon état".

Les deux secousses telluriques enregistrées vendredi à Mila ont provoqué, selon la protection civile, l'effondrement total de deux maisons situées dans la vieille ville et une autre habitation composée de 4 étages dans le quartier El Kherba, au chef-lieu, en plus des fissures sur la chaussée de ce même quartier sur une distance de 500 mètres, et des fissures sur les piliers et murs et effondrements partiels dans 15 maisons à la vieille ville, 11 maisons à la cité El Kharba et 5 maisons à la cité

Ksar El MA de la ville de Mila. Pour rappel, le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, a ordonné au ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud et à la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Kaoutar Krikou, de se rendre à Mila pour "suivre de près la situation suite aux deux tremblements de terre qui ont frappé la wilaya vendredi matin".

Le Président Tebboune a également instruit à l'effet de déployer tous les moyens nécessaires pour venir en aide aux citoyens impactés.

EXPLOSION AU PORT DE BEYROUTH

L'Algérie envoie plus de 200 tonnes d'aides et une équipe de secouristes

Le Croissant rouge algérien (CRA) a supervisé, jeudi, une opération d'envoi de plus de 200 tonnes d'aides au Liban ainsi qu'une équipe du CRA composée de secouristes et d'experts en gestion de catastrophes et ce afin d'aider ce pays frère à surmonter la situation difficile induite par l'explosion survenue mardi au port de Beyrouth, faisant plusieurs morts et blessés.

Plus de 200 tonnes d'aides seront envoyées au peuple libanais dans le souci de le soutenir à traverser cette épreuve difficile, a fait savoir à l'APS la présidente du CRA, Saïda Benhabiles, soulignant que "les aides, constituées de denrées alimentaires, de produits médi-

caux et autres, seront acheminées à bord d'avions militaires à partir de jeudi soir".

Le CRA procèdera, dans ce sens, à l'envoi d'une équipe composée de nombre de secouristes et d'experts en gestion des catastrophes qui apporteront leur aide au Liban pour traverser cette épreuve difficile", a-t-elle ajouté.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné, hier mercredi à l'issue de l'entretien téléphonique qu'il a eu avec son confrère, le Président Michel Aoun, l'envoi immédiat d'aides au peuple libanais frère, avait indiqué un communiqué de la présidence de la République.



Selon le même communiqué, "En application de cet ordre, quatre (4) avions algériens s'apprent à décoller en direction de Beyrouth transportant: - Des équipes constituées de médecins, chirurgiens et pompiers.

- Des fournitures médicales et pharmaceutiques.

- Des produits alimentaires.

- Des tentes, des couvertures et autres...

Un navire algérien chargé de matériaux de construction pour contribuer à

la reconstruction de ce qui a été détruit par l'explosion devra également larguer les amarres en direction de ce pays, avait conclu la source.

SÉISME À MILA

"Pas de dégâts signalés au niveau des barrages de la wilaya"

Les trois (3) barrages de la wilaya de Mila n'ont subi aucun dégât suite aux deux secousses telluriques enregistrées vendredi matin dans la wilaya, a indiqué un communiqué du ministère des Ressources en eau, ajoutant que le barrage de Beni Haroun, le plus grand et le plus important d'entre eux, "a réagi positivement" avec les deux secousses telluriques.

Dès l'enregistrement de la première secousse tellurique de magnitude de 4,9 degrés sur l'échelle ouverte de Richter, « l'équipe technique activant au niveau du barrage a rapidement effectué un diagnostic de l'infrastructure et mesuré les mouvements et la pression de l'eau, et "aucun dégât ou dysfonctionnement n'a été enregistré au niveau des trois barrages de la région », a ajouté le communiqué du ministère.

La wilaya de Mila compte trois barrages, dont celui de Beni Haroun situé à l'extrême nord de la wilaya, le deuxième celui d'Oued Athmiana au sud du chef-lieu de la wilaya et le troisième celui de Sidi Khelifa au sud de la wilaya.



La même source a rassuré que « tous les barrages ont réagi positivement » à ce phénomène naturel, ajoutant que l'agence est en contact permanent avec le Centre de recherche en astronomie astro-

physique et géophysique (CRAAG) pour le suivi des nouvelles secousses telluriques.

Par ailleurs, le communiqué a réitéré les informations relatives sur réseaux sociaux concernant la vidange du barrage de

Beni Haroun par les services de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) dans le souci de réduire la pression en cas d'urgence suite à la secousse ayant frappé la commune de Mila. Toutes les informations relayées concernant la poursuite de l'opération de vidange du barrage de Beni Haroun pour réduire la pression en cas d'urgence sont "fausses", note la source.

A noter que la wilaya de Mila a enregistré vendredi deux secousses telluriques de magnitude de 4,9 et 4,5 degrés sur l'échelle de Richter à 07h15 et 12h13 dont l'épicentre a été localisé à 2 km Sud-Est de Hammala pour la première, et à 3 km au Sud de Hammala pour la deuxième.

OUARGLA

Une expérience pilote de culture de la citronnelle et de la Stevia

Des résultats "encourageants" reflétés par un "bon rendement" ont été obtenus dans une expérience pilote pour développer la culture de la citronnelle et de la Stevia au niveau d'une exploitation agricole privée dans la daïra d'El-Hedjira (100 km au Nord d'Ouargla), a-t-on appris mercredi de l'initiateur de l'expérience.

Ce type de cultures condimentaires, aromatiques et médicinales, a enregistré, depuis son intégration il y a près de quatre ans à Ouargla, des résultats positifs en matière de plantation de ces herbes aromatiques, que ce soit quantitativement que qualitativement, a révélé Lazhar Miloud Belmahdi.

Selon l'initiateur de cette expérience, la superficie dédiée à la culture de citronnelle est passé de 200 m2 de 5.000 m2 avec un rendement jugé comme un "bon indicateur" pour le développement de la culture de cette espèce utilisée notamment comme ingrédient culinaire, dans différentes recettes répondant aux besoins des végétariens et aidant à la digestion et au soulagement des douleurs rhumatismales.

La culture de stevia, considérée comme l'une des meilleures alternatives naturelles et diététiques au sucre ou le sucre raffiné, a enregistré elle aussi des résultats "probants", selon M. Belmahdi. La stevia (plante

originale d'Amérique du Sud), dont la semence est importée du Paraguay notamment, est cultivée dans des bassins en vue de créer un microclimat adéquat à la croissance de la plante, tout en garantissant les conditions climatologiques favorables dans cette zone saharienne, a-t-il poursuivi.

Cultivée aujourd'hui dans plusieurs pays, la Stevia est utilisée généralement comme un complément alimentaire, édulcorant de table et pour sucrer certains produits alimentaires, telles que les boissons, a-t-il fait savoir. Compatibles avec les régimes de diabétiques et de diètes, les extraits de Stevia, qui ne contiennent pas de calories, de glucides, ni de cholestérol (la Stevia est environ 250 à 300 fois plus sucrée que le sucre avec 0 calorie), sont commercialisés dans le monde sous diverses formes (feuilles sèches, poudre, liquide ou autres).

De même, une expérience de culture du Moringa, appelée l'arbre de vie pour ses vertus thérapeutiques permettant un bon fonctionnement du système immunitaire, a donné également des résultats "probants", au fil des dernières années, ouvrant des perspectives "prometteuses" à son extension, a ajouté M. Belmahdi.

Pour cet investisseur, l'encouragement de la culture des plantes aromatiques et condimentaires devrait contribuer au développement des industries agroalimentaires, pharma-

ceutiques et parapharmaceutiques, dès lors que toutes les conditions (climatiques et culturales) sont réunies, avant de soulever le problème de leur commercialisation.

Couvrant une superficie totale de plus de 20 hectares, attribuée dans le cadre de la circulaire interministérielle n 108 du 23 février 2011 relative à la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage, cette exploitation agricole est spécialisée, entre autres, dans la phoeniculture, la céraliculture sous pivots, l'arboriculture fruitière, les cultures fourragères, l'aquaculture, ainsi que la culture de plantes aromatiques et condimentaires, à l'instar de la Citronnelle, la Stevia et le Moringa.

Le propriétaire de cette exploitation localisée au niveau du périmètre agricole de Hassi-Maâmar (périphérie Est de la daïra d'El-Hadjiira), prévoit également le développement de la culture du blé tendre et de l'orge ainsi que la réalisation d'un atelier pour le traitement des plantes aromatiques et la fabrication des dérivés du palmier dattier. Pour cela, il sollicite les autorités de la wilaya pour l'aider à réaliser ses projets, afin de bénéficier d'une extension de terrain et d'accélérer les procédures relatives au lancement des travaux de réalisation de son atelier au niveau de la zone jouxtant l'intersection de la RN-3 entre El-Hedjira, Touggourt et Ouargla.

EL-OUED

Plus de 318.400 têtes vaccinées contre la peste des petits ruminants

Quelque 318.488 têtes (ovins et caprins) ont été jusqu'ici vaccinées dans la wilaya d'El-Oued, dans le cadre de la campagne nationale de vaccination contre la peste des petits ruminants (PPR), a-t-on appris samedi de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya.

L'opération s'inscrit dans le sillage d'actions préventives de lutte contre cette zoonose, qui ont été accompagnées de

mesures administratives, dont l'interdiction de déplacement du cheptel, notamment entre les wilayas, sans un certificat vétérinaire attestant de sa bonne santé, a indiqué l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Mohamed Laid Tidjani.

Les services vétérinaires ont également soumis des dizaines de bovidés à des analyses vétérinaires en laboratoire pour s'assurer de leur

santé. Quelques 330.000 doses de vaccins, sur un total de 374.000 réceptionnées, ont été distribuées pour les besoins de cette campagne de vaccination contre la PPR, sachant que 9.600 de ces doses ont été orientées vers le renforcement du stock de réserve le portant à 53.600 doses de vaccins, et ce pour parer à toute éventualité, a-t-il ajouté. Plus de 40 vétérinaires et des secteurs public et privé sont

mobilisés pour cette campagne de vaccination et sont répartis en fonction des zones de concentration du cheptel ciblé et concernant 129 élevages.

La vaccination a été accompagnée de campagnes de sensibilisation des éleveurs sur la protection de la richesse animale, notamment les ovins et les caprins, contre les risques de cette dangereuse maladie.

TIZI-OUZOU

Plus de 360 millions DA pour améliorer l'alimentation en eau potable

Une enveloppe de 365 millions de DA a été mobilisée par le ministère des Ressources en eau au profit de Tizi-Ouzou, au titre d'un programme visant à améliorer l'alimentation en eau potable dans cette wilaya, a-t-on appris vendredi auprès du directeur local des ressources en eau (DRE), Mokrane Djouder.

Selon le même responsable, 210 millions DA ont été destinés à l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE), et 155 millions de DA à la direction des ressources en eau (DRE). Ces enveloppes financières permettront à l'ADE ainsi qu'à la DRE, de "lancer un certain nombre d'opérations inscrites sous le seuil de l'urgence, visant à améliorer la dotation en eau potable des localités qui souffrent de perturbations dans la distribution", a souligné M. Djouder.

Il a rappelé qu'un rapport détaillé sur la situation actuelle de l'alimentation en eau potable dans la wilaya de Tizi-Ouzou a été remis au ministère de tutelle qui a été attentif à ce dossier. Le rapport comprend divers aspects sur le sujet, dont les contraintes, les foyers de tension ainsi que les perspectives et des propositions de solutions qui permettront de stabiliser l'alimentation en eau potable au niveau de la wilaya, tel que l'achèvement de la construction du barrage de Souk Tlata et de Sidi Khelifa, et la réalisation de celui de Bounachi et l'inscription de la station de dessalement d'eau de mer d'Iflissen, a-t-il dit.

A ce propos, le wali Mahmoud Djamaa, a indiqué à l'APS que le montant de 365 millions DA a été mobilisé suite à la réunion de travail tenue le 19 juillet dernier au siège de la wilaya entre les autorités locales et les membres d'une commission du ministère des ressources en eau, conduite par le Secrétaire général Kamel Mihoubi, dépechée à Tizi-Ouzou par le ministre, Arezki Beraki, afin d'étudier toutes les préoccupations concernant la distribution d'eau potable en vue de leur prise en charge.

L'enveloppe permettra de lancer, dans plusieurs communes, des opérations urgentes, notamment la réparation du réseau et le renouvellement de certains équipements, au titre d'un programme spécial qui va permettre de régler les problèmes de l'alimentation en eau potable au niveau de la wilaya, selon le chef de l'exécutif de la wilaya. Des travaux de réalisation de forages, de rénovation des parties vétustes du réseau dont celles enregistrant d'importantes déperditions d'eau, pour récupérer ce liquide vital et le faire parvenir jusqu'aux villages situés au bout de la chaîne de distribution, seront réalisés au titre de ce programme d'urgence, a-t-il ajouté.

"Toutefois, afin de stabiliser cette wilaya en matière de mobilisation de la ressource en eau, il est important de mettre en œuvre le schéma directeur prévu en la matière", a souligné M. Djamaa. A cet égard, la wilaya a proposé deux solutions à court et moyen terme. La première porte sur la réalisation de la station de dessalement d'eau de mer d'Iflissen pour renforcer l'alimentation en eau de la partie nord, et même certaines communes comme les pôles urbains d'Imlel (Azazga) et d'Aghribs. La deuxième solution qui interviendra à moyen terme, porte sur la réalisation des deux barrages de Sidi Khelifa à Azeffoune qui va soulager la partie nord de la wilaya, dont Azeffoune, Ait Chafa, Akerrou, entre autres, et celui de Souk Tlata destiné aux localités de la zone sud tel que Draa El Mizan et Tizi Ghennif, a-t-il ajouté.

Le wali a toutefois regretté le ralentissement de la cadence de réalisation de ces deux barrages, en raison de la crise sanitaire induite par la pandémie de la Covid-19 et qui a "réduit les effectifs qui interviennent sur ces deux chantiers de plus de la moitié", a-t-il relevé.

BANQUE MONDIALE - FMI M. Benabderrahmane participe aux travaux de la réunion du Groupe des gouverneurs africains



Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a pris part jeudi, par visioconférence, aux travaux de la réunion du Groupe des gouverneurs africains (Caucus Africain) auprès de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), a indiqué un communiqué du ministère.

Le Caucus Africain se réunit généralement une fois par an en vue d'examiner les questions stratégiques et opérationnelles d'intérêt commun, de coordonner et d'harmoniser les positions des Gouverneurs Africains auprès des institutions de Bretton-Woods, lors des Assemblées annuelles de ces institutions, a précisé la même source.

Cette année, la réunion du Caucus Africain a porté sur le thème : "Protéger le capital humain de l'Afrique face à la COVID-19 : sauver des vies, préserver le bien être et sauvegardez la productivité ainsi que l'emploi".

Elle a constitué une occasion pour les Gouverneurs africains d'échanger sur les implications socio-économiques de cette pandémie, les priorités stratégiques pour préserver l'emploi, la productivité et la relance de la croissance, ainsi que sur le rôle que devrait jouer le Groupe de la BM et le FMI pour apporter appui et soutien aux pays africains en vue de faire face à cette crise sanitaire et économique, a souligné le document.

Les travaux de cette réunion ont donné lieu à l'adoption du "Mémoire de 2020", qui fera l'objet d'une communication aux dirigeants du FMI et du Groupe de la BM lors de leurs prochaines assemblées annuelles prévues du 14 au 17 octobre prochain, selon la même source.

Dans ce Mémoire, les Gouverneurs africains invitent les Institutions de Bretton-Woods à accorder la priorité notamment à l'amélioration de l'aide extérieure et de son efficacité pour l'Afrique pendant la pandémie de la COVID-19, l'accroissement de la prestation du FMI et la BM au profit de l'Afrique dans les domaines de la santé, l'éducation, l'eau et la protection sociale, ainsi que la consolidation des politiques macrobudgétaires et de la gouvernance globale.

Le Mémoire appelle également au renforcement des marchés, du secteur privé et de la création de l'emploi, ainsi que l'amélioration de la représentation et de la voix de l'Afrique au sein des institutions de Bretton-Woods.

Dans son intervention, M. Benabderrahmane, tout en se félicitant de l'Initiative de la suspension du service de la dette, qui a pu bénéficier à plusieurs pays africains à risque de surendettement, en leur permettant d'utiliser plus de ressources pour faire face à la crise actuelle, a exprimé "une préoccupation par rapport au fardeau de cette dette pour certains pays, qui est devenu un obstacle à une croissance soutenable".

Le ministre a, par ailleurs, insisté sur "l'importance de la coordination des efforts déployés par les différents partenaires de développement pour une meilleure efficacité des actions dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19 et ses répercussions socio-économiques".

Réitérant l'adhésion de l'Algérie à l'initiative du Capital Humain de la BM, M. Benabderrahmane a indiqué que celle-ci constitue "l'un des principaux leviers d'une croissance soutenable à long terme, auquel il faut accorder toute l'attention", invitant la BM à "déployer plus d'effort pour l'aboutissement de cette initiative".

PÊCHE

Un programme national pour l'organisation des abris naturels de pêche artisanale

Le ministre de la Pêche et des Productions Halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi a annoncé, jeudi à Boumerdes, le lancement d'un programme sectoriel spécial destiné à encadrer et à organiser les abris naturels de pêche artisanale répartis à travers les wilayas côtières.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite d'inspection des travaux de volontariat menés au niveau de l'abri naturel de pêche artisanale «El Koss» dans la ville de Dellys (à l'est de la wilaya), M. Ferroukhi a souligné que son département ministériel a lancé récemment un programme sectoriel destiné à encadrer et à organiser les 56 abris naturels de pêche artisanale répartis à travers les wilayas côtières.

Des milliers de petits pêcheurs vivent de ces abris naturels, a affirmé le ministre, soulignant que ce programme s'inscrit dans le cadre des programmes de développement du Gouvernement et prévoit en particulier "la valorisation" des capacités du secteur dans "le maintien de la dynamique actuelle de développement en vue de réaliser le développement durable".

Ledit programme ou feuille de route prévoit, en outre, "le lancement de programmes de formation"



en faveur de tous les pêcheurs et artisans et leur "accompagnement" pour atteindre un niveau professionnel, en les incitant à s'organiser en associations professionnelles qui "veillent à améliorer et à développer les conditions de travail des professionnels" et "à gérer ces abris, et à assurer une protection sociale aux pêcheurs", précise le ministre. La visite effectuée au niveau de l'abri de pêche au lieu dit "El Kaous" dans la ville de Dellys est "une affirmation

de l'importance" de ce type de pêche artisanale traditionnelle et de ses atouts, a indiqué le ministre, ajoutant que le secteur peut "développer" ce mode de pêche artisanale à travers tous les sites existants tout au long de la côte algérienne "en activant et en valorisant toutes les capacités disponibles".

Après avoir écouté les différentes préoccupations des pêcheurs, M. Ferroukhi a estimé que l'abri naturel de pêche artisanale «El Koss» dans la ville de Dellys

est un "bon exemple à suivre au niveau national" à bien des égards.

Le plus marquant de ces aspects, explique le ministre, consiste en la "fédération" d'efforts des autorités locales et de l'Association des pêcheurs et la solidarité des bienfaiteurs dans le cadre de ce que l'on appelle dans la région "Twizah" qui a abouti à "la réhabilitation" de cette structure, ainsi que "le sauvegarde de son caractère traditionnel et artisanal".

M. Ferroukhi a inspecté, au niveau de cet abri qui accueille plus de 140 petits bateaux de pêche, les travaux dont a bénéficié cet abri traditionnel après que l'Association Delphine El Kaous ait organisé une opération de solidarité "Twizah", à laquelle ont pris part nombre de bienfaiteurs de différents domaines à travers le nettoyage des accès de cet abri, la fourniture de l'éclairage et des eaux et la protection de l'abri des vents et des courants marins.

Pêche : un décret en cours d'élaboration pour l'organisation des pêcheurs artisans en coopératives

Le Ministre de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi a fait état, jeudi à Boumerdes, d'un "travail en cours" pour la préparation et la promulgation d'un décret spécial pour l'organisation des pêcheurs artisans sous forme de coopératives professionnelles dans les différentes filières de la pêche.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite d'inspection de projets et d'infrastructures de pêche à Dellys (est de la wilaya), M. Ferroukhi a annoncé l'élaboration en cours d'un "décret spécial concernant l'organisation des pêcheurs artisans sous forme de coopératives avec l'association de la société civile".

Soulignant que le décret en question s'inscrit dans le cadre du programme d'action du Gouvernement et qu'il peut être élargi pour comprendre le domaine de l'aquaculture, le ministre a estimé que cette mesure (la créa-

tion des coopératives) est "un mécanisme collectif qui englobe les opérateurs dans le domaine (de différents volumes) possédant les capacités humaines et matériels pour exercer dans ce cadre".

Contrairement aux associations professionnelles de pêche qui activent actuellement, ces coopératives, ajoute M. Ferroukhi, revêtent "un caractère économique et commercial" qui permettra à ses affiliés d'investir dans le domaine, outre la production et la commercialisation.

Une réflexion est en cours pour l'introduction de facilitations juridiques pour cette nouvelle organisation afin qu'elle soit "opérationnelle, réalisable sur le terrain et facile d'accès pour les bénéficiaires", notamment les professionnels concernés, a relevé le ministre.

Il a insisté, dans ce sens, sur la nécessité de proposer des formules

juridiques pour "intégrer" l'ensemble des professionnels et artisans, sans exclusive, y compris des petits métiers dans la nouvelle réglementation.

Lors de cette visite d'inspection à la ville de Dellys, M. Ferroukhi a fait le constat des travaux de volontariat menés au niveau de l'abri naturel de pêche artisanale «El Koss» et inspecté l'école de formation des pêcheurs au niveau du vieux port de la même ville.

Après avoir écouté un exposé sur l'activité de cet espace de formation, le ministre a présidé une rencontre avec les professionnels et les artisans, au cours de laquelle il a répondu aux différentes préoccupations des pêcheurs, avant de remettre la décision d'agrément à l'association «Pêche et loisirs - El Koss» et d'honorer la famille du vice-président de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), le défunt Ali Boulissia, et nombre de pêcheurs.

CNES ET L'ENSM

Signature d'une convention de coopération

Une convention de coopération a été signée jeudi entre le Conseil national économique et social (CNES) et l'École nationale supérieure de management (ENSM), pour la création d'une plateforme de dialogue, de concertation et de discussion entre les deux organismes afin d'organiser des ateliers thématiques sur de nombreux enjeux économiques et sociaux dans la société algérienne, a indiqué un communiqué du Conseil.

Cette convention a été signée par le président du CNES, Rézha Tir et la direc-

trice de l'ENSM, Hasna Amina Msaid, ajoute le communiqué.

Ladite convention vise, selon la même source, la création d'une plate-forme de dialogue, de concertation et de discussion, qui sera organisée périodiquement.

Cette plateforme sera, en premier lieu, abritée par l'ENSM, pour englober ensuite les autres pôles universitaires du pays, sur des ateliers thématiques dans le cadre du groupe de réflexion comportementale, impliquant des universitaires, des académi-

ciens, des étudiants, des membres de la société civile, des professionnels de médias et des spécialistes étrangers issus de cercles de réflexion d'élite.

Parmi les sujets importants qui seront abordés lors de ces rencontres, ceux ayant trait à la réflexion comportementale de la société et de l'individu algérien, en raison de son impact direct ou indirect sur la vie économique, sociale et environnementale du pays tels la protection de l'enfance, la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, la sécu-

rité routière, la préservation de l'environnement, le gaspillage et la prévention sanitaire ainsi que l'évasion fiscale.

Ces rencontres périodiques seront dédiées et organisées sous le nom d'intellectuels et chercheurs algériens décédés, en reconnaissance à leurs contributions et de leurs grands efforts consentis dans les domaines de leur spécialisation, au mieux du développement et de la prospérité du pays, et ce à partir de la mi-octobre, a conclu la source.

PÉTROLE

Le Brent à moins de 45 dollars le baril vendredi

Les cours du pétrole étaient en berne vendredi, après un plus haut en cinq mois atteint en milieu de semaine, pris en étau entre le nouvel épisode de tension entre les Etats Unis et la Chine et la progression du Covid-19, notamment aux Etats-Unis.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 44,76 dollars à Londres, en baisse de 0,73% par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de septembre lâchait 0,86% à 41,59 dollars.

Mercredi, le Brent avait dépassé la barre des 46 dollars et le WTI celle des 43 dollars, une première depuis cinq mois, portés par une chute plus forte que prévu des stocks de brut aux Etats-Unis.

"Le marché du pétrole change de cap presque tous les jours", note un analyste de banque allemande Commerzbank. "Les investisseurs sont plus prudents en raison des tensions entre la Chine



et les Etats-Unis, qui font de nouveau pression sur les prix du pétrole", a-t-il expliqué.

Au nom de la sécurité nationale, le président américain Donald Trump a signé jeudi des

décrets interdisant d'ici 45 jours toute transaction de résidents américains avec ByteDance, la maison mère chinoise de l'application TikTok, et WeChat, réseau social appartenant au

gérant chinois du numérique Tencent. En réponse, Pékin a dénoncé vendredi une "manipulation et une répression politiques".

Les opérateurs de marchés étaient également attentifs à l'évolution de la pandémie de Covid-19, notamment au sein du premier pays consommateur d'or noir.

Les Etats-Unis ont en effet enregistré jeudi 2.060 nouveaux décès liés au coronavirus, un sombre bilan journalier qu'ils n'avaient pas atteint depuis trois mois, selon l'université Johns Hopkins.

Ce rebond porte à plus de 160.000 le nombre total de morts du nouveau coronavirus dans le pays, de loin le plus touché au monde par la pandémie devant le Brésil.

L'Arabie saoudite et l'Irak soulignent leur engagement total envers l'accord OPEP +

Le ministre de l'Énergie saoudien et son homologue irakien ont souligné, lors d'un appel téléphonique, l'engagement total de leur pays à un accord OPEP + limitant la production de pétrole, a déclaré vendredi l'agence de presse irakienne citant une déclaration conjointe des deux ministères.

Les deux ministres ont discuté des derniers développements sur les marchés pétroliers, de la poursuite de la reprise de la demande mondiale et des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'accord OPEP +.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, connus sous le nom d'OPEP +, ont entamé une réduction record de l'offre en mai pour soutenir les prix du pétrole martelés par la crise des coronavirus. L'OPEP+ qui regroupe 13 pays mem-

bres de l'organisation pétrolière, elle regroupe d'autres pays producteurs à leur tête la Russie.

Les membres ont accepté des réductions de 9,7 millions de b/j, soit 10% de la production mondiale, à partir du 1er mai.

Cependant, la production de pétrole de l'OPEP a augmenté de plus d'un million de barils par jour (bpj) en juillet, l'Arabie saoudite et d'autres membres du Golfe ayant mis fin à leurs restrictions supplémentaires volontaires en plus de l'accord mené par l'OPEP, et d'autres membres ont fait des progrès limités en matière de conformité.

L'Arabie saoudite avait accepté de réduire sa production de 2,5 millions de b/j dans le cadre de l'accord OPEP +.

L'Irak a accepté de réduire sa production de 1,06 million de barils par jour dans le

cadre de l'accord et le ministre irakien du pétrole Ihsan Abdul Jabbar a déclaré que son pays ferait une réduction supplémentaire de sa production pétrolière d'environ 400000 barils par jour en août pour compenser sa surproduction au cours de la période écoulée sous la OPEP + pacte de réduction de l'offre.

"L'engagement constant de l'Irak envers l'accord OPEP +", a déclaré Abdul Jabbar, ajoutant "qu'il atteindra 100% de conformité d'ici août".

Les ministres saoudiens et irakiens de l'énergie ont déclaré que les efforts déployés par les Etats membres de l'OPEP + renforceraient la stabilité des marchés mondiaux du pétrole, accéléreraient son équilibrage et enverraient des signaux positifs aux marchés, a ajouté un communiqué.

INDONÉSIE

La compagnie aérienne Garuda annonce une perte de près de 700 millions de dollars

La compagnie aérienne nationale indonésienne Garuda a annoncé une perte de 10,100 milliards de roupies (696,55 millions de dollars) au premier semestre de cette année après avoir enregistré un bénéfice net de 2,411 millions de dollars au cours du premier semestre de 2020.

La pandémie de Covid-19 avait contraint la compagnie à réduire sa fréquence de vol, de 400 à 100 vols par jour, a révélé le président-directeur général de Garuda, Irfan Setiapatra.

Il a, en outre, précisé que le nombre de passagers a également chuté d'environ 90%, affectant gravement les revenus et les bénéfices de Garuda.

Le chiffre d'affaires total de Garuda au cours des six premiers mois de cette année a chuté de 58,2% en glissement annuel pour s'établir à 917,28 millions de dollars.

Pendant ce temps, les revenus provenant des vols non programmés ou affrétés ont grimpé de près de 400% en glissement annuel pour atteindre

21,55 millions de dollars au premier semestre.

La pandémie de Covid-19 continue de secouer massivement l'industrie du transport aérien ainsi que le secteur touristique dans les quatre coins du monde, notamment en Indonésie, un pays dont l'économie se base sur les recettes du secteur touristique.

Par ailleurs, l'Agence centrale des statistiques (BPS) avait annoncé que la croissance indonésienne s'est contractée de 5,32% au deuxième trimestre

de 2020, son plus bas niveau depuis la crise financière asiatique de 1998.

Le chef de l'agence Suhariyanto a expliqué que la principale stratégie pour accélérer la reprise économique en Indonésie consiste à pousser les dépenses du gouvernement dans le cadre du Programme national de relance économique (National Economic Recovery Program - ERP), afin d'augmenter le pouvoir d'achat public et, partant, soutenir les activités commerciales.

RUSSIE

La note de crédit d'investissement maintenue avec perspective stable (Fitch)

L'Agence de notation internationale "Fitch" a confirmé, samedi, la note de crédit d'investissement à long terme de la Russie à "BBB" avec perspective stable, ont indiqué des médias locaux.

"La note de crédit de la Russie reflète sa base politique solide et cohérente, un niveau stable de solde budgétaire interne et externe, une position solide dans les actifs étrangers nets souverains et une dette publique faible", a indiqué Fitch dans un commentaire sur le

maintien de la note de la Russie.

L'Agence de notation a, par ailleurs, souligné les faibles perspectives de croissance économique et la forte dépendance aux matières premières en Russie, outre les faibles indicateurs de gouvernance d'entreprises par rapport aux pays tiers.

Le maintien de la perspective stable reflète, selon Fitch, la réponse apportée par la Russie à la crise pandémique et à la volatilité des prix du pétrole, qui renforceront sa stabilité macroéconomique et maintien-

dront la solidité de son fonds souverain, outre son engagement fort en faveur du maintien de l'inflation et à une politique budgétaire prudente, qui contribuent à accroître la résistance du pays aux chocs externes, comme la volatilité des prix du pétrole.

L'Agence a, par ailleurs, annoncé prévoir une contraction du PIB de la Russie en 2020 de 5,2%, en raison notamment de l'impact de la pandémie et de l'impact de l'accord Opep+ de réduction de la production

mondiale de pétrole, qui coûtera à lui seul un point de pourcentage de PIB en 2020.

La croissance économique en Russie commencera à se redresser en 2021 avec 3,6% et en 2022 avec 2,5%, note la même source, avertissant que le ralentissement de la croissance économique mondiale ou la forte exacerbation de la situation de propagation de coronavirus peuvent poser des risques d'aggravation de la situation économique en Russie dans un proche avenir.

ITALIE

Décret de 25 milliards d'euros pour soutenir l'économie

Le gouvernement italien a adopté vendredi soir un décret contenant une série de mesures d'un montant de 25 milliards d'euros pour soutenir l'économie de la péninsule, durement affectée par la pandémie du nouveau coronavirus.

Parmi les principales mesures de ce décret adopté en Conseil des ministres, qui compte pas moins de 103 articles, figure notamment l'étalement sur deux ans du paiement des impôts qui avaient été suspendus en mars, avril et mai en raison de la pandémie.

Avec ce nouveau décret, "nous protégeons l'emploi, nous soutenons les travailleurs, nous allégeons les échéances fiscales, nous aidons les régions, les collectivités locales et le Sud. Nous continuons à soutenir les citoyens, les entreprises et les travailleurs", a estimé le Premier ministre Giuseppe Conte lors d'une conférence de presse à l'issue du Conseil des ministres. Les licenciements ne pourront intervenir qu'après 18 semaines de chômage technique ou 4 mois de déductions fiscales pour les entreprises ayant fait retourner leurs salariés au travail.

Les fiscalité plus avantageuse seront mises en place pour les régions du sud du pays, no toirement moins développées. Les entreprises ayant des activités dans le Mezzogiorno bénéficieront ainsi d'une déduction de 30% des cotisations sociales du 1er octobre au 31 décembre 2020. "Nous connaissons le déficit d'infrastructures dans le Sud, qui est moins compétitif, et nous voulons que ce fossé soit comblé. Nous ne divisons pas l'Italie en deux et nous offrons une aide pour la reprise aux zones plus désavantagées pour la relance de l'Italie toute entière", a commenté M. Conte. Concernant les activités de croisières et de foires commerciales, "nous ne voulons pas de nouvelles restrictions", a-t-il expliqué. Le nouveau décret "prévoit le redémarrage des navires de croisière à partir du 15 août" et la reprise des foires "à partir du 1er septembre". Le revenu d'urgence, d'un montant de 400 à 800 euros en fonction de la composition de la famille, sera prolongé. Le gouvernement mobilise aussi près de 500 millions d'euros pour payer les heures supplémentaires du personnel de santé. Alors que l'Italie doit comme d'autres pays faire face à des résurgences du coronavirus, M. Conte a annoncé la prorogation jusqu'au 7 septembre "des mesures de précaution minimales: masques obligatoires, distanciation d'un mètre, interdiction des attroupements, lavage fréquent des mains". "Ce sont des règles min imales, nous ne voulons pas de nouvelles restrictions", a-t-il souligné.

BRÉSIL

Les exportations de sucre en hausse de près de 100%

Les exportations du Brésil en sucre ont presque doublé en juillet 2020 par rapport au même mois 2019, selon les chiffres du Secrétariat du commerce extérieur du ministère brésilien de l'économie (Secex).

Selon la même source, les exportations ont augmenté de 83% en chiffre d'affaires et de 91% en volume. En juillet dernier, 3,4 millions de tonnes de sucre et de mélasse ont été expédiées du Brésil, contre 1,8 million de tonnes en juillet 2019, alors que les revenus ont grimpé à 964,3 millions de dollars en juillet de cette année contre 528 millions de dollars un an auparavant.

Le prix moyen est passé de 289,9 usd en juillet 2019 à 276,5 usd le mois dernier, ce qui explique pourquoi les revenus ne se sont pas élargis autant que le volume expédié. Les principales destinations du sucre brésilien étaient l'Asie, l'Océanie et l'Afrique. Le chiffre d'affaires quotidien moyen a augmenté de 131% en Asie, de 3,867% en Océanie et de 86,7% en Afrique.

ENVIRONNEMENT - CHASSE Tizi-Ouzou : mise en volière d'acclimatation de 500 perdreaux à Boubhir

Quelque 500 perdreaux ont été mis en volière d'acclimatation à Boubhir dans la région d'Ifigha, à 38 kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, a indiqué vendredi un communiqué de la Fédération de chasse de la wilaya.

Cette opération a été réalisée dans le cadre d'une convention entre la Fédération de chasse, le Centre cynégétique de Zeralda (CCZ) et la Conservation des forêts de Tizi-Ouzou, est-il précisé.

"Pour la troisième année consécutive, il a été procédé à la mise en volière d'acclimatation de 500 perdreaux dans la région de Boubhir commune d'Ifigha, en présence des représentants des trois parties concernées", a ajouté le communiqué. La fédération souligne que "la réussite remarquable" des deux premiers lâchers expérimentaux pour la validation de la lignée de perdrix élevée en captivité, effectués, dont 500 sujets en 2018 et 300 en 2019, "offre de nouvelles perspectives quant à l'obtention de nouveaux lâchers dans d'autres régions de la wilaya".

Selon le président de la Fédération de chasse de la wilaya de Tizi-Ouzou, Arezki Aider "ces lâchers, visent à réhabiliter la faune cynégétique par la reconstitution des populations de perdrix".

ACCIDENTS DE LA ROUTE 6 morts et 371 blessés en 48 heures selon la Protection civile



Six (6) personnes sont mortes et 371 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus dans plusieurs wilayas du pays, ces dernières 48 heures, selon un bilan établi samedi par les services de la protection civile.

D'autre part, 11 décès par noyade ont été enregistrés, durant la même période, 9 en mer à travers les wilayas de Skikda, Oran, Bejaia, Ain Témouchent, Alger, Boumerdes, Mostaganem et Tlemcen et 2 dans des retenues collinaires à Blida et Bordj Bou Arreridj, précise la même source.

S'agissant du séisme de magnitude 4,9 degrés ayant frappé vendredi la wilaya de Mila, il n'a été enregistré aucune perte humaine ou blessé, suite à une opération de reconnaissance effectuée par les éléments de la Protection civile qui ont enregistré, en revanche, des dégâts matériels au niveau de la cité El Kharba suite à l'effondrement d'une bâtisse de quatre étages, ainsi que l'effondrement partiel d'une autre bâtisse et des fissures à travers 75 habitations.

Concernant le dispositif de la Protection civile de lutte contre les incendies de forêts et récoltes, il a enregistré 65 incendies, dont 23 incendies de forêts, 12 incendies de maquis, 16 incendies d'herbe, 14 incendies de récoltes, ayant causé des pertes estimées à 514 ha de forêt, 338 ha de maquis, 650 ha d'herbes, 7350 bottes de foin et 878 arbres fruitiers brûlés.

Pour ce qui est des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 169 opérations de sensibilisation à travers 34 wilayas et 226 opérations de désinfection générale à travers les 48 wilayas du pays.

Ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publiques et privés, quartiers et ruelles, ayant mobilisé 853 agents de la Protection civile, 131 ambulances et 115 engins.

Il a été également mis en place des dispositifs de surveillances dans 6 sites d'hébergements destinés au confinement des citoyens rapatriés à travers les wilayas d'Alger, Mostaganem et El Tarf.

SECOUSSES TELLURIQUES À MILA Beldjoud: " les familles sinistrées évacuées et hébergées sous des tentes et dans des structures pour jeunes"

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a affirmé, vendredi, à Mila, qu'"à partir de ce soir, les familles touchées par les deux tremblements de terre qui ont frappé la wilaya dans la matinée d'aujourd'hui seront évacuées et hébergées sous des tentes et dans des structures pour jeunes".

"Cette mesure est une étape préliminaire pour mettre les citoyens hors de danger après que leurs maisons aient été endommagées", a souligné le ministre au début d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Kaoutar Krikou, des autorités locales et des représentants de la société civile, précisant que "ces citoyens seront hébergés sous des tentes, dans une auberge de jeunesse et deux maisons de jeunes".

M. Beldjoud a ajouté, au cours de la même séance de travail qui s'est poursuivie à huis clos, avoir constaté les dégâts occasionnés par ces deux tremblements de terre, mais le dernier avis revient aux techniciens et spécialistes qui ont présenté aujourd'hui les premiers résultats de leur inspection tout en poursuivant actuellement leurs investigations", relevant que ce "travail doit être précis incluant toutes les maisons impactées".

Faisant savoir que ces spécialistes seront appuyés à partir de ce soir par de nouvelles équipes pour achever le contrôle des habitations dans un court laps de temps, le ministre a évoqué un accord entre son ministère et celui des Travaux publics concernant l'envoi d'un bureau d'études spécialisé demain, samedi, dans la wilaya de Mila pour examiner



les dégâts causés au niveau des routes des quartiers affectés et entreprendre les vérifications nécessaires.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a déclaré dans le même contexte qu'"une fois le travail des équipes techniques achevé, toutes les mesures nécessaires seront prises".

Pour rappel, les deux secousses telluriques enregistrés vendredi matin à Mila, ont provoqué, selon les services de la protection civile, l'effondrement total de deux maisons dans la vieille ville et d'une habitation composée de 4 étages dans le quartier

El Kherba au chef-lieu, en plus de fissures sur la chaussée du même quartier, sur une longueur de 500 m, ainsi que des fissures au niveau de piliers et de murs et des effondrements partiels de 15 maisons de la vieille ville, 11 autres à El Kherba et 5 dans le quartier Kasr El Ma dans la commune de Mila.

Suite à ces deux séismes, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions aujourd'hui même pour déployer tous les moyens nécessaires afin de venir en aide aux personnes touchées par les deux secousses telluriques.

WILAYA D'ALGER Elaboration d'un protocole sanitaire aux visiteurs du jardin d'essais d'El Hamma en prévision de sa réouverture

La direction du jardin d'essais d'El Hamma a mis en place un protocole sanitaire au service des visiteurs attendus en prévision de sa réouverture, portant sur l'intensification des opérations de désinfection, le contrôle du port obligatoire des bavettes et le respect de la distanciation physique, a-t-on appris vendredi auprès du directeur général du jardin d'essais, Abdelkrim Boulahia.

"A la lumière des instructions du wali d'Alger, le jardin d'essais d'El Hamma a bénéficié, durant toute la semaine précédente et jusqu'à demain samedi, d'opérations de désinfection ayant touché ses différentes structures et ce dans le cadre des mesures de prévention spécifiques à la lutte contre le covid-19", a fait savoir M. Boulahia dans une déclaration à l'APS.

La direction du jardin d'essais a mis en place un protocole sanitaire au service des visiteurs et sera opérationnel dès l'annonce officielle de sa



réouverture, a expliqué le même responsable qui n'a pas donné une date fixe pour ça.

Suite à la série de campagnes de désinfection programmées en coordination avec la circonscription administrative de Hussein Dey, il a été décidé, en outre, la mobilisation de 4 grands camions citernes (10.000 litres) qui devront sillonner tous les environs du jardin demain samedi pour davantage de désinfection, a souligné M. Boulahia, ajoutant que le

programme de désinfection se poursuivra quotidiennement dès l'ouverture des portes du jardin.

Faisant savoir que la direction du jardin devra procéder à la prise de température des visiteurs au niveau des deux entrées principales (rue Hassiba Ben Bouali et rue Mohamed Belouizdad), le même responsable a souligné que les agents devront veiller également au respect des instructions sanitaires, notamment le port de bavette et la distanciation physique.

Dans le même contexte, Boulahia a affirmé que l'administration « évitera » le rassemblement de plusieurs personnes devant les points de vente des tickets d'entrée ou à l'intérieur du jardin « notamment au niveau de la partie réservée aux animaux au regard de sa petite superficie qui ne dépasse pas un (1) hectare, et le nombre des cages rapprochées à l'intérieur », ainsi les agents vont faire entrer les visiteurs par de petits groupes de manière permettant de laisser la distance nécessaire entre les personnes.

Créé en 1832, le jardin d'essai d'El Hamma qui s'étend sur une superficie de plus de 32 hectares est devenu en 2017 un Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) relevant de la wilaya d'Alger.

Selon des déclarations précédentes de son DG, le nombre des visiteurs du jardin lors de l'année écoulée 2019 a dépassé 1,5 millions de personnes.

MARÉE NOIRE L'île Maurice demande une assistance matérielle et humaine

L'île Maurice, dont la côte sud-est fait face à une marée noire provoquée par un vraquier échoué sur un récif, a demandé une assistance matérielle et humaine pour lutter contre la pollution marine.

Le gouvernement mauricien avait annoncé jeudi que des hydrocarbures s'écoulaient du MV Wakashio, un vraquier échoué le 25 juillet dont les vingt membres d'équipage avaient été évacués sains et saufs.

Un état d'urgence environnemental a été déclaré vendredi soir par le Premier ministre mauricien Pravinind Jugnauth qui avait demandé l'aide de la France.

"Le naufrage du Wakashio représente un danger pour Maurice.

Notre pays n'a pas l'expertise ni les moyens de remettre à flot des bateaux en difficulté, donc j'ai demandé l'aide de la France" et de son président Emmanuel Macron, a poursuivi le Premier ministre mauricien.

Samedi "un avion tactique



de transport militaire (Casa CN-235) transportant du matériel de lutte contre la pollution effectuera ainsi deux rotations à destination de Maurice", ont indiqué les autorités françaises dans un communiqué. L'avion partira

de l'île de la Réunion, qui, comme Maurice, se trouve dans l'océan Indien.

"Cet avion tactique transportera du matériel Polmar, dont notamment des barrages côtiers", poursuivent les autorités tandis qu'un bâtiment

d'assistance de la marine emmènera du matériel complémentaire.

Un officier de liaison de la Marine nationale et le correspondant de la lutte contre une pollution maritime par hydrocarbures (Polmar) de La Réunion seront également présents à bord de l'avion.

Le navire, appartenant à un armateur japonais et battant pavillon panaméen, était chargé de quelque 3.800 tonnes de fioul qui a commencé à se répandre en mer après son accident à Pointe d'Esny, près de l'aéroport international de Maurice.

Un porte-parole de Mitsui OSK Lines, opérateur du navire, a indiqué à Tokyo que des opérations d'enlèvement du fioul par hélicoptère avaient été perturbées par le mauvais temps.

ACCIDENT D'AVION EN INDE Le bilan grimpe à 18 morts

Au moins 18 personnes ont péri et des dizaines d'autres ont été blessées lorsqu'un avion de la compagnie Air India Express a quitté la piste après avoir atterri sous une pluie battante, vendredi soir, à l'aéroport de Kozhikode dans le Kerala (sud), selon un nouveau bilan des autorités indiennes.

Les responsables ont déclaré que le nombre de morts, qui comprend deux pilotes, est susceptible d'augmenter car de nombreux blessés sont dans un état grave, notant que l'aéroport de Kozhikode a été fermé pour l'instant. Air India Express a

précisé, dans un communiqué, qu'"aucun incendie n'avait été signalé au moment de l'atterrissage de l'avion, qui transportait 191 passagers, dont 10 enfants en bas âge, deux pilotes et cinq membres d'équipage". L'appareil, qui effectuait un vol en provenance de Dubaï, a rencontré des difficultés lors de l'atterrissage en raison des fortes pluies qui s'abattaient sur la région, a expliqué la même source. Selon les autorités indiennes, les opérations de secours et de recherche des victimes sont terminées et les passagers blessés ont été transportés vers divers hôpitaux, ajoutant qu'une

enquête a été ouverte pour élucider les circonstances de l'incident.

Le vol de l'appareil B-737 faisait partie de la mission "Vande Bharat", destinée à rapatrier des Indiens bloqués à l'étranger sur fond de la pandémie de la Covid-19.

Air India Express est une compagnie aérienne à bas coût, filiale de la compagnie nationale indienne Air India.

Le dernier accident aérien grave en Inde remonte à 2010, lorsqu'un Boeing 737-800 d'Air India Express reliant Dubaï à Mangalore (sud) avait dépassé la piste et pris feu, faisant 158 morts.

CORONAVIRUS Le Maroc retiré de la liste des voyageurs autorisés dans l'UE

L'Union européenne a décidé vendredi de retirer le Maroc de la liste des pays exemptés de restrictions de voyage à cause d'une recrudescence des cas de contaminations par le Covid-19, a annoncé le Conseil de l'UE dans un communiqué.

Le Maroc avait été placé sous surveillance lors du dernier réexamen fin juillet et l'Algérie avait été retirée de la liste de ces pays, en raison d'une hausse des contaminations dans ce pays.

Cette décision ne s'ap-

plique pas aux citoyens de l'UE et aux membres de leur famille venant de ce pays, ni aux résidents de longue durée de l'UE et à leurs familles.

Une exemption est également prévue pour les voyageurs ayant une fonction ou des besoins essentiels comme le personnel médical.

Depuis sa création, la liste des pays tiers dont les ressortissants peuvent se rendre dans l'UE s'est réduite de quatorze à onze : Australie, Canada, Géorgie, Japon, Nouvelle-Zélande, Rwanda,

Corée du Sud, Thaïlande, Tunisie, Uruguay et la Chine, mais sous réserve de confirmation de la réciprocité pour ce dernier pays.

Elle est établie sur la base de la situation épidémiologique des pays, et est soumise à une révision tous les 15 jours.

La recommandation adoptée n'est pas contraignante: chaque Etat membre reste responsable des voyageurs qu'il laisse entrer sur son territoire. L'UE tente toutefois de se coordonner pour mainte-

nir la liberté de circulation au sein de Schengen, l'espace sans frontières intérieures qui compte 26 membres (22 états membres de l'Union européenne, et 4 Etats associés: Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse).

Le Royaume-Uni, l'Irlande, Chypre, la Bulgarie, la Croatie et la Roumanie ne sont pas dans Schengen.

Bien qu'ayant quitté l'UE, le Royaume-Uni est considéré comme un pays membre jusqu'à la fin de la période de transition le 31 décembre.

BRÉSIL-DÉFORESTATION Plus de 1600 km² déboisés en Amazonie en juillet

La déforestation en Amazonie a atteint 1.654 km² en juillet, nettement moins qu'en juillet 2019, mais la surface déboisée depuis le début de l'année reste légèrement supérieure à celle de l'année dernière, selon les données officielles rendues publiques vendredi. En juillet 2019, la déforestation avait atteint un niveau exceptionnel, avec 2.255 km² déboisés au total.

Depuis le début de l'année, 4.731 km² ont été déboisés, contre 4.701 km² de janvier à juillet 2019, selon les données recueillies par satellite par l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE).

La différence est bien plus importante quand on prend en compte les chiffres cumulés des 12 derniers mois: 9.205 km², contre 6.844 km² d'août 2018 à juillet 2019, soit une hausse de 34,5%.

Le vice-président Hamilton Mourao, qui a lancé en mai une opération militaire contre la déforestation illégale, s'est félicité des données de juillet, évoquant une "inversion de la tendance", grâce, selon lui, aux efforts du gouvernement, au pouvoir depuis janvier 2019. Mais les écologistes estiment qu'il est trop tôt pour parler d'une nouvelle tendance et que, même si le record de juillet 2019 n'a pas été battu, les chiffres demeurent alarmants.

"Nous ne pouvons pas célébrer le fait que ce record n'ait pas été battu. C'est positif, mais il faut bien comprendre que 1.600 km² déboisés, c'est beaucoup", a expliqué Ane Alencar, directrice scientifique de l'Institut de Recherches environnementales de l'Amazonie (IPAM). La responsable de cette ONG s'inquiète également des incendies de forêt, le nombre de foyers repérés par les satellites de l'INPE ayant augmenté de 28% en juillet en Amazonie par rapport au même mois de 2019. Ces incendies sont la conséquence directe de la déforestation, des agriculteurs pratiquant le brûlis sur des terres déboisées pour y faire paître du bétail.

"Les incendies débutent en juin et commencent à s'intensifier en août, avec un pic en septembre", poursuit Mme Alencar. L'an dernier, la recrudescence des feux de forêt en Amazonie avait provoqué une vive émotion dans le monde entier, mais le président d'extrême droite Jair Bolsonaro avait balayé les critiques, criant au complot "colonialiste" contre la souveraineté du Brésil. "Ces chiffres ne sont pas dus à une incompétence du gouvernement Bolsonaro dans la lutte contre la déforestation, mais ils font bien partie de sa politique de promotion active de la destruction de la forêt", a dénoncé dans un communiqué l'Observatoire du Climat, un collectif d'ONG luttant contre le réchauffement climatique.

CHINE - COVID-19 Près de 400 sites touristiques offrent une entrée gratuite aux visiteurs locaux

Près de 400 sites touristiques de niveau "A" dans la province chinoise du Hubei (centre) seront ouverts gratuitement aux visiteurs venant de l'ensemble du pays à partir du 8 août jusqu'à la fin de l'année, a déclaré vendredi le gouvernement provincial. "L'entrée gratuite est un témoignage de gratitude aux aides de la nation accordées au Hubei pendant l'épidémie de COVID-19", a déclaré Zhang Wenbing, gouverneur adjoint du Hubei, lors d'une conférence de presse.

Les sites touristiques limiteront le nombre de visiteurs à 50% de leur capacité quotidienne maximale, et les visiteurs venant des zones à faible risque bénéficieront d'un accès gratuit en faisant des réservations en ligne. Les visiteurs devront subir un contrôle de leur température corporelle avant d'entrer dans ces sites. Parallèlement, plus de 1.000 agences de voyages et plus de 350 hôtels étoilés ont décidé de se joindre à la campagne subventionnée par le gouvernement, en offrant des réductions. La province invitera également le personnel médical qui a aidé le Hubei durant l'épidémie, ainsi que les travailleurs de qua rter locaux et les bénévoles, à visiter ses sites touristiques, selon la même source. Des incitations seront introduites pour attirer les visiteurs provenant de l'extérieur du Hubei, telles que l'organisation de vols charters et de services ferroviaires exclusifs, ou l'organisation de visites de groupes. Pour l'heure, 94,5% des sites pittoresques de niveau "A" au Hubei ont rouvert au public, et 84,5% des hôtels étoilés et 62,7% des agences de voyages ont repris leurs activités, selon le département provincial de la culture et du tourisme.

ITALIE Accès toujours bloqués au pied d'un glacier menaçant de s'effondrer

Les accès à la petite vallée du Val Ferret, sur le versant italien du massif du Mont Blanc, restaient interdits vendredi par les autorités locales, inquiètes des risques d'effondrement d'un immense glacier sur une zone habitée.

Comme un immense sérac, un volume de glace estimé à 500.000 mètres cube - soit la "taille de la cathédrale de Milan, ou d'un terrain de football recouvert de 80 mètres de glace" - menace de se détacher du glacier, selon les autorités locales, qui ont ordonné mer-

credi soir pour au moins 72 heures l'évacuation d'une "zone rouge" en contrebas.

Dans la région italienne du Val d'Aoste, la vallée du Val Ferret, qui en cette période estivale fait la joie des touristes et des amateurs de montagne, est voisine de la célèbre station de Courmayeur et de l'entrée du tunnel du Mont Blanc, axe vital entre la France et l'Italie.

La zone concernée est néanmoins située à au moins quatre kilomètres de l'entrée du tunnel, et plus encore de Courmayeur, où la situation

était parfaitement normale vendredi, avec ses grappes de touristes déambulant dans les rues ensoleillées.

Au total, seules 75 personnes ont été évacuées, une vingtaine de résidents et des vacanciers.

L'évacuation "était urgente et impérative", a justifié le maire de Courmayeur, Stefano Miserocchi, parlant d'un "état d'alerte élevé" pendant 72 heures. Les autorités locales s'inquiètent de la température pour les trois prochains jours en cette période de forte cha-

leur estivale, après un coup de froid fin juillet.

"Cette situation est particulièrement délicate, car elle perturbe le niveau de l'eau entre la glace et la roche, et donc la stabilité du glacier", a expliqué vendredi Valerio Segor, directeur de la gestion des risques naturels pour le Val d'Aoste.

"Le problème maintenant est que l'eau ne s'évacue pas assez et reste comme une bulle sous le glacier, risquant de le soulever" et de précipiter la chute de sa partie la plus fragilisée, selon M. Segor.

S A N T É - A L G É R I E

OUARGLA

Réception de deux hôpitaux à Touggourt avant la fin de l'année

Deux nouvelles structures hospitalières en cours de réalisation dans la wilaya déléguée de Touggourt (60 km au Nord d'Ouargla) seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Ces deux structures concernent un hôpital de 240 lits au chef-lieu de wilaya déléguée de Touggourt ainsi qu'un autre de 60 lits dans la commune de Témacine, a-t-on précisé.

"Nous sommes en train de suivre le projet de l'hôpital de 240 lits qui accuse un retard dans sa réalisation", a affirmé le wali d'Ouargla, Aboubakr Essedik Boucetta, dans une déclaration à la presse, en marge d'une récente visite de terrain d'évaluation de projets de développement dans la wilaya déléguée de Touggourt.

Il a précisé que les travaux de réalisation de cet établissement de santé ont atteint un taux d'avancement avoisinant les 95%, tandis que son équipement est à 60%.

Une fois opérationnel, l'hôpital de Touggourt permettra de renforcer sensiblement les prestations médicales dans la région et soulagera l'Établissement public hospitalier EPH-Slimane Amirat de Touggourt, a-t-on souligné. Occupant une superficie totale de 60.000 m², ce projet qui entre dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois, disposera d'une bâtisse de trois étages, composée notamment d'un service des urgences, d'un autre de réanimation et de soins intensifs, un bloc opératoire, des laboratoires d'analyses et des unités d'hospitalisation, selon sa fiche technique.

L'hôpital de Témacine est lui aussi au stade des "dernières retouches", a ajouté la même source, signalant que son équipement sera entamé incessamment. Ces structures de santé devront permettre de répondre à l'attente des populations des agglomérations précitées ainsi que des localités avoisinantes, et leur assurer une bonne couverture sanitaire, estiment les services de la wilaya.

COVID-19

Djezzy a consacré une aide de 100 millions de dinars au 2^e trimestre

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a consacré un paquet d'aides d'un montant global de 100 millions de dinars durant le deuxième trimestre 2020, pour soutenir les efforts de la lutte contre la pandémie de Covid-19 en Algérie, a indiqué jeudi l'entreprise dans un communiqué. Ce montant a été investi essentiellement dans l'achat d'équipements médicaux accompagnant les actions du ministère de la Santé et dans l'aide apportée aux plus démunis, a précisé la même source.

Ces actions d'aide s'inscrivent dans le cadre de sa stratégie adaptée au nouveau contexte marqué par la propagation du coronavirus, visant à "mieux servir ses clients et assumer sa responsabilité sociétale". Djezzy a fait remarquer, dans ce sens, que la continuité de service a pu être préservée au cours du deuxième trimestre, et ce, grâce à une "adaptation rapide" de la société face à la pandémie pour préserver la sécurité des employés mais aussi celles de ses clients. Ainsi, la grande majorité des employés a été mise en télétravail tandis que les mesures barrières étaient renforcées pour le personnel sur le terrain (hyg iaphones en boutiques, masques et gels pour les effectifs techniques).

En outre, l'opérateur a modernisé son application officielle "DjezzyApp", ce qui a permis d'accélérer "significativement" le paiement par Flexy (service de rechargement), évitant aux clients de se déplacer en magasins, selon la communiqué. "L'adaptation rapide de l'entreprise à ce contexte inédit a été rendue possible grâce aux efforts de transformation digitale et de modernisation des process mis en oeuvre par Djezzy au cours des dernières années", a souligné l'opérateur. Par ailleurs, Djezzy a annoncé avoir investi au cours du deuxième trimestre 3,1 milliards de dinars dans son réseau, soit une hausse de 68% par rapport au trimestre précédent.

538 nouveaux cas, 416 guérisons et 11 décès

Cinq cent trente-huit (538) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 416 guérisons et 11 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 33 693, dont 538 nouveaux cas, soit 1,2 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1 293 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 24083, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 34 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, moins de dix (10) cas et 14 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 62 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le même



responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles

d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

COVID-19

Recul du taux d'occupation des lits suite à une légère baisse des contaminations

Le Directeur des structures de proximité au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Dr Faouzi Benachenhou a fait état d'un recul du taux d'occupation des lits d'hospitalisation et de réanimation destinés à la prise en charge des cas atteints de la Covid-19, et ce suite à une légère baisse des contaminations ces derniers jours.

Le taux d'occupation des lits au niveau national est passé de plus de 85% en juin dernier à 40% ces derniers jours, contre 36% pour les cas atteints de coronavirus admis en réanimation, a déclaré M. Benachenhou à l'APS.

Il a cité, à titre d'exemple, les wilayas où le taux a atteint son apogée, à l'instar d'Alger, Oran, Constantine et Sétif, sachant que cette dernière avait été classée dans la case rouge, son taux d'occupation ayant dépassé sa capacité, ce qui a contraint les autorités locales à faire appel à d'autres structures pour répondre à la demande croissante.

Dans la wilaya de Sétif, le taux d'occupation des lits est passé de plus de 100% à la mi-juin dernier à 44% ces derniers jours, contre un taux en ré-

animation de 48% alors qu'il avait dépassé de loin ce seuil durant le mois de juin.

La capitale, arrivée à saturation en matière de capacités d'accueil des hôpitaux durant le mois de juin dernier, a vu ce taux atteindre ces derniers jours 53 % et 60 % pour les services de réanimation.

La wilaya d'Oran a enregistré, elle aussi, une grande amélioration en matière de capacité d'accueil des lits d'hospitalisation en enregistrant un taux de 47 % et de 51 % pour les services de réanimation.

Selon Dr. Benachenhou, cette amélioration dans le réseau de prise en charge et de disponibilité de lits a été rendue possible grâce à l'association des walis dans la gestion de la situation, relevant que les walis ont rapidement recouru à des structures supplémentaires après que la situation ait frôlé la ligne rouge.

A cette occasion le même responsable a rappelé que l'augmentation des cas de contamination durant la première quinzaine du mois de juin dernier, avait poussé les autorités publiques à prendre des mesures "d'urgence" pour augmenter la capa-



cité d'accueil des lits destinés à la prise en charge des malades.

Ce sont plus de 20.000 lits supplémentaires qui ont été mobilisés à travers tout le territoire national, notamment dans les régions qui ont enregistré une saturation, ce qui a permis à tous les établissements hospitaliers de travailler confortablement ces derniers jours suite au léger recul des cas de contaminations.

ALGÉRIE - GRANDE-BRETAGNE

M. Benbouzid évoque la coopération dans le secteur de la Santé avec l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Alger

La coopération dans le secteur de la Santé, notamment en cette conjoncture de la pandémie du Covid-19, a été au centre d'une audience accordée jeudi à Alger par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, à l'ambassadeur du royaume de Grande-Bretagne en Algérie, Barry Robert Lowen, indique un communiqué du ministère.

"Le professeur Abderrahmane Benbouzid, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme

hospitalière, a reçu, conjointement avec le professeur Smaïl Mesbah, ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, aujourd'hui jeudi 06 août 2020, au siège de son département ministériel, son excellence l'ambassadeur du royaume de Grande-Bretagne en Algérie, M. Barry Robert Lowen", précise la même source, soulignant que "les deux parties ont abordé les différents domaines de coopération bilatérale dans le secteur de la santé, en particulier en cette conjoncture marquée

par la propagation de la pandémie du covid-19". A cette occasion, M. Benbouzid a présenté "la situation épidémiologique de la pandémie du Covid-19 en Algérie, ainsi que les efforts consentis par les hautes autorités en vue de limiter la propagation de l'épidémie", a ajouté le communiqué du ministère, soulignant "l'importance capitale accordée par le président de la République à l'acquisition du vaccin contre le virus covid-19".

Au cours de cette rencontre, "les deux parties ont également abordé l'état de dis-

ponibilité du vaccin dans les laboratoires de production britanniques", relevant à ce propos que "l'Algérie s'est engagée dans un processus de prospection des principaux laboratoires internationaux de production de vaccins antiviraux".

De son côté, l'ambassadeur du Royaume de Grande-Bretagne "a salué le niveau des enquêtes épidémiologiques en Algérie pour lutter contre le covid-19", exprimant en outre "le désir de son pays de bénéficier de l'expérience algérienne".

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE Au moins 721 902 décès

La pandémie de coronavirus a fait au moins 721.902 décès dans le monde depuis que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a fait état de l'apparition de la maladie en Chine fin décembre, selon un nouveau bilan établi par des médias à partir de sources officielles samedi.

En outre, plus de 19.419.370 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 11.514.500 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de vendredi, 6.106 nouveaux décès et 271.069 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 1.079 nouveaux morts, les Etats-Unis (1.062) et l'Inde (933).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 161.358 décès pour 4.942.008 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 1.623.870 personnes ont été déclarées guéries. Les autres pays les plus touchés sont le Brésil avec 99.572 morts pour 2.962.442 cas, le Mexique avec 51.311 morts (469.407 cas), le Royaume-Uni avec 46.511 morts (309.005 cas), et l'Inde avec 42.518 morts (2.088.611 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 85 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Royaume-Uni (69), le Pérou (63), l'Espagne (61), et l'Italie



(58). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a dénombré un total de 84.596 cas (31 nouveaux entre vendredi et samedi), dont 4.634 décès (0 nouveau), et 79.123 guérisons.

L'Amérique Latine et Les Caraïbes totalisaient samedi à 11H00 GMT 215.859 décès pour 5.412.752 cas, l'Europe 212.794 décès (3.324.721 cas), les Etats-Unis et le Canada 170.362

décès (5.060.783 cas), l'Asie 70.515 décès (3.347.655 cas), le Moyen-Orient 29.570 décès (1.228.429 cas), l'Afrique 22.491 décès (1.022.418 cas), et l'Océanie 311 décès (22.618 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ETATS-UNIS

Un important modèle de prévision prédit près de 300.000 décès au 1^{er} décembre

L'Institut de météorologie et d'évaluation de la santé (IHME) de l'Université de Washington estime que près de 300.000 Américains pourraient succomber au nouveau coronavirus d'ici le 1^{er} décembre.

Selon ses prévisions dévoilées jeudi, on devrait ainsi recenser 295.011 décès dus au COVID-19 d'ici le 1^{er} décembre, sur la base du scénario de projection actuel.

"Toutefois, à partir d'aujourd'hui, si 95% des Américains portaient un masque en quittant leur domicile, ce nombre total diminuerait à 228.271 décès (...) Et plus de 66.000 vies seraient sauvées", a-t-il souligné.

Début mai, l'IHME avait prédit que les Etats-Unis compteraient 134.000 décès dus au COVID-19 d'ici début août.

En date du 7 août, le pays comptait 160.000 décès,

selon les données de l'Université Johns Hopkins.

Les masques et autres mesures de protection contre la transmission du virus sont essentiels pour éviter une contamination, mais l'utilisation incohérente de ces mesures par la population constitue un problème grave, a déclaré le directeur de l'IHME, Christopher Murray.

"On assiste à des montagnes russes aux Etats-Unis", a-t-il noté.

"Il semble que les gens portent des masques et pratiquent plus fréquemment la distanciation sociale à mesure que les infections augmentent, puis après un certain temps, lorsque les infections diminuent, les gens baissent leur garde et cessent de prendre ces mesures pour se protéger et protéger les autres - ce qui, bien sûr, entraîne une augmentation des infections.

Et ce cycle potentiellement mortel recommence".

Le Dr Murray a noté qu'il semblait y avoir moins de transmission du virus en Arizona, en Californie, en Floride et au Texas, mais que le nombre de décès augmentait et qu'il continuera d'augmenter pendant la semaine ou les deux semaines à venir.

La baisse des infections semble être due à la combinaison de décisions locales requérant l'utilisation du masque, la fermeture de bars et de restaurants, ainsi qu'un comportement plus responsable du public.

Le nombre des cas d'infection confirmés aux Etats-Unis est de plus de 4,9 millions et les décès ont dépassé la barre des 160.000 en date de vendredi après-midi, selon l'Université Johns Hopkins.

Des experts ont averti que les chiffres réels pourraient être beaucoup plus

élevés en raison de la pénurie de tests, de nombreux cas non signalés et de transmissions asymptomatiques.

Le Dr Deborah Birx, coordinatrice du groupe de travail sur les coronavirus à la Maison Blanche, a déclaré que les Etats-Unis se trouvaient dans une "nouvelle phase" de leur lutte contre la pandémie.

"Nous constatons qu'aujourd'hui est différent de mars et avril", a-t-elle déclaré.

Selon l'agence Chine nouvelle, Stanley Perlman, professeur de microbiologie et d'immunologie à l'Université de l'Iowa, a estimé que le virus mortel était plus répandu que lorsqu'il s'est implanté dans le pays en début d'année.

"Les mesures d'atténuation doivent être liées à l'étendue de l'infection et à la rapidité de la propagation", a-t-il noté.

FRANCE

Le ministre de la santé insiste sur le port du masque

Le ministre français de la Santé Olivier Véran a appelé à continuer de respecter les gestes sanitaires contre le coronavirus, et ce malgré la canicule qui s'abat sur le pays, rendant notamment le port du masque pénible.

"La France tient bon, les Français doivent tenir bon", a indiqué le ministre en réponse à une question sur la difficulté, pour des entreprises notamment, de faire respecter les mesures sanitaires, port du masque en particulier, en pleine chaleur. "Le risque suspecté de transmission aérosol (...) justifie de prendre tous les moyens possibles pour lutter contre le virus", a-t-il dit, en référence au port du masque.

Celui-ci, obligatoire en France dans les lieux publics clos est désormais également imposé dans des dizaines de villes de France en extérieur. Il sera par exemple obligatoire dans les zones les plus fréquentées de Marseille, deuxième ville du pays, à partir de samedi et l'est depuis vendredi sur la dune du Pilat, plus haute dune de sable d'Europe (102,5 mètres) et gravie par deux millions de visiteurs chaque année.

M. Véran se déplaçait dans une maison de retraite du sud-ouest de la France où des températures supérieures à 42 degrés sont attendues dans la journée. La vague de chaleur qui frappe quasiment tout le pays devrait durer jusqu'au milieu de la semaine prochaine.

Le nombre de personnes diagnostiquées positives en France est en hausse (+30%) avec plus de 1.500 cas par jours. "Nous allons dépasser les 600.000 tests par semaine. Chaque semaine, nous réalisons 100.000 tests de plus que la semaine précédente.

Mais cela ne suffit pas à expliquer pourquoi les chiffres augmentent", a reconnu Olivier Véran. Le nombre de patients en réanimation s'élevait jeudi à 390 et oscille entre hausse et baisse ces derniers jours, bien loin toutefois des 7.000 cas graves enregistrés au pic de l'épidémie en avril. Jeudi, la France a été placée en "zone rouge" par la Norvège. Les voyageurs arrivant de France dans le pays scandinave seront soumis à un isolement obligatoire de dix jours.

VIRUS - VACCINS

6 vaccins potentiels, dont trois chinois, entrent dans la phase III des essais cliniques, selon l'OMS

Un haut responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré jeudi que six vaccins potentiels contre le COVID-19, dont trois ont été développés en Chine, étaient entrés dans la phase III des essais cliniques.

Les trois candidats chinois ont été respectivement développés par Sinovac, par l'Institut des produits biologiques de Wuhan / Sinopharm, et par l'Institut des produits biologiques de Beijing / Sinopharm, a indiqué au cours d'un briefing virtuel Michael Ryan, directeur exécutif du Programme de gestion des situations d'urgence sanitaire de l'OMS. Les trois autres vaccins potentiels ont été créés par l'université d'Oxford / AstraZeneca, par Moderna / NIAID et par BioNTech / Fosun Pharma / Pfizer, a-t-il ajouté.

En phase III, ces vaccins seront pour la première fois introduits dans la population générale, alors que les essais précédents s'étaient concentrés sur leur sécurité, leur immunogénicité et la nature de la réponse immunitaire suscitée chez un petit nombre d'humains, a déclaré le responsable de l'OMS.

Les essais de phase III visent à établir si ces vaccins peuvent ou non "protéger un grand nombre de personnes sur une période prolongée".

"La phase III ne signifie pas encore que nous avons réussi, car il n'y a aucune garantie que l'un de ces six vaccins nous apporte la réponse que nous cherchons", a-t-il cependant précisé.

Au total, 165 vaccins potentiels sont actuellement à l'essai sous une forme ou une autre. Parmi eux, 26 sont en phase d'essais cliniques, selon l'OMS.

ETATS-UNIS

La Californie dépasse les 10.000 décès liés au virus

Le nombre de décès dus au Covid-19 dans l'Etat américain de Californie a franchi la barre des 10.000 vendredi, selon les derniers chiffres du département de la santé publique de l'Etat.

Avec une population d'environ 40 millions d'habitants, l'Etat le plus peuplé du pays a vu ses décès liés au Covid-19 augmenter de 142 pour atteindre 10.011 au cours des dernières 24 heures, a indiqué le département dans son rapport quotidien, repris par des médias.

Les cas confirmés de Covid-19 dans cet Etat ont augmenté de 8.436 pour atteindre 538.416.

Le secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, Dr Mark Ghaly, a révélé qu'un problème avait entraîné un arriéré de 250.000 à 300.000 dossiers de santé non traités en Californie.

Le responsable, a insisté sur le fait que les tendances globales du Covid-19 au niveau de l'Etat de Californie restaient cohérentes, puisque tous les dos-

siers enregistrés n'étaient pas des cas d'infection confirmés et que certains pouvaient être des doublons.

Quelque 8.596.882 tests ont été effectués en Californie, soit une augmentation de 96.419 par rapport aux 24 heures précédentes.

De son côté, le comté de Los Angeles, le plus peuplé du pays (plus de 10 millions d'habitants), a enregistré 48 nouveaux décès vendredi, portant le nombre de morts à 4.869.

ACCOUCHEMENT COMMENT CHOISIR LA POSITION ?

Dans quelle position accoucher ? Pour de nombreuses futures mamans, la question ne se pose même pas alors qu'en fait, il existe de nombreuses positions pour accoucher ! Quels sont leurs avantages et inconvénients respectifs ? Le point avec Marlène Barlier, sage-femme libérale à Vanves (92).

Lors de l'élaboration d'un projet de naissance, la future maman peut préciser la position dans laquelle accoucher : sur le côté, accroupie ou même à genoux... " Pendant plus de 30 ans, la norme était d'accoucher sur le dos, sous péridurale et de pratiquer l'épisiotomie ", constate Marlène Barlier, sage-femme libérale à Vanves (92). Aujourd'hui, on est en train de sortir de ce modèle, et on revient vers des choses plus naturelles, où la femme va essayer d'allier le plus loin possible sans péridurale par exemple ". Selon elle, les femmes d'aujourd'hui désirent " reprendre le pouvoir " au moment de leur accouchement.

Cette tendance s'illustre, par exemple, par l'ouverture de salles "nature" dans les hôpitaux, équipées entre autres de bainoires et de lit rond ou deux places, afin d'accoucher "comme à la maison" dans un espace moins médicalisé mais encadré par des professionnels de santé. Néanmoins, selon la santé de la mère et du futur bébé, ce type d'accouchement peut ne pas convenir à toutes. Dans l'idéal, il s'agit évidemment de respecter le projet de la naissance de la future maman, tout en proposant des alternatives pour que la femme et le bébé restent en sécurité. Car c'est le premier critère, le plus important.

" Il faut toujours leur demander dans quelles positions elles veulent accoucher, les laisser choisir, expérimenter, et surtout leur laisser du temps ", insiste la sage-femme. " Les femmes sont le moteur de ces changements, ce sont elles qui peuvent faire bouger les choses et pousser le personnel soignant à revoir leurs pratiques et à les adapter ".

Sur le dos, la position classique

" Les positions pour accoucher à la maternité sont très limitées, car le personnel n'est pas toujours bien formé à toutes celles qui existent. C'est donc la position classique qui est la plus apprise et donc pratiquée ", explique la sage-femme. Elle consiste à placer la femme sur le dos, les jambes dans des étriers et la tête repliée sur la poitrine. L'avantage est que dans cette position, s'il y a une souffrance fœtale ou nécessité d'utiliser des forceps ou une ventouse, le médecin

peut intervenir immédiatement. " Problème, tout le poids du corps se retrouve sur le périnée, il y a beaucoup de tensions, ce qui peut occasionner des dégâts par la suite ". De même, la veine cave qui achemine le sang vers le cœur, a tendance à être écrasée, provoquant une mauvaise oxygénation de la mère, qui peut se retrouver proche du malaise. Marlène Barlier explique néanmoins que cette position peut être adaptée afin de mieux convenir pendant le travail. " Il faut placer les jambières plus hautes, les genoux faisant un angle inférieur à 90 degrés contre la poitrine, le dossier moins relevé afin de ne pas être plié en deux. La femme doit alors attraper l'arrière du lit par exemple, pour pouvoir s'étirer de tout son long, sans mettre la tête contre la poitrine ".

Sur le côté, que des avantages !

Ensuite, il y a la position allongée sur le côté, où la jambe du dessous est tendue et celle du dessus soulevée (le genou doit être plus bas que la hanche). " L'avantage est que le bassin s'ouvre au maximum. Il y a beaucoup moins de pression sur le périnée et sur la veine cave. Dans cette position, il n'y a pas d'épisiotomie et on n'intervient quasiment pas ", détaille la sage-femme. Selon elle, accoucher sur le côté est bien mieux qu'en position classique. " Dans la plupart des cas, la femme se met instinctivement sur le côté, c'est une position naturelle. S'il y a un problème, elle sera immédiatement remise sur le dos pour permettre l'intervention, c'est très pratique ".

À genoux, la capacité de poussée est décuplée

Dans la position à genoux, ou à 4 pattes, la tête est généralement plus basse que le bassin et les bras souvent allongés. " Il n'y a aucune pression sur le périnée dans cette position, et ce dernier est totalement relâché. Elle permet également d'être très étiré au niveau du dos et d'avoir une capacité de poussée très forte ", Marlène Barlier explique que cette position est possible sous péridurale, mais il faut qu'elle soit bien dosée afin que la femme puisse encore sentir ses jambes.



Accroupie, le bassin est ouvert et la descente facilitée

" Pour cette position, il faut que l'hôpital soit équipé, car l'idéal est d'être suspendu ", précise la sage-femme. " Il faut donc soit du matériel de suspension, soit adapter le lit d'accouchement en s'accrochant à un drap, soit se servir du papa pour se suspendre ". Dans cette position, il est très difficile de contracter le périnée, et le bassin est naturellement plus ouvert. " Par ailleurs, le bébé et l'utérus sont placés bien au-dessus du bassin, il peut donc descendre naturellement ". En variante de cette position, il existe des chaises d'accouchements qui permettent la position assise. Les genoux sont alors plus bas qu'en position accroupie, mais le support de la chaise est plus reculant pour la future maman.

Debout, idéal pour commencer le travail

" Les femmes sont en position debout pendant tout le début de travail. Le bébé est souvent encore haut dans le ventre, et spontanément, elles vont souvent aller s'étirer, le ventre dans le vide, pendant la contraction ".

Pouvoir marcher et bouger permet également une meilleure gestion de la douleur.

Elle se pratique généralement pendant la première moitié de l'accouchement, comme une position de travail car chez une femme qui était debout, sans péridurale, ira forcément trouver d'elle-même une position où elle pourra ouvrir son bassin pour accoucher. " Se tenir debout n'est évidemment pas faisable sous péridurale car on ne sent pas ses jambes ", précise Marlène Barlier.

Et l'accouchement dans l'eau ?

" C'est prouvé, l'immersion dans l'eau chaude permet à la femme de se détendre et de mieux gérer la douleur. Dans un premier temps, il y a la bainoire de dilatation : la femme sera sortie lorsque le travail commencera. Il y a ensuite la bainoire d'accouchement qui a la particularité de se vider en 3 secondes, et d'avoir une porte pour sortir la future maman en cas d'urgence. " L'accouchement se passe alors sans péridurale et la femme peut se mettre dans la position qu'elle désire ", explique la sage-femme.

QUELLES SONT LES VITAMINES RECOMMANDÉES DURANT LA GROSSESSE ?

eur des carences pour vous et votre bébé ? Pas de panique. Complets et naturels, les produits UNAE sont là pour vous garantir une grossesse sereine. Explications.

Si l'apport en vitamines est essentiel toute l'année pour tout le monde, il est plus crucial que jamais en cas de désir d'enfant ou de grossesse. C'est pourquoi le laboratoire français UNAE conçoit un complément multivitamines spécialement destiné à celles qui veulent prendre soin d'elles et de leur(s) bébé(s) de façon naturelle... et efficace !

Le complément « Grossesse » d'UNAE vous apporte toutes les vitamines et oligoéléments dont vous avez besoin pendant la grossesse. Pour mettre au point ce produit haut de gamme et naturel, le laboratoire s'est appuyé sur les données de recherche scientifique publiées par les gynécologues et obstétriciens. Complet, il condense 4 produits en 1, sous les formes les mieux absorbées. Parmi ses ingrédients essentiels, on compte ainsi de la vitamine D3 végétale (offerte pour tout achat de multivitamines),

de la K2 MK-7, mais aussi et surtout de la vitamine B9 naturelle idéale pour accompagner le développement normal du fœtus et réduire les risques de malformations neurologiques. Le Plus ? Une dose quotidienne de 10 g de gingembre pour lutter contre les nausées.

Si le complément "Grossesse" contient également de la citroline, un nutriment présent dans les organes animaux et capital pour le développement du cerveau et des membranes cellulaires, UNAE n'utilise pas

de produits issus d'élevages industriels. Ethique et écologique, « Grossesse » ne contient pas non plus d'additifs, d'excipients, d'OGM ou de nanoparticules. Son emballage sans plastique est également garanti sans bisphénol A ou S et autres perturbateurs endocriniens. Enfin, ce multivitamines idéalément dosé à tous les niveaux affiche une composition sans gluten, produits laitiers et allergènes. Il est ainsi adapté à toutes les femmes, et toutes les grossesses !

Accouchement : combien de temps ?

La durée d'un accouchement peut durer de 2 heures à... plus de 20 heures ! Pour Kate Middleton, cela aura duré 10 heures, une moyenne pour un premier enfant. Découvrez tout ce qu'on vous a pas encore dit sur la durée et le déroulé d'un accouchement.

Précédente-vous à la maternité, si elles reviennent toutes les 5 minutes depuis une heure. A votre arrivée la sage-femme vérifie l'ouverture du col de votre utérus qui est en moyenne de 5 centimètres. En dessous de ce chiffre, elle vous renverra chez vous. Au-delà de 5 centimètres, vous resterez à la maternité, et vous commencerez le compte à rebours de votre accouchement.

La préparation
Tout d'abord, vous êtes installée dans une salle d'accouchement ou une chambre selon la place disponible et sur tout selon l'heure présumée de la naissance de votre bébé. La sage-femme est là pour vous expliquer comment votre accouchement va se dérouler, elle vous prépare, contrôle régulièrement la fréquence de vos contractions et la dilatation du col de votre utérus. A ce stade, la plus souvent vous avez encore quelques heures devant vous. C'est la période la plus longue de votre accouchement. Si vous avez choisi d'accoucher sous péridurale, c'est à ce moment que l'on va vous proposer l'anesthésie.

L'expulsion
C'est toujours la sage-femme ou votre gynécologue, qui, contrôlant vos contractions et l'ouverture de votre col au début du moment pour effectuer les dernières poussées et mettre au monde votre bébé. Cette étape dure quelques minutes dans la plupart des cas mais chez certaines femmes cette phase d'expulsion peut prendre jusqu'à 4 heures !

La délivrance
Votre bébé est dans vos bras et pourtant votre accouchement n'est pas terminé. Vous devez expulser le placenta. Une étape qui passe souvent inaperçue pour les mamans qui hésitent de tenir leur bébé dans leur bras ne remarquant même pas les sages-femmes qui continuent de s'affairer autour d'elles. Mais il arrive parfois que le placenta ne se détache pas : l'obstétricien ou la sage-femme doivent alors pratiquer une "révision utérine". Après vous avoir anesthésié légèrement, ils passent la main dans votre utérus pour aller chercher le placenta qui pourrait provoquer une hémorragie s'il restait en place. Une fois l'accouchement terminé et après deux heures d'observation, la jeune maman peut regagner chambre.

Et si vous voulez savoir tous les petits sur la naissance du futur roi d'Angleterre, c'est par ici ce que ça se passe : Kate Middleton a accouché : toutes les infos sur le Royal Baby

LA PÉRIDURALE RÉDUIRAIT LE RISQUE DE DÉPRESSION POST-PARTUM

Une étude américaine indique que la douleur de l'accouchement pourrait être un élément déclencheur de la dépression post-partum, qui touche plus de 10% des jeunes mamans.

La dépression post-partum n'a rien à voir avec le baby-blues. Alors que le baby-blues est un moment de déprime passagère qui disparaît spontanément, la dépression post-partum est une vraie dépression qui touche plus de 10% des femmes après la naissance, et qui doit absolument être prise en charge.

Une étude américaine menée par les chercheurs de l'Hôpital pour femmes de l'Université de Pittsburgh (États-Unis) laisse entendre qu'accoucher sous péridurale réduirait le risque de développer une dépression post-partum. "La douleur du travail de l'accouchement dépasse parfois l'expérience de la naissance. Chez certaines femmes, elle peut jouer un rôle important dans le développement de la dépression post-partum" souligne le Dr Grace Lim, qui a dirigé cette étude.

MOINS ON SOUFFRE, MOINS ON DÉVELOPPE DES SYMPTÔMES DE DÉPRESSION APRÈS L'ACCOUCHEMENT

Pour l'étude qui a été présentée lors du Congrès annuel de la Société des anesthésistes, le Dr Lim et ses collègues ont examiné les dossiers médicaux de 201 femmes qui ont reçu une péridurale et qui ont évalué leur douleur sur une échelle de 0 à 10 tout au long du processus de naissance. A partir de ces chiffres, les chercheurs ont calculé leur pourcentage de douleur. Puis ces jeunes mamans ont été à nouveau interrogées six semaines après la



naissance. Après avoir tenu compte de certains facteurs comme une dépression pré-existante ou un traumatisme physique lors de l'accouchement, les chercheurs ont découvert que les femmes qui bénéficiaient d'un bon soulagement de la douleur après la péridurale étaient les moins susceptibles de présenter des symptômes de dépression dans la période post-

partum". Cette étude vient confirmer les conclusions d'une étude chinoise de 2014. Les médecins chinois avaient alors conclu que le contrôle de la douleur "permet aux mères de prendre un bon départ avec leur bébé plutôt que de commencer cette nouvelle vie en étant épuisée par un accouchement douloureux, ce qui réduit le risque de dépression".

UN QUART DES FEMMES SOUHAITENT ACCOUCHER PAR PÉRIDURALE

Si un quart des femmes souhaitent ne pas avoir recours à la péridurale pendant leur accouchement, elles sont 52% d'entre elles à finalement recevoir l'antidouleur, selon les résultats d'une étude de 2017.

Les chercheurs en épидémiologie obstétricale périnatale et pédiatrique (EPOpP), du Centre de recherche Epidémiologie et Statistique Sorbonne Paris Cité ont analysé les données de l'Enquête nationale périnatale 2010, soit de plus de 4 600 femmes au total pour comprendre quelles femmes désiraient accoucher sans péridurale.

Les chercheurs ont constaté lors de cette étude, qu'un quart (26%) des femmes avaient déclaré pendant leur grossesse ne pas vouloir de péridurale lors de l'accouchement. Mais que, 52% ont finalement reçu cet antidouleur en cours de travail. Les conclusions de l'étude ont montré que les femmes enceintes qui

décidaient d'accoucher sans péridurale étaient les femmes les plus jeunes (< 25 ans), celles qui avaient déjà eu des enfants ou avec un faible niveau d'études, ou de nationalité étrangère.

En revanche les raisons qui ont obligé les futures mamans à accoucher sous péridurale la première fois, sont la surcharge de travail des sages-femmes et le fait de recevoir de l'oxytocine en cours de travail, pour faciliter l'accouchement.

"Le choix d'administrer une péridurale à des femmes qui n'en souhaitent pas au départ semble en fait multifactoriel", affirme Béatrice Blondel, responsable de ces travaux dans l'Equipe d'épidémiologie périnatale, obstétricale et pédiatrique (EPOpP) dans un communiqué.

Certaines femmes disent peut-être non au cours de leur grossesse tout en sachant qu'elles pourront avoir accès par la suite, si elles en ressentent le besoin. Par ailleurs, la péridurale est disponible dans

tous les services et fait partie de la prise en charge habituelle de la douleur proposée aux femmes. Cela les incite donc probablement à l'accepter a priori. En outre, le nombre de sages-femmes est limité en salle de travail et la pose d'une péridurale peut être un moyen de faire face à la surcharge de travail au moment de certaines gardes", conclut la chercheuse. Les conclusions de l'étude dévoilent aussi que 77% des femmes ont accepté la péridurale en 2010.

Dans un sens, le recours fréquent à la péridurale est une bonne chose car cela répond aux besoins des femmes qui souhaitent une prise en charge efficace de leurs douleurs. Et cela réduit les risques associés à l'anesthésie générale en cas de complication du travail. Mais d'un autre côté, cela laisse peu de choix à l'expression de la préférence de certaines femmes pour des formes moins médicalisées de l'accouchement", conclut Béatrice Blondel, dans le communiqué de l'Inserm.

LA PÉRIDURALE N'AFECTE PAS L'ACCOUCHEMENT

Les femmes qui accouchent sous péridurale ne voient pas leur travail ralentir et les risques pour leur bébé augmenter. La péridurale, administration d'antidouleurs aux nerfs proches de la colonne vertébrale par un cathéter est largement utilisée pour réduire les douleurs lors des accouchements. Contrairement aux idées reçues, elle ne ralentirait pas la durée du travail de la femme qui accouche et n'augmenterait pas les risques de santé pour les bébés, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Obstetrics and Gynecology*.

Les chercheurs de l'École de médecine de Harvard aux États-Unis ont mené une étude avec 400 femmes, enceintes pour la première fois et en bonne santé. Les participantes ont

suité un protocole en plusieurs étapes. Elles ont accepté de commencer le travail sous péridurale puis, prises au hasard et sans le savoir, de poursuivre leur accouchement sous antidouleurs ou avec un placebo de solution saline.

AUCUN RISQUE POUR LA DURÉE DU TRAVAIL

Les chercheurs voulaient analyser les bienfaits d'une pratique courante qui consiste à interrompre la péridurale lorsque le travail est trop long, et qu'il n'est qu'augmenter les problèmes que la durée du travail de la femme et du bébé. Les résultats de l'étude ont montré que péridurale ou pas, l'accouchement dure 52 minutes pour les femmes sous antidouleurs contre 51 pour celles ayant

obtenu la solution saline, soit une différence de 3,3%. La péridurale n'a pas eu non plus d'impact sur la santé des nouveaux-nés, le taux d'accouchement par voie naturelle, et la position du bébé à la naissance.

En revanche, les femmes n'étant plus sous péridurale ont vécu une fin d'accouchement plus douloureux. "Nous n'avons pas vu d'effet négatif mais l'analyse péridurale lors de la seconde étape de l'accouchement reste sujet à controverse et mérite des études supplémentaires", a expliqué Philip Hess, directeur du service d'anesthésie obstétrique au Centre médical Beth Israel de Boston et professeur de médecine associé à l'École de médecine de Harvard et auteur principal de l'étude.

CÔTE D'IVOIRE

Alassane Ouattara candidat à la présidentielle d'octobre

Le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, 78 ans, a annoncé jeudi dans un discours télévisé qu'il allait se présenter à l'élection présidentielle du 31 octobre, briguant donc un troisième mandat, ce dont l'opposition lui conteste le droit.

Rappelant qu'il avait initialement décidé de passer la main à son Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, mais invoquant un "cas de force majeure" après le décès de celui-ci le 8 juillet, le président Ouattara a expliqué avoir "réconsidéré sa position", lors d'une allocution télévisée sur la chaîne publique RTI.

"J'ai décidé de répondre favorablement à l'appel de mes concitoyens me demandant d'être candidat". "Je suis donc candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre", a-t-il déclaré en conclusion de son discours de près de 25 minutes, à la veille du 60e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire.

Alassane Ouattara, élu en 2010 puis réélu en 2015, a estimé que la Constitution "autorise" à exercer un troisième mandat.

La Constitution limite à deux le nombre de mandats présidentiels, mais selon l'interprétation du pouvoir, l'adoption de cette nouvelle loi fondamentale en 2016 a remis les compteurs à zéro. Selon l'opposition en revanche, il n'a pas le droit de se représenter. L'ex-président Henri Konan Bédié a ainsi déclaré récemment qu'une candidature de M. Ouattara "serait illégale". Agé de 86 ans, il est lui-même le candidat désigné du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), principale formation d'opposition. La situation politique est tendue en Côte d'Ivoire à trois mois de la présidentielle, dix ans après la crise post-électorale qui avait fait 3.000 morts.

SOUDAN

Accrochages entre l'armée et des rebelles, plusieurs morts

Un accrochage a opposé jeudi des soldats à un groupe rebelle dans le sud du Soudan, faisant des morts et des blessés, a indiqué vendredi l'armée, sans donner un bilan précis.

"Des rebelles du Mouvement populaire du Soudan-Nord (SPLA-N) ont attaqué des éleveurs nomades qui effectuaient leur transhumance du Sud vers le Nord et des soldats qui sécurisaient une route, en lançant des embuscades et en plantant des mines dans la région du Kordofan-Sud, a affirmé l'armée.

Il y a des blessés et "de nombreux morts parmi les civils et les forces de l'ordre, et du matériel militaire et celui (appartenant aux bergers) ont été détruits", a ajouté l'armée dans un communiqué.

De manière endémique, des violences opposent tribus nomades arabes aux agriculteurs issus de tribus africaines.

Pour sa part, le SPLA-N a rejeté la responsabilité de l'incident qui s'est produit jeudi sur "une milice gouvernementale". "Elle a permis aux nomades de traverser un secteur qui est sous le contrôle du SPLA-N. Nous condamnons cette intrusion", a indiqué le mouvement dans un communiqué.

"Nous rejetons cette politique du gouvernement qui favorise un groupe arabe contre des non-arabes et nous ne resterons pas les bras croisés si cela se reproduit", ont souligné les rebelles.

Cet accrochage est survenu alors que des négociations de paix sont en cours entre le gouvernement et les rebelles pour ramener la stabilité dans les régions du Darfour, du Nil Bleu et du Kordofan-ud. Les rebelles ont dénoncé pendant des années la marginalisation de ces trois régions et combattu les forces de l'ex-président Omar el-Béchir, destitué en avril 2019 par l'armée sous la pression d'un mouvement de contestation populaire inédit.

Depuis que le gouvernement de transition est entré en fonction en août 2019, le Premier ministre Abdallah Hamdok, a fait de la paix dans ces trois régions ayant fait des centaines de milliers de morts et déplacé des millions de personnes.

APS

SAHARA OCCIDENTAL L'UE considère le Sahara occidental comme un territoire non autonome, réaffirme Borrell

Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité, M. Josep Borrell a réaffirmé que l'UE "considérerait le Sahara occidental comme un territoire non autonome, dont le statut final sera déterminé par le résultat du processus de l'ONU en cours".

Dans une nouvelle réponse écrite à la question que lui a adressée l'eurodéputée polonaise, Mme Janina Ochojska, M. Borrell a déclaré récemment que "la position de l'UE concernant le Sahara occidental (occupé par le Maroc depuis 1975) est pleinement alignée sur les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU".

A cet effet, M. Borrell a souligné que "l'UE considère le Sahara occidental comme un territoire non autonome, dont le statut final sera déterminé par le résultat du processus de l'ONU en cours", tout en réaffirmant le soutien de l'UE au processus des Nations unies.

Outre cette réponse, la position de principe de l'UE quant au conflit sahraoui a été, récemment, exprimée, à maintes reprises (les 3, 7 et 13 juillet 2020), dans des réponses écrites aux questions parlementaires adressées par des députés européens, tous groupes politiques confondus, au chef de la diplomatie européenne l'interpellant sur l'occupation du Sahara occidental et l'exploitation illégale



de ses ressources naturelles ainsi que les violations récurrentes des droits de l'Homme et la torture pratiquée à grande échelle à l'encontre des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines.

Pour rappel, Mme Ochojska, du Parti Populaire européen, première force politique au Parlement européen, a, dans sa question datée du 6 mai dernier, critiqué la politique de la Commission européenne vis-à-vis du conflit au Sahara occidental. Mme Ochojska a rappelé, dans ladite question, qu' "une partie importante du Sahara occidental est

occupée et exploitée par le Maroc en violation du droit international depuis près de 45 ans", ajoutant que cela se fait "au mépris des intérêts de la population locale, dont les droits fondamentaux ont été violés à plusieurs reprises".

Elle a également souligné qu'à travers de nombreuses résolutions, l'ONU a insisté sur la nécessité de l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui et rappelé le verdict de la Cour de Justice de l'UE (CJUE) du 21 décembre 2016, consacrant l'inapplicabilité des accords UE-Maroc au Sahara occidental, en raison de son statut

"distinct et séparé" du Royaume du Maroc.

La politique actuelle de la Commission européenne a été ainsi pointée du doigt par l'eurodéputée polonaise, qui a déploré l'autorisation par cette dernière de l'application des accords UE-Maroc au territoire sahraoui, et ce, malgré la clarté de la décision de justice européenne qui ne souffre d'aucun amalgame à ce sujet.

Elle s'est, dans le même contexte, interrogée sur les moyens de contrôle dont dispose l'exécutif européen pour s'assurer que "les accords UE-Maroc existants, dans la mesure où ils couvrent le Sahara occidental, sont mis en œuvre dans l'intérêt du peuple sahraoui".

L'eurodéputée s'est enfin interrogée sur les mesures prises par la Commission européenne dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 dans "la partie occupée du Sahara occidental", tout en demandant la mobilisation des moyens nécessaires pour garantir que l'aide de l'UE parvienne effectivement au peuple sahraoui.

BURKINA

"Une vingtaine de personnes tuées" dans l'attaque d'un marché dans l'Est

"Une vingtaine de personnes" ont été tuées vendredi lors de l'attaque d'un marché par "des individus armés non identifiés" dans l'Est du Burkina Faso, a annoncé le gouverneur de la région.

"Vers 12h00 (locales et GMT), des individus armés non identifiés ont fait irruption dans le marché de bétail de Namoungou, village de la commune de Fada N'Gourma, et se sont attaqué aux populations".

"Le bilan provisoire fait état d'une vingtaine de personnes tuées et de nombreux blessés", a indiqué le gouverneur, le colonel Saidou Sanou,

dans un communiqué. "Les assaillants ont fait irruption dans le marché sur des motos et ont ouvert le feu sur les gens", a expliqué un habitant de la localité, cité par l'agence AFP. "Le bilan est très lourd, plus de vingt morts et ça va s'alourdir encore, car les blessés sont nombreux et n'ont pas été vite pris en charge", a-t-il affirmé.

Une opération de ratissage est en cours dans la zone, a affirmé le colonel Sanou, invitant la population à la "plus grande vigilance mais aussi à une étroite collaboration avec les forces de défense et de sécurité".

Cette attaque meurtrière rappelle celle du marché de bétail de Kompokienbiga, également dans l'Est du pays, qui avait fait une trentaine de morts fin mai. L'Est et Nord du Burkina Faso sont les régions les plus touchées par les exactions terroristes qui ont fait plus de 1.100 morts et plus d'un million de déplacés depuis cinq ans.

Les violences politiques, mêlées à des conflits intercommunautaires, ont touché le centre du Sahel, ont fait au total 4.000 morts au Mali, au Niger et au Burkina Faso en 2019, selon l'ONU.

ETHIOPIE

L'Ethiopie reprend ses services de transport terrestre et aérien vers Djibouti

L'Ethiopie a annoncé vendredi la reprise des services de transport terrestre et aérien vers Djibouti, pays voisin.

L'Ethiopie a imposé des restrictions sur les services de transport terrestre et aérien à tous les pays voisins, y compris Djibouti, en mars afin de contenir la propagation transfrontalière du COVID-19.

"L'Ethiopie a repris ses services de transport aé-

rien et terrestre avec Djibouti après avoir engagé des négociations étroites avec son homologue djiboutien", a déclaré aux journalistes Dina Mufti, porte-parole du ministère des Affaires étrangères d'Ethiopie.

"Djibouti est le principal débouché maritime de l'Ethiopie enclavée et, en cette qualité, revêt une importance vitale", a-t-il déclaré. "Le gouvernement

éthiopien a mené des discussions rigoureuses avec son homologue djiboutien avant de se décider à rouvrir les voies de transport aérien et terrestre", a déclaré M. Mufti aux journalistes.

"La décision de reprendre les services de transport terrestre et aérien avec d'autres pays voisins dépendra de l'ampleur de la gravité de la pandémie COVID-19 et du désir mu-

tuel des pays respectifs", a-t-il ajouté. Djibouti gère environ 95% du commerce d'import-export de l'Ethiopie, pays enclavé qui est également le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique avec une population d'environ 110 millions d'habitants.

L'Ethiopie a jusqu'à présent signalé 21.900 cas confirmés de COVID-19. Djibouti en a pour sa part signalé 5.334.

EXPLOSIONS AU LIBAN

Le Président Aoun évoque l'hypothèse de "la négligence" ou un "missile"

Le Président libanais, Michel Aoun, a fait état vendredi de "la négligence" ou la "possibilité d'une interférence extérieure comme un missile, une bombe ou un autre moyen" dans l'explosion qui a eu lieu mardi à Beyrouth.

"L'enquête sur la double explosion meurtrière et dévastatrice dans le port de Beyrouth n'exclut pas l'hypothèse d'une intervention extérieure", a déclaré le chef d'Etat libanais Michel Aoun, cité par plusieurs médias.

"La cause n'a pas encore été déterminée. Il y a la possibilité d'une interférence extérieure comme un missile, une bombe ou un autre moyen", a-t-il précisé, selon l'Agence russe Sputnik.

Des recherches seront menées dans trois directions: "Premièrement, comment le matériau explosif est entré et a été stocké (...), deuxièmement, est-ce que l'explosion est le résultat d'une négligence ou d'un accident (...) et troisièmement, la possibilité qu'il y ait une interférence extérieure", a expliqué M. Aoun.

Au moins 16 fonctionnaires du port de Beyrouth



et des autorités douanières ont été placés en détention dans le cadre de l'enquête sur l'explosion d'un entrepôt renfermant des tonnes de nitrate d'ammonium, a annoncé le procureur militaire Fadi Akiki. Le directeur du port fait partie des per-

sonnes interpellées, selon la télévision libanaise. Précédemment, le gouvernement a assigné à résidence le personnel administratif du port sinistré jusqu'à que soit établie la culpabilité de la double explosion qui a endommagé la moitié de la

capitale libanaise. Selon un bilan, encore provisoire, le ministre de la santé libanais, Hamad Hasan a indiqué vendredi qu'au moins 154 personnes ont été tuées et plus de 5.000 personnes blessées par l'explosion de mardi.

Le président Aoun rejette une enquête internationale

Le président libanais, Michel Aoun, a rejeté vendredi toute enquête internationale dans la terrible explosion au port de Beyrouth, qui a fait plus de 150 morts, estimant qu'elle ne ferait que diluer la vérité.

Interrogé par un journaliste qui lui demandait s'il pensait qu'une enquête internationale reviendrait à "diluer la vérité", le chef de l'Etat a répondu "bien sûr". Le compte officiel du président sur Twitter a ensuite répété que selon M. Aoun une enquête internationale

"diluerait la vérité". M. Aoun a tenu ces propos au lendemain de l'appel du président français, Emmanuel Macron, lors de sa visite à Beyrouth, à une enquête internationale "transparente".

L'explosion dans le port de Beyrouth mardi a fait plus de 150 morts et 5.000 blessés.

Elle a été provoquée par plusieurs tonnes de nitrate d'ammonium stockées depuis six ans dans un entrepôt "sans mesures de précaution", de l'aveu même du Premier ministre. Vendredi, M. Aoun

a assuré qu'il avait été informé de cette cargaison le 20 juillet et qu'il avait contacté le secrétaire général du Conseil supérieur de Défense pour faire le nécessaire. Une source judiciaire a rapporté vendredi cinq nouvelles arrestations parmi les fonctionnaires des douanes et du port, notamment des ingénieurs, portant à 21 le nombre total de personnes placées en détention provisoire. "Face à la justice, il n'y a pas de grand ou de petit qui ne puisse pas être visé", a assuré M. Aoun vendredi.

Plus de 60 personnes toujours portées disparues

Plus de 60 personnes sont toujours portées disparues à Beyrouth, quatre jours après l'explosion au port qui a dévasté la capitale et tué plus de 150 personnes, a indiqué samedi un responsable du ministère libanais de la Santé.

"Le nombre de morts s'élève à 154, dont 25 qui n'ont pas encore été identifiés", a affirmé ce responsable, cité par des médias.

"En outre, nous avons 60 personnes toujours portées

disparues", a-t-il précisé. Le ministère avait affirmé vendredi qu'au moins 120 des plus de 5.000 personnes blessées par l'explosion de mardi, étaient toujours dans un état critique.

La déflagration dans le port de Beyrouth a été provoquée par plusieurs tonnes de nitrate d'ammonium stockées depuis six ans dans un entrepôt "sans mesures de précaution", de l'aveu même du Premier ministre.

Des secouristes libanais, français, allemands, russes et d'autres nationalités poursuivent leurs opérations sur les lieux de l'explosion pour tenter de retrouver des survivants.

Cette puissante déflagration, la plus dévastatrice jamais survenue au Liban, a également mis à la rue des centaines de milliers de personnes.

Des milliers de Libanais sont attendus samedi à une

grande manifestation à Beyrouth contre leurs dirigeants qu'ils rendent "responsables" de cette catastrophe.

Le président libanais, Michel Aoun, a rejeté vendredi toute enquête internationale sur l'explosion, estimant qu'elle ne ferait que diluer la vérité.

Une vingtaine de fonctionnaires du port et des douanes ont été interpellés, selon des sources judiciaires et sécuritaires, citées par des médias.

Trump annonce qu'il participera dimanche à une visioconférence de donateurs en soutien au Liban

Donald Trump a annoncé vendredi qu'il participerait dimanche à une visioconférence internationale de donateurs en soutien au Liban, dévasté par l'explosion meurtrière à Beyrouth.

"Nous ferons une visioconférence dimanche avec le président Macron, les dirigeants du Liban et des dirigeants d'autres endroits dans le monde", a tweeté le président américain.

"Tout le monde veut aider!" a-t-il ajouté, mentionnant avoir parlé dans la matinée avec le président français Emmanuel Macron, à l'initiative de la réunion.

Les institutions européennes participeront aussi à cette conférence de donateurs organisée afin de mobiliser



une aide humanitaire d'urgence pour la population de Beyrouth.

Si la conférence avait d'abord effec-

tivement été annoncée pour dimanche par la Commission européenne, cette date n'avait pas finalement été confirmée jusqu'ici, en raison du nombre d'intervenants à contacter. Un incendie mardi dans un entrepôt où étaient stockées depuis six ans 2.700 tonnes de nitrate d'ammonium sur le port de Beyrouth a provoqué une énorme déflagration qui a fait au moins 154 morts, plus de 5.000 blessés, des dizaines de disparus et des centaines de milliers de sans-abri, selon le dernier bilan. Les Etats-Unis ont envoyé trois avions remplis de matériel médical, d'eau et de nourriture, et transportant aussi du personnel médical et des techniciens, a précisé Donald Trump.

RUSSIE

Un avion russe intercepte des avions de reconnaissance américains au-dessus de la mer Noire

Un avion de chasse russe Su-27 a intercepté vendredi deux avions de reconnaissance américains au-dessus de la mer Noire, a déclaré le ministère russe de la Défense.

"Le 7 août, les systèmes de contrôle de l'espace aérien russe ont détecté deux cibles aériennes s'approchant de la frontière de l'Etat russe au-dessus des eaux neutres de la mer Noire", a déclaré le service de presse du ministère.

Un avion de chasse Su-27 a décollé et à une distance de sécurité, son équipage a identifié les cibles comme étant un avion de reconnaissance RC-135 de l'US Air Force et un avion de reconnaissance P-8A de l'US Navy, est-il précisé.

Après que les avions américains se sont éloignés de la frontière russe, l'avion russe est retourné à son aérodrome, selon le ministère russe.

USA

Nouveau record de femmes candidates à la Chambre des représentants

Un nombre record de femmes se présentent pour être élues à la Chambre des représentants en novembre, a annoncé vendredi le Centre pour les femmes américaines en politique (CAWP).

Déjà "243 femmes ont décroché leur candidature pour un siège à la Chambre américaine" lors des élections parlementaires du 3 novembre, "un nouveau record", écrit le CAWP, qui dépend de l'université Rutgers et fait référence en la matière.

"Le précédent record de 234 avait été atteint en 2018", poursuit-il, en précisant que puisque des primaires doivent encore être organisées dans 13 Etats, le nombre actuel de candidates "devrait encore augmenter".

Fait marquant cette année, 74 femmes républicaines sont déjà candidates pour la Chambre en novembre, alors que leur précédent record, bien moindre avec 53 candidates, remontait à 2004.

En face, 169 femmes démocrates sont déjà candidates, moins que leur record de 182 atteint en 2018, souligne le CAWP.

Un nombre inédit de femmes et de parlementaires issus de minorités, élus lors des élections de mi-mandat en novembre 2018, étaient entrés au Congrès en janvier 2019.

Une poussée survenue après une année marquée par le mouvement #MeToo et la défiance envers le président Donald Trump.

Près d'un quart des sièges du Congrès sont actuellement occupés par des femmes: 101 élues à la Chambre, dont 88 démocrates, et 26 sénatrices, dont 17 démocrates.

La présidente démocrate de la Chambre Nancy Pelosi a repris, en janvier 2019, le marteau de "Speaker", qu'elle avait déjà tenu entre 2007 et 2011, lorsqu'elle était devenue la première femme de l'histoire américaine à accéder à ce poste crucial.

D'après le CAWP, plus d'un cinquième des élues du Congrès ont des enfants en bas âge ou à l'école.

ALGÉRIE - ETATS UNIS

Signature d'un programme exécutif pour la préservation du patrimoine

La ministre de la Culture et des arts, Malika Bendouda a signé, jeudi à Alger, avec l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Alger, John Desrocher un programme exécutif pour la préservation et la restauration du patrimoine culturel dans le but de renforcer les capacités de L'Office National de Gestion et d'Exploitation des Biens Culturels Protégés, selon un communiqué du ministère.

Le programme signé concerne les sites archéologiques de Tipasa et Timgad (Batna), classés patrimoine mondial.

Ledit programme se veut un volet «d'une feuille de route d'une durée de cinq ans» visant à appliquer ce memorandum signé par les Gouvernements algérien et américain le 15 août 2019 qui renferme une série d'activités visant à mettre fin au pillage des biens culturels algériens, à protéger le patrimoine culturel algérien, et à intensifier les échanges scientifiques, culturels et éducatifs.

Le document met en avant «l'engagement commun» de l'Algérie et des Etats-Unis à protéger le patrimoine algé-



rien et à renforcer le développement économique autour du tourisme durable, en sus de limiter le pillage et le

trafic des biens culturels. Pour sa part, l'ambassadeur américain a estimé que cet accord se voulait le prélude

d'une série d'activités prévues entre les deux pays en matière de protection du patrimoine.

CINÉMA

Le réalisateur Meziane Yaala n'est plus



Le réalisateur Meziane Yaala est décédé samedi matin à l'hôpital Nafissa Hamoud (ex-Parnet) d'une crise cardiaque à l'âge de 74 ans, a-t-on appris de l'association cinématographique Lumières.

Né en 1946 à Lekseur (Bejaïa), le défunt a embrassé, très jeune, le septième art et a fait son premier long métrage en 1983 (Chant d'automne).

Feu Meziane Yaala a dans son

actif plusieurs films documentaires sur la glorieuse Révolution notamment lorsqu'il travaillait au Centre algérien de l'industrie et du cinéma (CAIC).

Avant sa mort, le défunt était vice-président de l'Association Lumières.

Le regretté sera inhumé cette après midi au cimetière de Sidi Yahia, selon l'association Lumières.

PATRIMOINE

L'Ogebc se dirige vers une exploitation optimale des sites du patrimoine

L'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc) se dirige vers une "exploitation commerciale optimale" des sites archéologiques et musées de site dans le cadre de "la nouvelle politique économique adoptée par le président de la République", a indiqué Abdelkader Dahdouh, directeur général de l'office qui annonce un nouveau cahier des charges pour l'investissement des opérateurs privés dans les infrastructures d'accueil et de services. Dans un entretien à l'APS, Abdelkader Dahdouh a expliqué que l'Ogebc oeuvre à trouver des "solutions économiques de rechange" dans le cadre de la politique adoptée par le président de la République en adoptant de nouveaux mécanismes d'exploitation des sites du patrimoine.

Il a également annoncé l'élaboration d'un nouveau cahier des charges pour la "location de structures de l'office dans plusieurs sites archéologiques comme celui de Tipasa qui comporte un projet de centre d'interprétation et de nouvelles structures commerciales".

L'Ogebc devra exploiter en priorité les espaces existants

pour créer une offre attrayante et des infrastructures d'accueil dans des sites comme Timgad (Batna), Djemila (Setif), Kalâa des Béni Hammad (Msila) ou encore le fort de Santa Cruz à Oran.

Cette nouvelle vision d'exploitation comporte également la création de musées virtuels et des reconstitutions des vestiges en trois dimensions. Depuis la fermeture des musées et sites archéologiques en mars dernier, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, l'Ogebc a mis en place un programme de visites guidées virtuelles des sites sous tutelle, diffusées sur les réseaux sociaux, et des opérations d'aménagement et de nettoyage pour préparer l'accueil des visiteurs après la levée des mesures de prévention dans des sites comme Djemila, Timgad, Hippone (Annaba), Tipasa Ténès et Cherchell, a rappelé Abdelkader Dahdouh.

Des projets en souffrance et de nouveaux plans de sauvegarde

Interrogé sur le volet de la restauration du patrimoine bâti dont l'office est en charge

depuis sa création en 2007, le directeur a cité quelques 45 opérations de restauration ou d'intervention d'urgence en cours dans des sites comme les fortifications d'Alger, la zaouïa Tidjanja de Boussemghoun (El Bayadh) et d'autre projets à Tlemcen et Constantine.

Il regrette cependant que de nombreux projets soient "à l'arrêt depuis quelques années" pour des "raisons administratives techniques et surtout financières dont le règlement prend beaucoup de temps".

Il estime aussi que pour dépasser ces entraves la restauration "ne peut être soumise à la même réglementation que toute autre projet de construction sans prendre en considération la spécificité et la complexité d'une intervention sur le patrimoine".

Abordant les efforts déployés pour la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel Abdelkader Dahdouh a évoqué le dernier plan de sauvegarde du site archéologique d'Hippone récemment publié et un autre plan en cours d'élaboration pour le site archéologique de Bethioua, "Portus

Magnus", près d'Oran. A une question sur l'implication de l'Ogebc dans la gestion et la restauration de la Casbah d'Alger, le directeur a rappelé que le dossier a été transféré aux services de la wilaya d'Alger en précisant que son établissement "se contente d'un rôle d'accompagnement tout en assurant le gardiennage des bâtiments inoccupés".

Il estime cependant que la sauvegarde d'un site classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco "nécessite parfois d'outrepasser la réglementation qui ne correspond pas à la spécificité du site pour appliquer des décisions strictes et adaptées".

Créé en 2007, l'Ogebc est en charge de la gestion, de la mise en valeur de l'entretien, et de la protection des biens culturels matériel sous sa tutelle dans 32 wilaya du pays.

Les sites archéologiques de Tipasa, Hippone (Annaba), Tiddis (Constantine), la Basilique de Sainte Crispine (Tébessa), les tombeaux de Masinissa, de Cléopâtre Séléne II, de l'Imedghacen ou encore les Djeddars de Frennda figurent parmi les sites exploités par l'office.

MALI

Le gouvernement autorise la réouverture des infrastructures culturelles

Le gouvernement malien a décidé jeudi de rouvrir les infrastructures culturelles fermées depuis le 11 mars en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus, ont rapporté vendredi des médias.

Dans une correspondance adressée aux structures du secteur, le gouvernement malien a indiqué que "cette reprise se fera dans le strict respect des gestes barrières relatifs au coronavirus".

Le 26 juillet dernier, la communauté des artistes et des acteurs culturels avait demandé la levée des mesures restrictives imposées dans le cadre de la prévention anti-épidémique qui entravent ses activités.

Cette réouverture des infrastructures culturelles intervient après celles des frontières aériennes et terrestres, ainsi que celle des infrastructures sportives le 28 juillet.

A ce jour, ce pays ouest-africain compte 2.552 cas confirmés, dont 124 décès et 1.954 guérisons, depuis le 25 mars.

CANADA

Feu vert pour les festivals et les événements culturels au Québec

Le gouvernement québécois a décidé de lever l'interdiction des festivals et des événements pour toutes les régions de la province francophone du Canada avec un maximum de 250 personnes.

La capacité du site doit permettre la distanciation sociale pour notamment les événements de nature sociale, commerciale, religieuse, culturelle, sportive, de loisir ou de divertissement, incluant les festivals entre autres.

Depuis le début de la crise due à la pandémie de Covid-19, les organisateurs de festivals et d'événements "ont fait preuve d'une résilience et d'une créativité remarquables", a indiqué le ministre du Tourisme après l'adoption mercredi du décret gouvernemental permettant un maximum de 250 personnes lors de rassemblements extérieurs.

«Aujourd'hui, nous les accompagnons dans le redémarrage de leurs activités, tout en assurant la sécurité de tous au moyen de balises claires», a-t-elle dit.

En cas d'infraction de cette nouvelle mesure de déconfinement, les responsables pourraient être contraints de payer une amende variant entre 1000 et 6000 dollars.

Le nombre de nouvelles contaminations au Covid-19 est en baisse au Québec. Vendredi, un bilan officiel fait état de 108 cas portant le total de personnes infectées à 60.241, alors que le nombre de décès des suites de la maladie est de 5.687.

APS

INDONÉSIE L'Indonésie impose une TVA de 10% sur les majors du Web

L'Indonésie a nommé de nouvelles entreprises technologiques qui seront obligées d'appliquer une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 10% sur les ventes aux clients indonésiens, y compris Facebook, Disney et TikTok, ont annoncé les autorités indonésiennes.

Le plus grand pays d'Asie du Sud-Est, qui compte près de 270 millions d'habitants, a annoncé le mois dernier une TVA de 10% sur les ventes des entreprises technologiques telles qu'Amazon, Netflix, Spotify et Google, alors que les habitudes de dépenses changent avec l'augmentation du travail à distance au milieu de la pandémie de coronavirus, qui a affecté les finances publiques.



ble et son assistant vocal Alexa.

En vertu de ces règles, les entreprises étrangères non-résidentes qui vendent des produits et services numériques en Indonésie d'une valeur d'au moins 600 millions de roupies (41 040 USD) par an, ou qui génèrent du trafic annuel d'au moins 12 000 utilisateurs, doivent payer la TVA de 10%.

Les géants de la technologie sont de plus en plus confrontés à des

régimes fiscaux plus rigoureux en Asie du Sud-Est, notamment en Thaïlande et aux Philippines, où la législation en attente d'approbation par la Chambre propose une TVA de 7% et 12% respectivement.

Le bureau des impôts indonésien a déclaré dans un communiqué qu'il continuait d'identifier d'autres entreprises technologiques pour les informer des règles fiscales numériques, ajoutant que le nombre

d'entreprises soumise à la TVA augmenterait probablement.

Les règles de TVA visent à créer des conditions de concurrence équitables entre les entreprises étrangères et locales et entre les entreprises conventionnelles et numériques, a-t-il déclaré.

L'Indonésie s'attend à une baisse annuelle de 13% des revenus de l'Etat cette année, car le Coronavirus perturbe l'activité commerciale.

USA - CHINE Trump interdit toute transaction avec le propriétaire chinois de TikTok d'ici 45 jours



Le président américain Donald Trump a signé un décret jeudi interdisant, d'ici 45 jours, toute transaction avec ByteDance, la maison-mère chinoise du réseau social TikTok.

Trump évoque une "urgence nationale" au sujet de l'application de vidéos légères qu'il accuse, sans preuve, d'espionner ses utilisateurs américains pour le compte de Pékin, dans un contexte de tensions commerciales et politiques avec la Chine.

Il a accepté lundi la possibilité qu'un groupe américain rachète Tik-

Tok, mais avant le 15 septembre, sous peine de bannir la plateforme.

Microsoft est en négociations avec ByteDance pour négocier une acquisition à marche forcée.

L'interdiction porte aussi contre la plateforme WeChat, qui appartient au géant Tencent.

"Comme TikTok, WeChat capture automatiquement de larges pans d'information sur ses utilisateurs, menaçant ainsi de donner accès au Parti communiste chinois à des informations personnelles sur les Américains", justifie le décret.

Le Sénat américain a

aussi adopté jeudi à l'unanimité un projet de loi qui interdit le téléchargement et l'utilisation de TikTok sur tout appareil délivré par le gouvernement à ses employés ou aux membres du Congrès.

"TikTok représente un risque de sécurité majeur et n'a pas sa place sur les appareils du gouvernement", a tweeté le service de presse du sénateur républicain Josh Hawley, co-auteur du texte.

Après son passage au Sénat, contrôlé par les républicains, ce texte devra encore être approuvé par la Chambre des représentants, à majorité démocrate, pour que Donald Trump puisse ensuite le promulguer.

Mercredi, le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo avait prévenu que les Etats-Unis souhaitaient bannir des téléphones américains non seulement TikTok mais aussi d'autres applications chinoises jugées à risque pour la sécurité nationale.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE : SKIKDA
DAIRA DE : SKIKDA
COMMUNE DE : HAMADI KROUMA
NIF : 51.94147

N° : 06 / B.M.F.M / 2020

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITE MINIMALES

Un avis d'appel d'offres national avec exigence de capacité minimale est lancé par le président de l'APC de Hamadi Krouma

AMENAGEMENT URBAIN DES CITES ET DES ROUTES A TRAVER COMMUNE DE HAMADI KROUMA EN(10) DIX LOTS SEPARES

- LOT 1. AMENAGEMENT CITE AUTO CONSTRUCTION HAMADI KROUMA
- LOT 2. AMENAGEMENT Cité 276 LOGEMENT HAMADI KROUMA
- LOT 3. AMENAGEMENT EXTERIEUR 10 LOCAUX CITE 33 LOGEMENTS HAMADI KROUMA
- LOT 4. REHABILITATION DU CITE 80 LOGEMENTS HAMADI KROUMA
- LOT 5. AMENAGEMENT TROTTOIR PASSAGE TAGHANE ALOUA HAMROUCH HAMOUDI
- LOT 6. AMENAGEMENT LA ROUTE ENTRE SALLE DE SOIN ET L'ECOLE PRIMAIRE BEKOUCHE ABDELAH HAHAMOUDI HAMADI KROUMA
- LOT 7. AMENAGEMENT LA ROUTE ENTRE LYCEE HAMADI KROUMA ET CENTRE DE CULTURE HAMADI KROUMA
- LOT 8. AMENAGEMENT LA ROUTE ENTRE LA POSTE ET SALLE DES FETTES JARDI HAHAMOUDI HAMADI KROUMA
- LOT 9. REALISATION MUR EN PIERRE NATURELLE OUED ATTA HAMADI KROUMA
- LOT 10. AMENAGEMENT ESPACE ET TERRAIN DE SPORT LACCI DE CITE TAGHANE ALLAOUA.

Le présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux entreprises qualifiées :

POUR LES LOTS 01 -02-04-06-07 : les entreprises et groupement d'entreprises de droit algérien qualifiées travaux publics en activité principale classées à la catégorie trois (03) ou plus, dont le certificat de qualification et de classification professionnelle est en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

Dans le cas de groupement le chef de file doit être majoritaire, et satisfaire la condition exigée ci-dessus, concernant les autres membres doivent être qualifiés en travaux publics activité principale classées à la catégorie trois (03) ou plus, dont le certificat de qualification et de classification professionnelle est en cours de validité, à la date d'ouverture des plis

POUR LES LOTS N° -05-08 : ce lot et destine aux petites et moyennes entreprises PME dans le cadre de l'ANSEJ - CNAC en priorité dans le cas de participation « spécialité bâtiment »(doivent présentées la décision d'octroi correspondante conformément à l'article 06 de l'arrête interministérielle du 29 avril 2014 fixant les modalités d'octroi préférentiel de la commande publique aux micro-entreprise), dans le cas contraire il sera pris compte des soumissionnaire qualifiées activité principale en bâtiments, à la catégorie une (01) et plus dont le certificat de qualification et de classification professionnelle est en cours de validité, à la date d'ouverture des plis

POUR LES LOTS N° -03-08 : ce lot et destine aux petites et moyennes entreprises PME dans le cadre de l'ANSEJ - CNAC en priorité dans le cas de participation « spécialité travaux publique »(doivent présentées la décision d'octroi correspondante conformément à l'article 06 de l'arrête interministérielle du 29 avril 2014 fixant les modalités d'octroi préférentiel de la commande publique aux micro-entreprise), dans le cas contraire il sera pris compte des soumissionnaire qualifiées activité principale en travaux publique, à la catégorie une (01) et plus dont le certificat de qualification et de classification professionnelle est en cours de validité, à la date d'ouverture des plis

POUR LE LOT N°10 : les entreprises et groupement d'entreprises de droit algérien qualifiées bâtiments en activité principale ou secondaire, classées à la catégorie deux (02) ou plus, spécialité terrains synthétiques Code 339 3721 , Code 339 3722 , Code 339 3723 dont le certificat de qualification et de classification professionnelle est en cours de validité à la date d'ouverture des plis

Dans le cas de groupement le chef de file doit être majoritaire, et satisfaire la condition exigée ci-dessus, concernant les autres membres doivent être qualifiées bâtiments en activité principale ou secondaire, classées à la catégorie deux (02) ou plus, et spécialité terrains synthétiques Code 339 3721 , Code 339 3722 , Code 339 3723 dont le certificat de qualification et de classification professionnelle est en cours de validité, à la date d'ouverture des plis.

« Les entreprises intéressées sont appelées à retirer les cahiers des charges auprès de l'APC (régisseur) contre paiement d'une somme de : 3.000,00 DA

CONTENU DE L'OFFRE

Les offres doivent comprendre:

UN DOSSIER DE CANDIDATURE : (déclaration de candidature , déclaration de probité ,capacités professionnelles, etc....).

UNE OFFRE TECHNIQUE : (déclaration a souscrire, un mémoire technique, le pv de visite du site, etc. ...)

UNE OFFRE FINANCIERE : (lettre de soumission, bordereau des prix unitaires, devis quantitatif et estimatif)

Conformément à l'article 12 du cahier des charges de l'appel d'offres.

Les offres doivent comporter « un dossier de candidature », « une offre technique » et « une offre financière ».

« Le dossier de candidature », « l'offre technique » et « l'offre financière » sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe extérieure cachetée et anonyme, comportant la mention :

« A ouvrir par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°...../2020- l'objet de l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales :

Les offres établies par les soumissionnaires devront être déposée à l'APC de Hamadi Krouma, et non envoyée par courrier postal.

Les offres établies par les soumissionnaires devront être déposés à : Secrétariat Générale : À Monsieur le Président de l'APC de Hamadi Krouma) est non envoyées par courrier postal.

Le dépôt des offres est fixé au dernier jour correspondant au délai de préparation des offres fixé à : 15 JOURS Comptés à partir de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans la presse à diffusion nationale avant quatorze (14) heures (14h00 nm)

L'ouverture des plis techniques et financiers se fera le même jour de dépôt des offres à 14h00 en séance publique et au siège de l'A.P.C de Hamadi Krouma en présence des soumissionnaires intéressés.

Si ce jour coïncide un jour de repos légal, le délai de préparation des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant. L'ouverture des offres (techniques et financières) se fera en une seule séance.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée égale aux délais de préparation des offres augmentées de trois (03) mois comptés de la date d'ouverture des plis.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Aux yeux de tous



En 2015, Ray Kasten, ancien agent du FBI qui poursuit depuis des années ses investigations sur un meurtre resté impuni, retrouve Claire Sloane, procureure, pour tenter de la convaincre de rouvrir l'affaire. Il se souvient alors de sa rencontre avec Claire, 13 ans plus tôt, à Manhattan, alors que l'essentiel de son travail d'enquête se concentrait sur la lutte antiterroriste. C'est à la même époque que Carolyn, la fille de Jessica Cobb, sa collègue, est retrouvée morte dans une benne à ordures.

France 2 21:05

L'amour c'est mieux à deux



Michel se marie et il a choisi son meilleur ami Vincent, avocat, pour être son témoin. Un an plus tard, dans le bureau de ce dernier, Michel signe les papiers de son divorce. Bientôt, Vincent pense lui avoir trouvé la femme idéale, en la personne d'Angèle et arrange un rendez-vous entre eux. Le courant passe et ils sortent ensemble. Mais Michel découvre vite que cette idylle n'est pas le fruit du hasard.

France 3 20:55

Le silence de l'eau



C'est jour de fête à Castel Marciano, village tranquille de bord de mer, près de Trieste. Une jeune fille de 16 ans, Laura, disparaît soudainement. Le commissaire de police, Andrea Baldini, entame les recherches. Les dernières personnes qui l'ont vue affirment qu'elle était allée plonger depuis une falaise vertigineuse. Lorsque le corps de l'adolescente est repêché en mer, toute la bourgade est en émoi. Luisa Ferrari, la commissaire de la police criminelle de Trieste, est envoyée sur place pour mener l'enquête.

CANAL+ 20:45

Football / Match amical



A deux semaines de la reprise de la Ligue 1, prévue le 23 août prochain, Valentin Rongier et les Marseillais poursuivent leur série de matchs amicaux ce soir face aux crocodiles nîmois. Au coup d'envoi, André Villas-Boas, le coach de l'OM, pourrait aligner un onze de départ assez proche de celui qui débutera la saison au Stade Vélodrome contre Saint-Etienne. Les Phocéens affrontent une solide équipe nîmoise emmenée notamment par son buteur Nolan Roux qui débutera en L1 à domicile contre Brest. Ce derby du sud s'annonce engagé et se pose comme un excellent test pour les deux clubs.

6 21:05

Capital



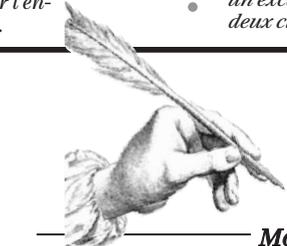
De petit village de pêcheurs, Saint-Tropez, dans le Var, est devenue une station balnéaire très courue et même une marque internationale. De nombreux entrepreneurs ont bien compris que le label «Saint Trop» fait vendre et proposent ainsi toutes sortes de produits. En Vendée, Saint-Jean-de-Monts voit chaque été plusieurs dizaines de milliers de touristes poser leurs valises dans ses nombreux campings, villages vacances, hôtels et résidences secondaires. Une attractivité qui fait le bonheur des petits commerçants, de l'hypermarché local et de la mairie.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2525

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



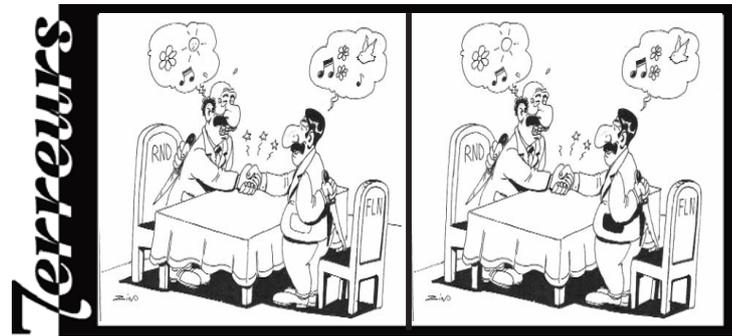
«Et c'est parfois dans un regard, dans un sourire Que sont cachés les mots qu'on n'a jamais su dire»

Yves Duteil

Mots croisés n°2525

- Horizontalement :**
- 1 - Pas très développé
 - 2 - Clarifié - Trop souvent employés
 - 3 - Hauts et forts - Sigle de société
 - 4 - Peut-être bizarre, mais c'est comme ça - Sans ressort
 - 5 - Eventuellement roi du pétrole - Changer d'ambiance
 - 6 - Romain qui vécut une actualité brûlante - Faire un roman
 - 7 - Autrefois jouvenceaux et jouvenceuses - Attira
 - 8 - Elles vivent au large
 - 9 - Vin de couleur - Indication de numéro d'oeuvre - Futur amiral...
 - 10 - Il va lentement au Brésil - Langages difficiles - Au au labo
- Verticalement :**
- A - Prendra conscience de la réalité
 - B - Finale - Règle générale
 - C - Radicaliserai
 - D - En cet endroit - Bien habituées
 - E - Ne le cherchez pas à quatorze heures - Refus très précis
 - F - Lieux de délices - Bêcheur
 - G - Poitrine pour le titi - Groupe de graines
 - H - Brochures parfois séduisantes
 - I - Rigide - Virtuose
 - J - Petite bourguignonne - Voisins du scalpel
 - K - Repasse le plat - Eau turinoise
 - L - Lanceuse d'Ariane - Répondre

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



VOILE (FÉDÉRATION MONDIALE)

La conférence annuelle et l'AG annuelle auront lieu par voie électronique

La Fédération mondiale de voile (World Sailing) a décidé de tenir sa conférence annuelle-2020 et son Assemblée générale annuelle (AGA) par voie électronique, en raison des défis mondiaux causés par la pandémie COVID-19.

Les travaux des deux activités devaient avoir lieu à Abu Dhabi en Emirats arabes unis, à partir du 24 octobre, suivi, le 1er novembre, de l'Assemblée générale concluant la réunion.

"En raison des restrictions de voyage en cours, le conseil d'administration de World Sailing a décidé de tenir ses travaux annuels par voie électronique, conformément à une résolution spéciale écrite approuvée par les autorités nationales membres de World Sailing en juin" a indiqué l'instance mondiale sur son site officiel.

La conférence annuelle de World Sailing comprend un certain nombre de réunions de commissions, de sous-comités, de comités et de conseils. Ces réunions seront également organisées par voie électronique. Sous réserve de l'approbation du World Sailing's Council, le principal organe décisionnel de World Sailing, Abu Dhabi accueillera désormais la conférence annuelle et l'AGA 2021 du 20 au 31 octobre.

A l'instar des assemblées générales de fin de mandat, celle d'Abu Dhabi portera sur les élections du président et des vice-présidents de la Fédération pour un mandat de quatre ans.

Tous les membres de la Fédération en règle ont le droit de se faire représenter et de voter pour le président et sept vice-présidents.

Le comité d'élection de World Sailing a ouvert la procédure des candidatures pour l'élection 2020 du président et des vice-présidents de World Sailing. La date limite pour la clôture des candidatures est le dimanche 6 septembre 2020 (huit semaines avant l'Assemblée générale).

CYCLISME / ALGÉRIE - PANDÉMIE

Une formation en ligne, ce samedi, au profit des Commissaires de courses

Une formation en ligne, à l'intention des Commissaires de courses, sera organisée ce samedi, à partir de 18h00, par la Commission de réglementation, d'arbitrage et de désignation de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), a-t-on appris vendredi auprès de cette instance.

"Cette formation, prévue en mode visioconférence et ayant pour thème : la réunion des Directeurs sportifs (Critérium), sera assurée par l'expert Abdelaziz Laouamri" a encore précisé la FAC dans un communiqué.

En effet, même en ces temps de pandémie, l'instance fédérale a décidé de poursuivre certaines de ses activités, en attendant le retour à la normale.

Il s'agit d'ailleurs de la deuxième formation en ligne, en l'espace de seulement quatre jours, après celle qui a été organisée mercredi dernier, également à l'intention des Commissaires de courses.

Cette première formation a été animée par Mr Amar Boutarfa, et elle avait pour thème : les licences, le départ, l'arrivée et les dossards.

De nouvelles connaissances dans le domaine, qui seront probablement très utiles à ces Commissaires à la reprise de la compétition, car ils pourront dès lors les mettre en pratique.

APS

FUSION MCA-GSP

L'AGex du MCA largement en faveur de la fusion

Les membres de l'Assemblée générale du Mouloudia club d'Alger (MCA), réunis jeudi en session extraordinaire (AGex) à Alger, se sont prononcés en faveur de la fusion avec le Groupement sportif des pétroliers (GSP), actant ainsi la réunification des deux clubs algérois.

Sur le total des 93 membres que compte l'AG du MCA, 64 ont répondu présent et ont majoritairement voté par "Oui", à main levée, alors que leurs homologues du GSP avaient approuvé la fusion lors de leur assemblée extraordinaire, tenue mercredi.

Dans une déclaration à l'APS, le président du club sportif amateur (CSA/MCA), Turki Messaoudi, a estimé que la réussite de cette fusion est "un grand jour dans l'histoire du Doyen, après les multiples obstacles qui ont bloqué la réalisation de ce projet".

"C'est un moment historique pour le Mouloudia, qui récupère 13 sections sportives évoluant désormais sous le sigle du MC Alger.

C'était une mission difficile, mais grâce à Dieu nous avons réussi à concrétiser ce projet par la volonté de nos dirigeants, qui ont travaillé dans le climat de la nouvelle Algérie, pour rassembler la famille du MC Alger et offrir le meilleur des cadeaux aux supporters pour le centenaire du club", a-t-il ajouté. Cette

AGex a également abouti à la mise en place d'une commission mixte entre les dirigeants des deux clubs pour faire aboutir la fusion dans les plus brefs délais. "Nous avons une feuille de route pour concrétiser ce projet avec nos collègues du GSP.

Nous allons nous réunir et enclencher rapidement les processus administratifs pour concrétiser la fusion entre le MCA et le GSP", a fait savoir le président du CSA/MCA.

Concernant les titres remportés par le GSP depuis sa création en 2008, Turki Messaoudi a assuré que "le projet de fusion inclus les athlètes, les techniciens, les administrateurs ainsi que le palmarès, comme cela avait été le cas en 2008 pour le GSP", insistant sur le fait que "le MCA et le GSP sont désormais une seule famille". Les travaux de l'AGex du MC Alger a enregistré la présence de plusieurs fi-



gures du club algérois, dont les joueurs de l'équipe de football championne d'Afrique en 1976, à savoir Zoubir Bachi, Anouar Bachta et Omar Betrouni, ou encore le célèbre sélectionneur national de handball, Abdelaziz Derouaz. Cette fusion sera plutôt une "absorption", puisque le GSP, avec ses 13 sections sportives, évoluera désormais sous le sigle du MC Alger. Une fois la fusion opérée, le MCA nouvelle version comptera 15 sections, celles existant déjà dans les deux clubs, comme le tennis de table et l'escrime, ne for-

meront désormais qu'une.

En juin 2008, la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach s'était retirée du MCA, en créant sa propre association sportive, le GSP, tout en restituant au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le sigle du club. Rattaché au groupe Sonatrach, le GSP avait gardé 13 sections sportives, à l'exception du football, qui avait été restitué en 2001 à l'association El-Mouloudia. Avant cela, en 1977, le MJS avait confié la gestion du MCA à Sonatrach, dans le sillage des réformes sportives de l'époque.

JAJ-2022

«Le CE de l'ACNOA inquiet de l'état d'avancement des préparatifs de l'édition de Maseru au Lesotho

Le Comité exécutif de l'Association des comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) n'a pas caché son inquiétude sur l'état d'avancement actuel des préparatifs des prochains Jeux africains de la jeunesse (JAJ), prévus à Maseru au Lesotho en 2022, préparations et état d'avancement.

Lors d'une réunion extraordinaire, sous le thème "Maseru-2022, préparations et état d'avancement", tenue en visioconférence est dirigée par le président de l'ACNOA, Mustapha Berraf, les membres du CE ont soulevé un ensemble de préoccupations sur l'état d'avancement des préparatifs et le niveau d'implication du gouvernement du Lesotho, a indiqué l'instance africaine dans un communiqué dont l'APS possède une copie.

Les appréhensions du Comité exécutif ont été exprimées après avoir écouté le rapport du Comité d'organisation des Jeux au Lesotho-2022, la

présidente Mme Mathlohang Moiloa-Ramoqopo, également vice-présidente de l'ACNOA. Le rapport s'est appuyé sur le point des préparatifs, les infrastructures, la stratégie de financement et l'organisation pratique des jeux.

"Après 4 mois de confinement du à la pandémie du coronavirus, le CNO du Lesotho a rassuré les participants quant aux mesures prises par le Pays depuis le 29 mars 2020, affirmant néanmoins que la lutte contre la Covid-19 a eu un impact sur les préparatifs", a expliqué le Comité d'organisation, rappelant qu'un nouveau gouvernement a pris ses fonctions dans le pays poussant à ralentir les procédures.

Des entrefaites ont emmené des membres du CE de l'ACNOA de poser plusieurs questions et certains d'entre eux ont demandé, même de reporter les Jeux en 2023 ou en 2025, afin de donner plus de temps au pays hôte de se préparer et permettre de pré-

sender des JAJ de haute facture. Intervenant à son tour, le président de l'ACNOA, Mustapha Berraf a souligné la nécessité de laisser le temps au CNO du Lesotho de discuter avec le gouvernement nouvellement désigné pour faire le point de la situation.

"D'ici la fin août, une nouvelle réunion du comité exécutif sera convoquée pour décider de ce que nous devons faire pour ces jeux.

Nous devons prendre en considération toutes les données de l'équation", a suggéré le président.

Le Président de l'instance africaine a insisté, surtout, sur le devoir de soutenir le Lesotho pour l'organisation des JAJ. Outre les membres du Comité exécutif, la réunion a enregistré la participation du président de la commission d'éthique de l'ACNOA et membre honoraire du CIO, Sam Ramsamy et le Directeur de la solidarité olympique du CIO, James McLeod.

FORMULE 1

5 écuries comptent faire appel de la décision sur les écopes de frein de Racing Point

Cinq écuries de Formule 1 comptent faire appel de la décision concernant les écopes de frein de l'écurie Racing Point, accusée de les avoir copiés sur celles de Mercedes, a indiqué samedi un porte-parole de la Fédération internationale de l'automobile (FIA).

"Nous avons reçu la confirmation que cinq écu-

ries ont l'intention de faire appel", a-t-il déclaré à la presse.

Renault a déposé plainte contre Racing Point, l'accusant d'avoir copié sur Mercedes ces pièces essentielles au refroidissement du système de freinage et à l'aérodynamisme des monoplaces.

La FIA lui a donné raison

vendredi, mais n'a pas déclaré les écopes visées illégales, ce qui permet à Racing Point de continuer à les utiliser.

Toutefois, cette écurie s'est vu retirer 15 points au classement du Championnat du monde des constructeurs, tout en écopant d'une amende de 400.000 euros.

Les cinq écuries qui ont

manifesté leur intention de faire appel sont Renault, Ferrari, McLaren, Williams et Racing Point, a indiqué la FIA.

Les cinq écuries en question disposent encore de 96 heures pour confirmer leur intention de faire appel et en exposer les motifs, compte tenu de la complexité du dossier.

NASR ESSENIA Une accession historique en DNA malgré les obstacles

Le club de Nasr Essenia (Oran) a réussi sa deuxième accession de rang, puisqu'il évoluera désormais la saison prochaine et pour la première fois de son histoire en Division nationale amateur (DNA).

La sixième place qu'occupait cette formation à l'issue de la 26e journée et l'arrêt définitif du championnat inter-régions, à l'instar de toutes les compétitions sportives à cause de la pandémie de coronavirus, a permis aux Oranais de se hisser au troisième palier grâce au nouveau système pyramidal de compétition.

Auréolé de sa très belle saison réalisée lors de l'exercice 2018-2019, quand le club a dominé de la tête et des épaules son groupe Ouest de la Régionale 1 (Ligue d'Oran), le "Nasr" a poursuivi sur la même lancée au cours des premières journées de la saison en cours.

Cependant, des problèmes d'ordre financier ont freiné cette équipe dans son élan, reculant dans le classement en faveur des autres prétendants, à leur tête le WA Mostaganem qui est alors parvenu à s'envoler en tête du tableau, assurant même la montée avant l'heure, a déploré à l'APS le président du club, Nacer Yahiaoui.

"Hormis la subvention allouée par l'APC d'Essenia, qui est de l'ordre de 9,2 millions de dinars, j'étais dans l'obligation de prendre en charge le club avec mon propre argent", a-t-il souligné. Il n'en demeure pas moins que la décision du bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) portant sur la fin prématurée du championnat, a permis à la formation de la banlieue oranaise de réaliser son premier



objectif, celui d'accéder en DNA. En fait, lorsque l'équipe était sur la voie de monter en Inter-régions, tout le monde dans le club était unanime à voir grand en se fixant l'accession en Ligue 2 comme objectif à moyen terme, a indiqué le même responsable.

Retour gagnant de l'entraîneur Maghfour

C'est dire que le club est sur le bon chemin pour atteindre son but, même si son président insiste sur "le manque de moyens financiers", un paramètre qui est en passe, selon lui, de chambouler ses plans.

D'ailleurs, cet aléa a failli jouer un mauvais tour aux gars d'Essenia lors de l'ancien exer-

cice, si ce dernier était allé à son terme, surtout après la baisse de régime de leurs capés au cours de la deuxième partie de la saison.

"Après un très bon départ, les joueurs commençaient à s'impatisser pour leur argent. Ils ont même recouru à des grèves à répétition, alors que certains d'entre eux ont carrément quitté le club.

Même l'entraîneur, Dhillis Mekhfi, a quitté les rênes techniques, ce qui nous a mis dans l'embarras", a-t-il encore dit.

Cette situation n'a pas pour autant découragé le jeune président, en poste depuis 2016, qui a fait appel à Youcef Maghfour, l'architecte de la montée de l'équipe en Inter-régions la

saison passée, avec à la clé un parcours de premier ordre.

"Le retour de Maghfour a contribué grandement à cette deuxième accession de suite.

Je remercie aussi les joueurs qui ont fait preuve de beaucoup de patience, en dépit de leur situation financière difficile", a poursuivi Nacer Yahiaoui, souhaitant que cette accession en DNA incite les autorités locales "à s'impliquer davantage dans la gestion du club en lui accordant plus d'intérêt sur le plan financier".

D'ailleurs, le même responsable, dont le mandat à tête du club vient d'expirer, subordonne sa candidature pour un autre mandat à "des garanties de la part des autorités locales".

ES SÉTIF

Draoui retourne au CR Belouizdad

Le milieu défensif de l'ES Sétif, Zakaria Draoui (26 ans), s'est engagé jeudi pour un contrat de trois saisons avec le CR Belouizdad, signant ainsi son retour chez le champion d'Algérie, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de football.

Le Chabab s'offre ainsi sa première recrue estivale, au lendemain de l'ouverture officielle de la période des transferts d'été qui s'étalera jusqu'au 27 octobre.

En mai 2018, Draoui avait quitté le club de Laâquiba, alors en pleine crise, pour s'engager avec la formation sétifienne,

mais sans pour autant parvenir à s'imposer (34 apparitions/1 but).

Avant de penser à renforcer son équipe première, le Chabab a engagé de jeunes éléments pour intégrer l'équipe des réserves, à l'image du défenseur central Redouane Chouti (18 ans/USM Bel-Abbès) et du milieu de terrain Houssam-Eddine Mrezigue (20 ans/MC Alger) qui se sont engagés pour un contrat de quatre saisons.

Peu après la suspension du championnat le 16 mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), la CRB a pro-

longé certains de ses tauliers, à l'instar des deux défenseurs Chouaïb Keddad (26 ans) et Zine Al-Abidine Boulekhroua (30 ans), ainsi que le milieu de terrain défensif Billel Tarikat (29 ans).

Le CRB a été déclaré champion d'Algérie 2019-2020, suite à la décision prise par le Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF) de mettre fin à l'exercice, impacté par la pandémie de Covid-19, en approuvant les résultats de la consultation écrite initiée auprès des membres de l'assemblée générale.

L'entraîneur Kouki OK pour prolonger son contrat de deux saisons

L'entraîneur tunisien de l'ES Sétif, Nabil Kouki, a trouvé un "accord final" avec la direction pour prolonger son contrat de deux saisons, a annoncé mercredi soir le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

"La direction a trouvé un accord final avec Kouki, ce dernier

va prolonger dans les prochaines heures son bail pour deux saisons", indique l'Entente dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Kouki, qui avait rejoint Sétif au mois d'octobre 2019, en remplacement de Kheireddine Madoui, est parvenu à redresser la barre en championnat, per-

mettant à son équipe de réaliser une remontée spectaculaire au classement.

L'ESS a terminé la saison 2019-2020, définitivement arrêtée en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), à la troisième place derrière le CR Belouizdad (champion) et le MC Alger. En Coupe d'Algérie,

l'ESS est toujours en course pour se qualifier au dernier carré. Elle devait affronter son voisin le CABB Arreridj en quarts de finale (retour), après avoir fait match nul 1-1 à l'aller à Bordj. La Fédération algérienne (FAF) ne s'est toujours pas prononcée sur la suite à donner à l'épreuve populaire.

Arfi deuxième recrue estivale de la JSK

Le jeune meneur de jeu du RC Arbaâ (Div.2 algérienne de football) Arfi Houdeïfa, s'est engagé pour un contrat de cinq ans avec la JS Kabylie, a annoncé jeudi le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football sur sa page officielle Facebook.

"La JSK s'est offerte une jeune pépite. Agé de 19 ans, Arfi, enfant du RC Arbaâ, est un international des moins de 20 ans (U-20)", écrit la formation kabyle dans un communiqué. Il s'agit de la deuxième recrue estivale des "Canaris", après le défenseur

du RC Kouba Mehdi Ferrahi, signataire mercredi d'un contrat de trois saisons avec la JSK. La période des transferts d'été s'ouvre officiellement mercredi et s'étalera jusqu'au 27 octobre. Le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été fixé.

ASM ORAN Les catégories jeunes exposées à une énième saignée

Les équipes des catégories jeunes de l'ASM Oran sont exposées à nouveau à une saignée dans leurs effectifs au cours de l'actuel mercato estival, dont le coup d'envoi a été donné mercredi, s'est inquiété jeudi le directeur technique de ces catégories, Mahieddine Bekhat.

"Comme à chaque intersaison, nos jeunes font l'objet de convoitises de la part de plusieurs clubs. Ces derniers leur promettent monts et merveilles.

Cette année, on n'a pas dérogé à la règle, puisque l'on compte déjà quelques jeunes talents qui ont opté pour d'autres clubs de la Ligue 1", a regretté ce technicien.

Réputée pour être l'une des meilleures écoles de football en Algérie, l'ASMO a tout le temps été un vivier de bons joueurs qui partent souvent monnayer leurs talents ailleurs, ce qui a valu au club de patauger dans le deuxième palier depuis plusieurs saisons, estiment les observateurs.

La formation de "M'dina J'dida" s'est même montrée incapable de saisir l'opportunité offerte par la Fédération algérienne de football (FAF) de fixer à quatre le nombre des clubs qui accèdent en Ligue 1 au lieu de trois, pour retrouver l'élite, rappelle-t-on.

"Tout le monde est au courant des véritables problèmes auxquels est confronté notre club et qui l'empêchent de retrouver la place qui est la sienne.

Ces problèmes sont essentiellement d'ordre financier et cela justifie aussi le départ massif de nos jeunes talents vers d'autres horizons à l'issue de chaque exercice", a encore expliqué le directeur technique des catégories jeunes de l'ASMO à l'APS.

Ces problèmes sont d'ailleurs derrière la baisse de régime des équipes des jeunes du club ces dernières saisons comme l'attestent leurs parcours en coupe d'Algérie de leurs catégories respectives, a-t-il poursuivi.

"Jadis, on parvenait à atteindre des stades avancés en coupe d'Algérie des catégories jeunes, mais ce n'est plus le cas dans les derniers exercices.

Cette saison par exemple, seuls les U19 et U14 ont atteint les quarts de finale avant de se faire éliminer", a-t-il déclaré, appelant au passage la direction du club à "accorder plus d'intérêt aux catégories jeunes en signant des contrats professionnels aux meilleurs".

"A chaque fois que l'équipe première est en difficulté, parce que ses joueurs boudent les entraînements pour réclamer leur argent, le staff technique recourt aux jeunes du club qui sauvent souvent la face.

Ces jeunes méritent à mon avis plus d'égards", a-t-il souligné, informant que seuls cinq d'entre eux possèdent des contrats professionnels, "ce qui facilite le départ des autres talents vers d'autres formations".

PREMIER LEAGUE (MANCHESTER CITY) MEILLEUR JOUEUR DU CLUB Mahrez termine deuxième derrière De Bruyne

L'ailier international algérien Riyad Mahrez a terminé à la deuxième place, derrière le Belge Kevin De Bruyne, désigné meilleur joueur de la saison de Manchester City, vice-champion d'Angleterre de football.

Kevin De Bruyne, plébiscité devant Mahrez (53 matchs, 15 buts et 15 passes décisives, toutes compétitions confondues) et l'Espagnol David Silva, a été récompensé de sa belle saison 2019-2020. De Bruyne succède au Portugais Bernardo Silva qui avait obtenu le titre lors de la saison écoulée.

Le milieu offensif belge âgé de 29 ans a marqué 15 buts et délivré 23 passes décisives en 46 rencontres, pour 13 réalisations et 20 passes en 35 matches de Premier League. La saison du "Diable Rouge" n'est pas encore terminée, puisqu'il est attendu vendredi soir sur la pelouse de l'Etihad Stadium pour le 1/8e de finale (retour) de la Ligue des Champions contre le Real Madrid. En match aller, les "Cityzens" s'étaient imposés à Santiago-Bernabeu (2-1). (APS) Football/Algérie/clubs

Leeds prêt à offrir 25 millions de livres pour Benrahma

Leeds, nouveau promu en Premier League anglaise de football, est prêt à offrir 25 millions de livres sterling pour obtenir la signature de la star algérienne de Brentford, Saïd Benrahma, rapporte jeudi la presse locale.

Selon le Daily Mirror, le propriétaire de Leeds, Andrea Radziszynski, a laissé entendre que le club était disposé à battre son record de transfert pour recruter l'international algérien dont le club, Brentford, n'a pas réussi à obtenir l'accession en Premier League après sa défaite 2-1 (a.p) contre Fulham en finale des barrages.

Leeds ne serait pas toutefois le seul club anglais à vouloir bénéficier des services de Benrahma (17 buts en championnat), puisque Tottenham et West Ham sont sur ses traces, indique-t-on de même source.

De même qu'Aston Villa qui a, par le biais de son patron Dean Smith, affiché son désir de se renforcer pour la prochaine saison. Néanmoins, le patron de Brentford, Thomas Frank, a insisté après la défaite face à Fulham sur la volonté du club à garder ses meilleurs atouts. "Nous avons joué une excellente saison et nous avons de bons joueurs. Il est bien sûr naturel qu'il y ait de l'intérêt", a-t-il indiqué à Sky Sports.

APS

LIGUE 1

L'USMA répond au CS Sfaxien pour Benchaâ

La direction de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), a indiqué mercredi soir, que le CS Sfaxien (Div.1 tunisienne) n'avait à aucun moment sollicité le club algérois pour lever l'option d'achat de l'attaquant Zakaria Benchaâ, dont le prêt a été prolongé jusqu'au 30 septembre prochain, contrairement à un communiqué publié par le club tunisien.

"A travers son site officiel, la direction du CSS a fait savoir qu'elle a saisi la fédération tunisienne (FTF) et la Fédération internationale (Fifa) pour l'activation de l'option d'achat.

Pourtant, dans une correspondance adressée à la direction de l'USMA le 30 juillet 2020, les dirigeants du CSS ont sollicité la collaboration de l'USMA afin de prolonger le contrat de prêt vu que le joueur était blessé et n'a disputé aucune minute en match officiel, (...) mais surtout qu'aucune décision de reprise de championnat algérien n'a été prise", a indiqué l'USMA dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Le club algérois a annoncé mercredi avoir prolongé le prêt de son attaquant Zakaria Benchaâ jusqu'au 30 septembre au CS Sfaxien, et réintégrera les rangs des "Ro uge et Noir" le 1e octobre.

"Quelle mouche a donc piqué les responsables du CSS ? A quoi jouent-ils ? Que nos



chers supporters soient rassurés : Benchaâ reviendra bel et bien chez nous à la fin du championnat de Tunisie prévu le 30 septembre", ajoute l'USMA. Le club algérois a même publié la correspondance reçue de la part du CSS, ce dernier a clairement indiqué "que le club a accepté de signer

un accord tripartite entre nos clubs et le joueur dans lequel le joueur dispute avec le CS Sfaxien les matchs restants du championnat tunisien, à condition qu'il réintègre l'USMA avant la fermeture de la période de transferts en Algérie".

Benchaâ (23 ans) avait été prêté en janvier dernier jusqu'à

la fin de la saison, avec option d'achat, au CS Sfaxien, actuel 2e au classement du championnat tunisien. Le natif d'Oran s'était engagé avec l'USMA en 2018 pour un contrat de trois ans. Le joueur formé au MC Oran avait eu une courte expérience en France puis en Russie, avant de rentrer au pays.

L'USMA en discussions avec le PAC pour le transfert définitif de Benkhelifa

La direction de l'USM Alger a entamé des négociations avec son homologue du Paradou AC, pour le transfert définitif du milieu défensif Tahar Benkhelifa, dont le prêt d'une saison a pris fin, rapporte jeudi soir le club pensionnaire de la Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook.

L'USMA a souligné également qu'elle avait remboursé ses dettes auprès du Paradou AC concernant les prêts Tahar Benkhelifa et d'Abderaouf Benguit, ce dernier avait rejoint depuis l'ES Tunis en 2019

pour un contrat de quatre ans. Avant son arrivée à l'USMA, Benkhelifa (26 ans), formé au Paradou AC, avait porté le maillot de la JS Kabylie lors de la saison 2018-2019, le club kabyle avait été tellement satisfait de son rendement qu'il voulait racheter son contrat. Mais c'est finalement l'USMA qui avait réussi à remporter l'enchère.

L'USMA a annoncé mercredi soir l'arrivée du nouvel entraîneur français François Ciccolini, en remplacement de Mounir

Zeghdoud, dont le contrat est arrivé à terme à l'issue de la fin de la saison, définitivement suspendue par le Bureau fédéral de la fédération algérienne (EAF), en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

Le club algérois a dévoilé le nouveau staff technique composé également de Benaraïbi Bouziane (entraîneur-adjoint), alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à l'ancien portier international Mohamed Benhamou.

La présence d'Antar Yahia a influencé Ciccolini pour venir à l'USMA

Le nouvel entraîneur français de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) François Ciccolini, a déclaré que la présence du directeur sportif Antar Yahia, a fini par le convaincre de s'engager avec les Usmistes, tout en exprimant sa fierté de faire partie de la famille d'un club "au grand palmarès".

"Je suis très content et fier de rejoindre l'USMA, qui a un grand palmarès avec des joueurs de talent.

C'est aussi le fait qu'Antar Yahia soit là, qui a fait pencher la balance", a indiqué le technicien corse dans une déclaration vidéo diffusée mercredi soir sur la page officielle Face-

book de l'USMA. Ciccolini (58 ans), qui reste sur une expérience avec le Gazélec Ajaccio (National 2/4e Division en France) lors de la saison 2019-2020, succède ainsi à Mounir Zeghdoud, arrivé en mars dernier en remplacement de Dziri Bilal qui avait quitté son poste à l'amiable, à l'issue de la défaite concédée dans le derby face au MC Alger (0-1).

"J'ai visionné plusieurs rencontres de l'USMA avec deux entraîneurs différents, j'ai vu une équipe avec des qualités offensives intéressantes, mais qui encaissait beaucoup de buts sur des erreurs individuelles. On va s'efforcer avec

mon staff à garder ces qualités offensives et les améliorer, mais aussi de gommer ces erreurs en étant plus rigoureux et plus structuré défensivement, autrement dit s'améliorer dans la transition offensive et défensive", a-t-il ajouté.

L'ancien entraîneur de la JS Kabylie (octobre - décembre 2014) a évoqué le volet recrutement, relevant la nécessité d'avoir un "amalgame réussi" entre jeunes et joueurs d'expérience.

"Nous avons engagé des joueurs de talent, mais il faut maintenant ramener de l'expérience, du vécu, et de la maturité avec des joueurs qui

connaissent bien le championnat algérien". Enfin, l'ancien coach d'Antar Yahia à Bastia s'est engagé à travailler en compagnie de son staff pour "gagner le plus de matchs possible".

"Avec Antar Yahia et mon staff, nous allons tout faire pour être performants et gagner le plus de matchs possible, mais cela devra se faire avec du travail et de l'humilité, pour rendre les supporters fiers de leur équipe". Ciccolini serra secondé dans sa mission par Benaraïbi Bouziane (entraîneur-adjoint), alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à l'ancien portier international Mohamed Benhamou.

LIGUE 1 FRANÇAISE

Boudebouz poussé vers la sortie

Le milieu international algérien de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1 française de football), Ryad Boudebouz aurait été mis sur une nouvelle liste des joueurs à libérer, rapporte, vendredi le journal français L'Equipe.

Boudebouz (30 ans), dont le contrat court jusqu'en juillet 2022, serait mis en concurrence avec Adil Aouchiche (18 ans), venu cet été du Paris SG.

Selon la même source, l'ASSE qui ne

participera pas à l'Europa League la saison prochaine contrairement à celle écoulée, veut faire passer son budget de 108 à 90 millions d'euros et pour cela, le club veut réduire sa masse salariale de 20%, en commençant par ceux qui touchent entre 180 000 euros et 200 000 euros brut mensuellement.

Il est à rappeler que Ryad Boudebouz avait déclaré en avril dernier qu'il n'avait qu'un objectif, celui finir la saison et pré-

parer la suivante du mieux que possible.

"J'ai vécu des moments intenses ici. Je suis 100% vert", avait-il dit. Boudebouz est l'un des cadres mis dans la liste-noire par la direction stéphanoise, à cause de leurs salaires. Son nom s'ajoute à Wahib Khazri, Yann M'Villa et Stéphane Ruffier. Si pour le gardien Ruffier (34 ans) la chose était déjà dans l'air, les trois autres auraient appris la nouvelle cette semaine seulement.

Maurizio Sarri limogé

Avec l'élimination de la Juventus de Turin face à l'OL en Ligue des Champions, sa place ne tenait plus qu'à un fil. La direction piémontaise a franché... Ce samedi, au lendemain de l'élimination de la Juve, la direction du club a fait le choix de mettre un terme au contrat de son entraîneur Maurizio Sarri.



LEMAR CONVOITÉ PAR EVERTON

Poussé vers la sortie à l'Atletico Madrid, Thomas Lemar pourrait quitter le club espagnol pendant le mercato estival. Everton et Carlo Ancelotti aimeraient bien récupérer l'international français.

Selon des informations rapportées par Le 10 Sport, Everton songerait à recruter Thomas Lemar. L'ancien Monégasque ne fait plus partie des plans de Diego Simeone.

L'entraîneur de l'Atletico Madrid aimerait bien vendre l'international français pour financer une partie de son recrutement estival. Le profil du joueur plaît beaucoup à Carlo Ancelotti. Les dirigeants des Toffees auraient initié des contacts avec l'entourage du joueur pour sonder son envie.

Toutefois les négociations s'annoncent compliquées. Le club espagnol est gourmand pour son international français et réclamerait au moins les 70 millions d'euros payés à Monaco en 2018. Pour rappel, Thomas Lemar est sous contrat jusqu'en juin 2023.

BENZEMA UN PEU PLUS DANS LA LÉGENDE

Auteur de son 65e but en Ligue des champions ce vendredi, Karim Benzema accentue son statut de meilleur buteur français dans la compétition reine. Il repasse par la même occasion, seul à la 4e place du classement des buteurs en C1.

Le Real Madrid s'est incliné ce vendredi en 8e de finale retour de la Ligue des champions. La défaite 2-1 chez Manchester City a éliminé les Merengues. Si l'égalisation de Karim Benzema en première période avait totalement relancé le suspense dans cette confrontation, sur un plan personnel cette réalisation a avant tout fait franchir un cap au Français. Meilleur buteur tricolore dans l'histoire de la compétition, il devance Thierry Henry, 7e avec 50 buts. Hier, au bénéfice de son 65e ballon poussé au fond des filets, « KB9 » a repris seul la 4e place du classement des meilleurs buteurs en C1, une longueur devant Robert Lewandowski qui jouera cependant ce samedi avec le Bayern contre Chelsea (21H).

En tête de ce classement, Cristiano Ronaldo a accentué son avance en tête ce vendredi grâce à son doublé face à Lyon (2-1). Avec 130 buts, il contemple de très haut son dauphin, Lionel Messi (114 buts) qui pourra toutefois se rapprocher ce samedi lors du 8e opposant Barcelone à Naples (21H).



KALULU QUITTE LYON POUR L'AC MILAN

C'était attendu depuis plusieurs semaines, c'est désormais officiel. Pierre Kalulu est un joueur de l'AC Milan, et ce pour les cinq prochaines saisons. C'est le club lombard qui a pris le soin de l'annoncer ce mercredi soir, alors que le défenseur était en fin de contrat aspirant à Lyon. À Milan, Kalulu tentera de maintenir la hype des latéraux français après la très bonne saison de Théo Hernandez dans le couloir gauche.

COUTINHO SERAIT D'ACCORD POUR REJOINDRE ARSENAL

Le Brésilien Philippe Coutinho aurait donné son aval pour rejoindre les rangs d'Arsenal à la fin de ce mois.

La future destination de Philippe Coutinho semble se préciser de jour en jour. Le milieu offensif brésilien semble se diriger vers un retour en Premier League, avec Arsenal comme point de chute. À en croire The Sun, l'international auriverde, qui aurait été aperçu vendredi dans la capitale anglaise, s'est déjà entendu avec les responsables des Gunners en vue d'un engagement. Il ne resterait désormais plus aux décideurs londoniens que de trouver un accord avec leurs homologues du FC Barcelone concernant le montant de l'indemnité de transfert. Le Barça ne devrait pas se montrer trop exigeant pour un élément qui est considéré comme un surplus au sein de son effectif et qui, en outre, bénéficie d'un salaire très important.

L'ancien Red devrait ainsi être cédé pour beaucoup moins que les 120M€ qu'il a coûté aux Blaugrana en janvier 2018. Coutinho est donc bien parti pour rallier l'Emirates Stadium. Mais, avant de retourner en Angleterre, il a encore des devoirs à remplir du côté du Bayern. Son prêt chez les Munichois ayant été prolongé jusqu'à la fin du mois d'août, il va essayer d'aider l'équipe de Hansi Flick à conquérir la Ligue des Champions au Portugal.

Zidane clair sur son avenir

Questionné par la presse espagnole après l'élimination du Real Madrid contre Manchester City (1-2, 1-2) lors des 8es de finale de la Ligue des Champions vendredi, l'entraîneur madrilène Zinédine Zidane a scellé son avenir au sein de la Maison Blanche. "Je suis le coach du Real Madrid, voilà ce qu'il en est", a sobrement lancé le technicien français, face à l'agitation médiatique. Sorti prématurément de la C1 mais vainqueur de la dernière Liga, Zizou n'est visiblement pas rassasié de succès avec les Merengues. Pour rappel, son contrat court au Real jusqu'en juin 2022.



PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune présidera aujourd'hui la réunion périodique du Conseil des ministres

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale présidera, dimanche, la réunion

périodique du Conseil des ministres par visioconférence, indique samedi un communiqué de la présidence de la République.

Des dossiers relatifs à la ren-

trée universitaire et au plan national de relance socio-économique, sont à l'ordre du jour de cette réunion, a-t-on ajouté de même source.

SÉISME À MILA La Libye exprime son "entière solidarité" avec l'Algérie

Le gouvernement d'Entente nationale libyen a exprimé samedi son "entière solidarité" avec l'Algérie suite au séisme ayant frappé vendredi la wilaya de Mila, selon un communiqué du ministre libyen des Affaires étrangères. "Le gouvernement d'Entente nationale exprime son entière solidarité avec la République algérienne et le peuple algérien frère, suite au séisme ayant frappé la wilaya de Mila, et a fait part de sa satisfaction qu'il n'y ait pas de victimes", précise le communiqué publié sur le site officiel du MAE libyen. Le Gouvernement libyen a également exprimé sa "conviction totale" quant à la capacité du gouvernement algérien, sous la direction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de gérer cette situation, tout en souhaitant davantage de "prosperité" et de "stabilité" à l'Algérie et "plus de progrès pour le peuple algérien frère".

ALGÉRIE-FRANCE-HISTOIRE Chikhi : «Une écriture commune de l'histoire entre l'Algérie et la France "n'est pas possible"»

Le directeur général des Archives nationales et Conseiller du président de la République, chargé des Archives nationales et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi a affirmé jeudi que "l'Algérie attend de savoir les intentions françaises suite à la désignation de Benjamin Stora pour travailler sur le dossier de la mémoire avec l'Algérie", soulignant que l'écriture commune de l'histoire entre les deux pays "n'est ni souhaitable, ni possible".

S'expliquant en marge d'une cérémonie en hommage à l'avocate et militante Gisèle Halimi, décédée mardi dernier, M. Chikhi a indiqué que la partie algérienne attend de savoir quelles sont les intentions françaises après la désignation de Benjamin Stora pour travailler sur le dossier de la mémoire avec l'Algérie et quel

volet sera évoqué pour le lancement de ce travail commun", ajoutant que "l'on parle d'une écriture commune de l'histoire, qui est, toutefois, ni souhaitable ni possible".

"Benjamin Stora était à l'origine de l'initiative de l'écriture commune de l'histoire, mais il y a longtemps, en exprimant le souhait de voir des historiens algériens et français, se rencontrer afin d'écrire l'histoire commune. Je pense qu'il a renoncé dernièrement à cette idée, lorsqu'il avait reconnu que c'était difficile", a expliqué M. Chikhi, se disant, à cet effet, convaincu que "cela est vraiment très difficile, compte tenu de motivations qui diffèrent d'une partie à une autre". "Nous voulons une histoire nationale homogène et chronologique, alors qu'ils veulent une histoire fragmentée", a ajouté le

directeur général des Archives nationales, soulignant qu'il y a beaucoup de questions (...) qu'ils veulent peut-être dissimuler et que le peuple algérien était victime d'une période coloniale féroce".

M. Chikhi a cité, par ailleurs, les déclarations du Président Tebboune qui avait affirmé que "l'Algérie ne peut renoncer à son histoire, mais elle peut œuvrer avec l'autre partie à construire des relations équilibrées, ce qui est primordial dans les relations internationales. Néanmoins, l'histoire appartient au peuple algérien qui a le droit de savoir ce qui s'est passé". A une question sur la démarche de restitution des archives, M. Chikhi a indiqué que le dossier est "en cours de traitement, en coordination entre plusieurs services de l'Etat afin de rapprocher les vues".

EXPLOSION AU PORT DE BEYROUTH Chanegriha présente ses condoléances au Commandant de l'Armée libanaise

Le Général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a eu, jeudi, un entretien téléphonique avec le Général d'Armée Joseph Aoun, Commandant de l'Armée libanaise, à qui il a présenté ses "sincères condoléances", suite à l'explosion du port de Beyrouth, tout en le rassurant de l'entière disponibilité de l'ANP à assurer les aides et assistance nécessaires, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Suite à la catastrophe ayant secoué le Liban frère, après l'explosion du port de Beyrouth causant de considérables pertes humaines et dégâts matériels, et dans le cadre de la solidarité avec le peuple libanais, Monsieur le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP a tenu un entretien téléphonique, ce matin 06 août 2020, avec le Général d'Armée Joseph Aoun, Commandant de l'Armée libanaise, à qui il a présenté ses sincères condoléances et exprimé ses sentiments de solidarité et de compassion suite à cette tragédie, tout en le

rassurant de l'entière disponibilité de l'ANP à apporter l'aide et l'assistance nécessaires", précise la même source.

"Dans ce sillage, et conformément aux instructions de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, il a été procédé à la mise à disposition des Forces armées libanaises un hôpital militaire de campagne et une équipe médicale pour contribuer aux efforts de secours et de soins nécessaires, et ce, outre l'ensemble des aides dépêchées par Monsieur le président de la République en l'occurrence quatre (04) avions cargo des Forces aériennes, chargés de vivres, de produits médicaux et pharmaceutiques, de tentes et d'effets de couchage, ainsi que des staffs de médecins et de chirurgiens et des équipes de la Protection civile. Un navire algérien acheminera également des cargaisons de matériaux de construction pour contribuer à la reconstruction du port de Beyrouth et des zones secouées par l'explosion", ajoute le communiqué du MDN.

RAPATRIEMENT DES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS 621 ressortissants à bord de 2 avions en provenance de Paris durant les dernières 48h (porte parole)

Six-cent-vingt-et-un (621) ressortissants algériens sont arrivés à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène le 4 et le 5 août en cours à bord de deux avions en provenance de Paris, et ce dans le cadre de la 3^e étape de l'opération de rapatriement des algériens bloqués à l'étranger en raison de la propagation du covid-19, a déclaré, jeudi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. "Suite à mes déclarations du 29 juillet 2020 concernant le programme de la 3^e étape de l'opération de rapatriement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger, lancée le 4 août 2020, un total de 621 ressortissants sont arrivés à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène le 4 et le 5 août en cours à bord de deux avions en provenance de Paris", a précisé le même responsable. Le programme actualisé des vols restants dans le cadre des opérations de rapatriement jusqu'au 16 août en cours comporte:

- Un vol en provenance de Washington le 6 août pour le rapatriement des ressortissants bloqués aux Etats-Unis vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Johannesburg (Afrique du Sud) en passant par Luanda (Angola), Libreville (Gabon) et Abidjan (Cote d'Ivoire) vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Dubaï

(Emirats arabes unis) le 7 août vers l'aéroport d'Oran.

- Un vol en provenance d'Istanbul (Turquie) le 7 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Doha (Qatar) le 8 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance du Koweït le 8 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Paris (France) le 8 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Khartoum (Soudan) le 8 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance d'Istanbul (Turquie) le 8 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Jeddah (Arabie Saoudite) le 9 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Paris (France) le 9 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Londres (Royaume unis) le 9 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance d'Istanbul (Turquie) le 9 août vers l'aéroport d'Alger.

Constantine pour le rapatriement des ressortissants bloqués en Turquie et dans d'autres pays, outre les ressortissants bloqués en Syrie et à Liban et qui ont été regroupés à l'aéroport international de Beyrouth en vue de les rapatrier.

- Un vol en provenance de Montréal (Canada) le 10 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Dubaï (Emirats arabes unis) le 10 août vers l'aéroport d'Alger.
- Un vol en provenance de Nouakchott (Mauritanie) en passant par Dakar (Sénégal) le 10 août vers l'aéroport d'El Oued.
- Un vol en provenance de Doha (Qatar) le 11 août vers l'aéroport d'Annaba pour le rapatriement des ressortissants algériens bloqués en Irak (84 ressortissants), outre les ressortissants bloqués dans d'autres pays.
- Un vol en provenance d'Istanbul (Turquie) le 13 août vers l'aéroport d'Oran.
- Un vol en provenance de Washington (Etats-Unis) le 13 août vers l'aéroport d'Oran.
- Un vol en provenance de Dubaï (Emirats arabes unis) le 16 août vers l'aéroport de Constantine.

Selon la même source, "des modifications pourraient être apportées à ce programme en raison des déclarations administratives et sanitaires, des autorisations des administrations d'aviation des différents pays et des différentes procédures d'ouverture et de fermeture de l'espace aérien relatives à la propagation de la pandémie de covid-19 ayant été prises par certains pays à partir desquelles les ressortissants algériens devaient être rapatriés".

GENDARMERIE-INSTALLATION Le Général Yahia Ali Oulhadj nouveau Chef d'état-major du Commandement de la Gendarmerie nationale

Le Général Yahia Ali Oulhadj a été installé jeudi au poste de Chef d'état-major du Commandement de la Gendarmerie nationale, indique de ce corps.

"Conformément au décret présidentiel paru le 30 juillet 2020 portant désignation du général Yahia Ali Oulhadj aux fonctions de Chef d'Etat-Major de la Gendarmerie nationale, le Général Gouasmia Nouredine, Commandant de la Gendarmerie nationale, a procédé, aujourd'hui jeudi 06 août 2020 à l'installation du général Yahia Ali

Oulhadj au poste de Chef d'état-major du Commandement de la Gendarmerie nationale", note le communiqué.

A cette occasion, le Commandant de la GN a appelé les états-majors de la GN, représentés par les Chefs des instances centrales, à "l'impératif d'obéir au nouveau Chef d'état-major du Commandement de la Gendarmerie nationale, conformément à la loi du Service national dans l'Armée nationale populaire (ANP)", plaidant pour "la conjugaison des efforts et la collaboration étroite avec sincérité et fidélité dans l'exercice des missions dévolues à l'institution de la GN, au service de la Patrie et du citoyen".

Le Général Gouasmia a adressé, à cet effet, ses félicitations au Général Yahia Ali Oulhadj suite à son installation officielle au poste de Chef d'état-major du Commandement de la Gendarmerie nationale, lui souhaitant "davantage de succès dans sa nouvelle mission" tout en mettant en avant "ses compétences professionnelles", conclut la même source.